10
été 1984
15 f

nous voulons ★ TOUT!

Dans l'arène tumultueuse creusée par la crise, la voie française qu'emprunte la restructuration capitaliste internationale s'avère singulièrement semée d'embûches.

Portée au pouvoir par l'essoufflement des bricolages politiques précédents et pour sa capacité supposée à circonvenir durablement la classe, la gauche se retrouve aujourd'hui au bord de l'abîme.

Après deux années de keynésisme "revisité", l'oeil pointé sur les indicateurs macro-économiques, les plus obtus des nouveaux gérants de l'Etat ont bien du convenir que les vieilles ficelles s'étaient usées jusqu'à la corde (les autres, tel Chevènement, se sont faits jeter comme des malpropres et des incapables qu'ils sont toujours). En effet, dans le contexte de sous-productivité permanente du travail, de bouleversement économique mondial et d'exacerbation de la concurrence rendant en grande partie caduques les modalités de la régulation planétaire, l'espace se révélait par trop étroit pour conjuguer l'augmentation du "pouvoir d'achat", comme contrôle sur la classe, avec la nécessaire reproduction du capital dans les marges du profit. Le "cercle vertueux" du fordisme avait bien fait son temps.

Pourtant, malgré qu'elle aît jeté par dessus bord son programme politique originel -à défaut d'être original- et adopté en catastrophe des mesures visant à rétablir la confiance du monde des affaires, la gauche au pouvoir se retrouve à nouveau dans l'impasse car une résistance sourde, têtue s'organise peu à peu du côté prolétaire.

Celà, bien entendu, ne nous surprend nullement. La gauche a navigué à vue et ce nouvel échec, cette incapacité à réguler de manière satisfaisante au moyen de l'Etat des forces sociales antagonistes n'est que la sanction d'un pari impossible qui prétendait tenir simultanément deux objectifs inconciliables dans la période : contrôler à la fois les mouvements de la classe et le cycle économique.

Toutefois, et c'est là une seconde contradiction, en voulant redresser ce cycle

(suite en dernière page)

DE NOS REFUS NAIT LE FUTUR !

métropolis parabellum

L'histoire sociale se modèle là où la pression du système économique se fait la plus forte...dès lors,comment s'étonner,aujourd'hui,que la métropole se profile comme une évidence incontournable; que son développement soit étroitement assujeti aux fluctuations des enjeux économiques.

La centralité de la métropole est articulée autour des concepts économiques, sociaux et politiques;elle se développe pour gérer des flux,des enjeux,faisant du contrôle social un idéal qui réduit l'aléatoire,le risque et l'imprévu à des quantités négligeables.

METROPOLE/FLUX

La théorie des 3 mondes n'existe plus; le niveau de développement des Etats est totalement dépendant d'un modèle de gestion des flux vers un but unique. Du Caire à Bankok,de Shangai à Lima,de Detroit à Caracas,un même projet organisationnel.Le Capital humain concentré autour des centres industriels est mis à disposition des flux de production dans leur hypothèse haute.Exode rural,permutations ergonomiques,changement d'affectation économique,sont autant de moyens que se donne le Capital dans la Métropole.Il lui faut assujetir l'ensemble de cet espace social à son projet de domination...

METROPOLE/ENJEU

...Car la bataille pour le contrôle représente logiquement un enjeu fondamental. Dans les années soixante,les stratégies révolutionnaires s'appuyaient sur la campagne pour encercler les villes(Che; Modèle Vietnamien),autant de tactiques qui maintenant tendent à devenir caduques.Aujourd'hui,la bataille contre le système capitaliste c'est une bataille dans la Metropole;espace désormais naturel où s'affrontent besoins prolétaires et nécessité de la valorisation capitaliste.

METROPOLE/CONTROLE

Le contrôle des métropoles apparait donc comme la condition sine qua non du développement du Capital.La concentration stratégique de ses moyens de production/reproduction exige donc de lui la mise en place d'une infrastructure de prévention et de répression pouvant répondre à tous les cas de figure.

METROPOLE/SUBVERSION

Pour les prolétaires,la centralité d'un lieu totalement déterminé par le Capital a disparu.Cette usine que de comportements quotidiens en luttes de masses des secteurs du prolétariat avaient réussi à subvertir vers la construction d'un pouvoir tendanciellement hégémonique sur la société,est morte.Ces lieux sont aujourd'hui vidés de leur contenu projectuel,la capacité de s'y organiser en force politique dictatoriale a été balayé au fil des attaques du développement capitaliste contre la vieille composition de classe.

Aujourd'hui s'offre à nous le tableau dramatique de la décomposition de la classe;orpheline de ses usines conçues pour l'exploitation,autrefois violemment retournées contre leurs maîtres,la classe commence maintenant à déterminer elle-même les lieux de son pouvoir sur la société.Finie la concentration imposée,place à l'usine diffuse.Terminée la séparation production/reproduction,voici la métropole lieu complexe et toujours sauvage où se déploie la rage de l'antagonisme.

De squatts en bars,de métro en parkings les batailles se livrent déjà,qui annoncent la prégnance de la métropole comme enjeu de pouvoir pour la classe.

le squatt comme réappropriation

L'ouverture d'un squatt; l'organisation de concerts; d'activités politiques en ses murs a toujours signifié pour nous la réalisation d'un ou plusieurs moments dans un processus. L'intérêt que nous trouvons dans ce type d'initiatives - au-delà de leur signification politique plus large comme médiation du revenu garanti - réside dans leur capacité d'auto-organisation; dans la dynamique d'exemplarisation de leurs acquis comme moment référentiel, comme expérience possible réalisée et susceptible d'être reprise, élargie, dépassée.

Dans cette perspective, la gratuité ne peut représenter pour nous qu'un objectif. La croyance en la possibilité de développer dès maintenant des zones libérées en dehors du capital n'exprime que la confusion la plus extrême sous la forme du faux radicalisme. Ainsi, nous n'avons rien à répondre à ceux qui hurlent à la réapparition de la marchandise lorsque dans nos concerts la bière est à 3 F; ils parlent tout simplement d'autre chose. Tels des imbéciles, ils scrutent le doigt lorsque nous pointons la lune.

Pour nous, le squatt n'est qu'un moment spécifique et général du mouvement de la lutte de classe. C'est un moment, un moyen et une forme de réappropriation prolétaire.

La réappropriation naît, comme besoin, de l'antagonisme entre capital et prolétariat. C'est l'objectivation du besoin de communisme que porte en lui le prolétariat et qui constitue l'antagonisme fondamental avec le capital. Ce besoin de communisme immédiat, qui se matérialise en-dehors des conditions objectives nécéssaires à sa réalisation, est une utopie dans la mesure où la juxtaposition d'îlots de communisme au sein de la société capitaliste est impossible.

Le communisme ne peut se réaliser qu'universellement. Il est bien entendu que lorsque l'on qualifie la réalisation de ces besoins, d'utopie, cela n'a rien de péjoratif, puisque c'est une étape nécéssaire à l'auto-valorisation et à l'auto-organisation de la classe. Il est bien entendu aussi que le besoin de communisme n'est pas une réalité, une revendication globale énoncée comme telle, mais est porté en germe par le prolétariat dans son antagonisme au capital. C'est la possibilité de rupture et de dépassement avec l'état de choses présent qui est porté en germe dans les conflits, les comportements, les luttes et les besoins immédiats du prolétariat.

Un tel besoin de communisme se matérialise dans l'expression de besoins impérieux à satisfaire, directement issus des conditions objectives dans lesquelles nous vivons. C'est à ce niveau qu'apparait la réappropriation et ses limites. En effet, si ces moments transitoires de la lutte de classe, que sont ces luttes et ces pratiques, qui reposent sur des besoins parcellisés, n'arrivent pas à renforcer un mouvement social, qui s'en nourrisse et les transcende, il est évident que le capital les détourne à son profit, réduisant ces résistances à de simples moments autonomes de la concertation et du consensus social, quitte à les laisser couverts d'un vague vernis contestataire.

A ce titre l'expérience des "alternatifs" allemands est largement révélatrice. La constitution d'une vaste aire de conflictualité et d'alternative sociale, autour du crédo de "vivre autrement" et de "vivre aujourd'hui ce que l'on veut pour demain", a généré deux réalités fondamentalement contradictoires et antagoniques.

D'un côté une sorte de "société parallèle" qui se révèle être un véritable micro-capitalisme sauvage, nouvel espace de l'entreprise et de l'artisanat, nouveau marché, et surtout excellent moyen de récupération et d'intégration pour l'Etat et le Capital de ceux qui voulaient et croyaient échapper au capitalisme.

D'un autre côté, mais inextricablement (?) mélé au premier, un réseau de lieux, d'espaces, de pratiques, de luttes pour le "mouvement", permettant une auto-organisation et une auto-valorisation de larges secteurs de la classe.

C'est dans cette contradiction, que génère ces pratiques, que prend toute sa force le débat entre "alternativen" et "chaoten" qui a eu lieu à Berlin (*).

Il est clair que si ces luttes ne sont pas des moments d'auto-organisation et d'auto-valorisation de la classe, si elles ne contribuent pas à l'émergence révolutionnaire du prolétariat, elles se font moteur du capital. On voit bien par là que la réappropriation ne peut être un but en soi, un but fini et inaltérable. Elles prennent place dans l'affrontement de classe et le rapport de force qui s'y détermine. C'est ce rapport de force qui qualifie le caractère révolutionnaire de ces résistances et donc leur avenir, car à tout moment elles peuvent disparaitre; perdre leur contenu et devenir une revendication mesurable et négociable, ou s'échouer sur la répression ou sur ses propres limites internes.

Le squatt apparait donc comme la somme de plusieurs réappropriations. Comme un point convergeant de celles-ci.

En premier lieu, c'est la réappropriation d'un espace de socialisation d'individus dont les rapports sociaux fondamentaux sont déterminés par la place qu'ils occupent dans le procès de production et reproduction du capital. C'est de toute évidence les précarisés ou exclus par et de la production, parce qu'ils sont minorisés et atomisés dans les rapports sociaux, qui trouvent dans leurs conditions d'existence la détermination pour se réapproprier un lieu de vie, un lieu de socialisation de leurs rapports individuels et de leurs rapports au monde. Cette socialisation des rapports passe par la mise en commun de leurs richesses et de leurs misères. Elle prend corps par des échanges matériels et simultanément par la médiation des problématiques individuelles, pour dépasser la somme des impossibilités, des échecs et des renoncements.

toit et moi pour la vie

Londres,Amsterdam,Copenhague, Berlin,Athènes,Rome,Milan,Paris, Rennes,Bayonne,Grenoble...La diffusion du squatt,et des pratiques attenantes,à l'échelle européenne cette dernière décennie,dessine les contours d'une aire(et d'une ère)de conflictualité sociale propre aux métropoles de l'occident industriel.Si,au départ,il s'agissait principalement de résoudre un problème de logement(loyers trop chers,spéculation,rénovation...), le squatt est rapidement devenu un enjeu politique,celui d'une alternative sociale immédiatement praticable au capitalisme.

Il est clair que le squatt n'a pas en soi,de fait,un caractère politique de lutte radicale contre l'Etat.Au même titre que les autoréductions,la fauche ou l'absentéisme,c'est une micro-pratique de refus de la logique du système d' exploitation,une forme d'antagonisme(souvent individuelle,en France du moins)qui entrave le fonctionnement du système,sans le remettre en cause directement.

Ce qui est intéressant,justement, dans le squatt c'est ce qui s'y ébauche,ce qui y est contenu en germe,plus que le fait même d'occuper une maison sans droit ni titre.Les différentes expériences de mouvements de squatts nous ont montré qu'il est possible de faire des occupations un vecteur pour d'autres pratiques(individuelles et/ou collectives),un espace organisationnel pour d'autres formes de lutte, pour un antagonisme social plus vaste.

Un squatt c'est beaucoup plus qu' un toit gratuit(ou du moins c'est ce que cela devrait être),c'est :
- La rupture effective avec le travail salarié,rendue possible par le fait de ne plus payer de lover et la mise en commun d'un certain nombre d'équipement.Il devient possible de vivre correctement avec un minimum de fric,et donc de travailler le moins possible.
- La libération de temps(donc d' énergie,de disponibilité,d'intelligence)pour se consacrer à soi même,avoir des activités autoorganisées,ou même ne rien faire.
- La dimension collective possible qui permet de créer une communauté entre des individus(rencontres,pratiques et projets communs,contacts,etc)et de casser un tant soi peu la ghettisation des rapports sociaux et l'atomisation individuelle.
- La possibilité objective,les moyens matériels,pour la réalisation d'une multitude de projets qui échappent au maximum à la société marchande en tendant vers la gratuité.

Cependant,les formes prises par le mouvement des squatts en France soulignent un certain nombre de carences et d'inadéquations entre discours et pratiques,que nous ne pouvons sous-estimer ni surtout réitérer.

Grosso-modo,nous avons vu se succéder quatre"modèles"de squatts symbolisant,chacun à sa manière,les limites et les problèmes de ces pratiques.
- Une première version,au milieu des années soixante-dix,fut le"on a raison d'occuper les maisons vides" portée par les maos(GP et VLR) Il s'agissait de créer des bases d'agit-prop',d'agréger des familles prolétaires et des jeunes pour susciter un"vaste"mouvement populaire anti-capitaliste et antiréformiste.On badigeonnait le tout d'un discours populiste et spontanéiste et le tour était joué... Après l'expulsion on passait à autre chose.
- Une seconde version,qui persiste encore aujourd'hui,a été le squatt "baba",porté par"l'illusion communautaire",où il s'agissait de"vivre autrement":le squatt n'est plus revendiqué en tant que tel,ce n'est plus qu'un moyen"alternatif"...La poudre et les embrouilles qui s'y greffent venant régler le problème (cf Pernety).

Plus proche de nous,dans le temps et les préoccupations,deux autres expériences balisent notre horizon.
- Les squatts"autonomes"où ce qui prime le plus souvent c'est la valorisation velléitaire de comportements types,chargés de toutes les vertus de radicalité et de subversion:violence,vol,pillage,trafics divers,..Ce qui a contribué,trop souvent,à faire des squatts des ghettos de marginalité sociale,facilement criminalisables et incapables de s'ancrer dans le tissu social et de se diffuser.Ce à quoi on peut ajouter le côté fréquemment insalubre des locaux qui restent en-decà d'un niveau minimal de confort;ce qui n'invite personne,sauf par nécessité plus qu'impérative,à s'installer réellement (et à le revendiquer)dans ce type d'habitat.Le squatt prenant trop souvent l'apparence de la misère gérée collectivement.
- A contrario,les Occupants-Rénovateurs,dans leur tentative de réalisation du squatt"propre",ont versé dans"l'alternatif"et"l'associatif".Faisant du squatt une opération pour combler les carences du système en équipements et tentant de déplacer l'affrontement sur le terrain juridique,ils ont réduit la dimension conflictuelle à son minimum,sombrant rapidement dans une attitude sécuritaire à la limite de la paranoia.Ce qui,de fait, a empêché les nombreuses velléités de jonction avec d'autres(rares) luttes sociales,de se concrétiser.

Si nous voulons relancer un mouvement de squatts qui soit un mouvement politique d'occupation et de réappropriation,nous devons réfléchir aux moyens de dépasser ces carences.Conceptualiser et exemplariser une autre façon de squatter qui créerait et stabiliserait de nouveaux comportements de rupture, Agréger des pratiques atomisées qui existent à un niveau de masse et sur lesquelles se cristallisent une crispation sécuritaire dont les protagonistes font pénalement les frais.Développer l'intelligence politique nécessaire à la systématisation de l'initiative,autodéterminant les lieux,les conditions et le niveau d'affrontement.
A nous de nous en donner les moyens!

Collectif "Nous Voulons Tout"

apologie tardive dune pratique défaite

Dans le numéro de juin 1984 de Courant Alternatif, est publié un papier "Squatts associatifs: un premier bilan... (et une réponse à nos détracteurs)

Réponse au texte des squatters d'Aubervilliers qui critiquaient (sans vouloir en débattre) la pratique et le discours des Occupants-Rénovateurs, dans le numéro précédent de C.A.; ce texte est bien moins qu'un bilan,une brillante apologie de la réalité défunte des O.R.

Tous les aspects positifs réels de cette expérience sont mis en avant comme ils ne l'ont jamais été publiquement, peut-être était-ce "le moment ou jamais", puisque les auteurs reconnaissent ne plus souhaiter (temporairement disent-ils) pratiquer sur le terrain, ne plus essayer même de squatter.

Ce texte a son utilité, quand bien même il masque les contradictions réelles, leur non dépassement surtout, qui caractérisaient les OR et autres squatts associatifs parisiens.

De même que l'Autonomie en tant que force politique en France a pu fournir en thèmes nouveaux les syndicats, en particulier la CFDT (chômage, précarité, etc...) et que l'on peut considérer cela comme une relative preuve d'efficacité; les "ex-squatters associatifs" peuvent exhiber la préoccupation de la CGL de faire une campagne sur les logements vides. Or la "discrétion" ici constatée laissera-t-elle bientôt la place au désintéret comme ce fut le cas dans d'autres circonstances, sur d'autres terrains? S'agit-il après avoir lutté pour prendre sa vie en main de déléguer sa lutte, de saluer la reprise par d'autres de ce qu'on a construit, ou bien de constater les avancées pour aller plus loin?

Il n'est pas question ici de reprendre l'ensemble du texte et de le critiquer, mais simplement d'en pointer les limites... Le bilan reste à faire, et pour cela aussi une pratique minimale semble indispensable.

Dans ce numéro de C.A.
- La Pologne des années 80
- L'Islam à l'ère des hydrocarbures
- Le Pen à Reims, une belle soirée
- L'intégrisme en Algérie
- Informations sur les Indiens d'Amérique
- L'endettement du tiers-monde
- Longwy, où va la lutte
- L'animation
- Restructurations à Caen

Mais, en second lieu, cette socialisation des rapports passe par la réappropriation d'un bout de richesse sociale et par extension d'un territoire, avec toutes les connotations de contre-pouvoir que cela implique; c'est à dire que le squatt devient le moyen d'imposer la satisfaction partielle d'un certain nombre de besoins (logement, locaux collectifs, temps, argent...), de libérer des disponibilités et de rendre possible un rapport de force politique face à l'Etat et au contrôle social (autodéfense, articulation avec le tissu social...).

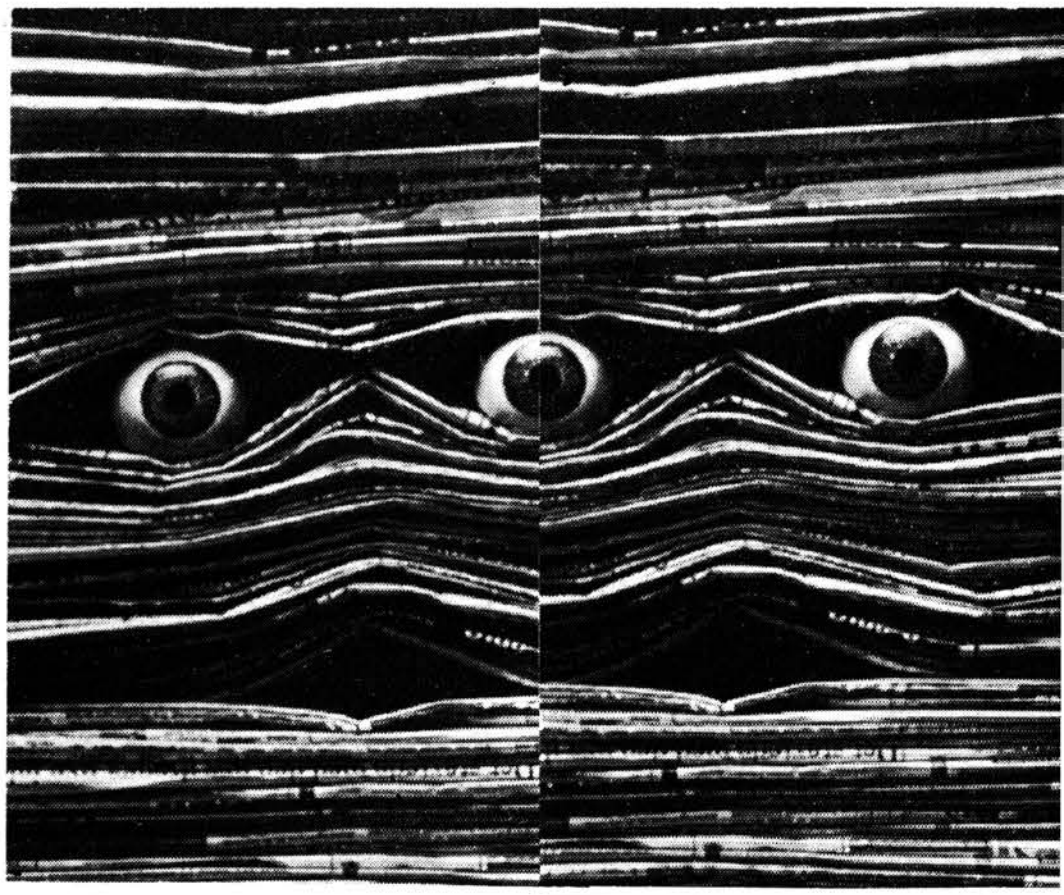
A partir de ces éléments essentiels et interdépendants, chacun de ces indivudus est (potentiellement du moins) en mesure de se réapproprier un morceau de sa vie, une meilleur connaissance de soi, des rapports inter-individuels clarifiés, des brides de savoir et de pouvoir. Il existe là encore un rapport dialectique entre ces derniers éléments et la libération d'une partie du travail, qui le rend vivant en valorisant le squatt et ses conditions de vie. Ainsi grâce à l'économie parallèle qui se crée, une partie de la force de travail se libère du salariat (partiellement ou totalement), permettant de produire une richesse et une intelligence sociale.

Il se dégage ainsi une identité collective, une communauté de lutte, une recomposition subjective. Le squatt, en tant que réappropriation d'un bout de la richesse sociale pour produire à son profit et à celui de la classe, devient effectivement moyen et expression de l'auto-valorisation prolétaire et de l'autonomie de classe. Assumant un rôle de point de référence - où convergent et où se diffusent les pratiques et les luttes - pour l'antagonisme de classe dans sa globalité.

Collectif "Nous Voulons Tout "

*/ Voir Classes Dangereuses n°2-3

du désert à la jungle...



Après une année de présence continue sur le thème du territoire et de la métropole, le collectif "nous voulons TOUT!" éprouve la nécessité et le besoin de tirer un bilan de son activité au sein de la Coordination Autonome pour des Espaces Libérés.

Une phase, un cycle s'est clos un certain samedi soir de juin dans le 10 ème arrondissement.

A partir de là, tout semble possible: le repli, l'éclatement, l'atomisation et la misère à nouveau ou bien un saut dans la clarification politique et l'homogénéité collective.

C'est bien d'un choix entre recul et dépassement dont il s'agit. Recul vers des formes déjà parcourues de survie individuelle, de bande, grosse de haine et de ressentiment ou dépassement et consolidation de manière à transformer nos expérimentations ponctuelles en expériences politiques maîtrisées et massifiables.

Le concert du 2 juin, dans le squatt du quai de Jemmapes, nous apparait comme étant le point d'aboutissement et le point de vérification à la fois d'un certain nombre d'hypothèses que nous avions formulé ; de multiples carences internes et de confusion extrême, dangereusement sous-estimées parmi nous, tant au niveau théorique que pratique.

*****

Lorsque le collectif "nous voulons TOUT!" décida de s'ouvrir et de participer à une campagne politique avec d'autres groupes pour l'ouverture d'un Centre Autonome, celà répondait pour nous à deux exigences. Dépasser les limites d'un journal en tentant de confronter certaines de nos hypothèses au terrain social et corrélativement vérifier en quoi plusieurs années de traversée du désert avaient-elles pu être mises à profit çà et là pour réenvisager une reprise mouvementiste sur Paris.

Après une existence déjà longue, le simple projet de circulation, de refus obstiné du repli sur le privé que concrétisait notre journal, semblait ne déboucher que sur un organe trop souvant caractérisé comme "boite aux lettre"; comme reflet de l'atomisation, de l'absence de propositions politiques. Il était donc urgent pour nous de développer une pratique d'intervention jusqu'à là trop limitée et ponctuelle. En l'absence d'une théorie politique adaptée aux nécessités de la période, les hypothèses de la réappropriation et du travail sur le territoire proposées alors par d'autres composantes du mouvement nous semblaient utiles à pratiquer. A l'heure où les luttes d'usine, les luttes dans la production ne portent pas en elles les germes d'une subversion totale, d'une déstabilisation réelle du mode de production capitaliste, isolées comme elles sont de la nouvelle composition de classe, réduites, de façon offensive, à la parcellisation, castrées de toutes perspectives de transformation.

Simultanément, le concept toujours vague d'ouvrier social ne trouvant pas suffisament de vérifications pratiques et organisationnelles, pour armer l'antagonisme d'une grille d'interprétation efficace, il nous semblait utile de réfléchir concrètement sur le rapport complexe production/reproduction de la classe.

C'est donc sur ces prémisses que nous nous sommes investis dans la CAEL, avec la ferme volonté de nous confronter à d'autres groupes, sur le moyen terme, au sein d'une instance large et ouverte.

Nous ne cherchions nullement à nous mouvoir en termes de ligne politique, de programme, mais à tester une série d'hypothèses (aussi minimales soient-elles) dans une expérience conçue aussi comme laboratoire. Celà en vue d'une recomposition, d'une confrontation avec tous ceux dont elle est l'objectif -- par delà la nécessaire valorisation des expériences spécifiques.

Se déterminer sur cet objectif c'est faire primer sa diffusion, sur toute autre considération ou ambitions de groupuscule, et envisager que la richesse potentielle du mouvement se capitalise en une circulation productive, des capacités réelles d'attaque, de conquète contre le capital.

En ce sens nos critiques sont aussi projection. Pour partie elles regardent nos propres lacunes, sans sombrer dans la gymnastique nauséabonde de l'auto-critique, il est néccessaire que le débat se fonde sur des moments éthiques, garantie d'une fonctionnalité à celui-ci.

La gestion du pouvoir par la gauche et la fin des expériences de squatts du 19 ème et du 20 ème — fort différentes dans leur approche, mais vaincues l'une et l'autre — nous avaient convaincu que si la situation était difficile face à l'Etat, elle n'en était pourtant que plus claire dans la définition de notre antagonisme fondamental contre le capital.

Hélas, l'expérience nous a prouvé le contraire!

Collectif "Nous Voulons Tout"

L'échec des tentatives de regroupement, quelles soient suivies comme la CAEL ou ponctuelles comme pour la manif des sidérurgistes le 13 avril à Paris, nous a persuadé de l'obligation de recentrer préalablement le débat avant toute nouvelle tentative de travail collectif avec qui que ce soit.

"Reprenons la ville, reprenons la vie" (15000 ex) et d'autres, affiches, interventions dans les manifs, gestion d'expulsion de squatt, concert à Tolbiac, enquète et contacts sur le 13 ème pour préparer les occupations, opération PNEU (Pour de Nouveaux Espaces Urbains de Subversion), gymnastique spectacle pour diffuser la nécessité de s'organiser sur des pratiques et de faire peser la menace au trouble à l'ordre public. Une agit'prop qui vit 8 groupes intervenir simultanément sur le thème du sabotage de l'usine urbaine. Et plus de mille propositions sans suite ...

De fait nous nous sommes retrouvés à animer une stucture plus proche du "centre aéré" que d'une coordination autonome, au sein de laquelle dominaient trois modes de fonctionnement;

* Une fraction politique inconséquente, dont la force de proposition éventuelle ne se concrétisait pas de façon productive, avec une absence de suivi et un fonctionnement totalement inéfficace: absenteisme, non respect des échéances et engagements, projets vagues et sans articulation concrète ...

* Un ensemble d'individus oscillant entre main d'oeuvre docile, sabotage et investissement exclusivement matériel, toujours inexistant en termes de propositions politiques. Il ne s'agit pas là de critiquer platement des individus, mais un fonctionnement qui exprime l'incapacité de s'insérer de façon positive dans une dynamique collective.

* Le collectif du journal qui tout en étant force de proposition et d'organisation (et malheureusement la seule), c'est avéré incapable de dynamiser ce magma.

Au sein de la CAEL nous avons certes largement renforcé notre indentité collective au prix d'une énergie fantastique qui n'était malheureusement productive que de moments internes à notre collectif, largement en-deçà d'ambitions plus généraies dont pouvait être porteur un tel projet.

Prologue sous les nuages

A l'origine du projet de la CAEL prévalait la volonté de reprendre l'initiative, à un niveau large sur la question de l'espace et du territoire. Le CAO avait déjà passé plus de huit mois à tenter de promouvoir son projet de Centre Autonome, sans aboutir à autre chose qu'à l'épuisement et l'éclatement. Malgrè tout il avait pu déboucher sur un certain nombre de "moments" ; concerts, fêtes, interventions, occupations ... La nécessité de dépasser cet épuisement (dont certains subissent encore les séquelles), de maintenir une certaine continuité de présence politique, imposait le redéploiement.

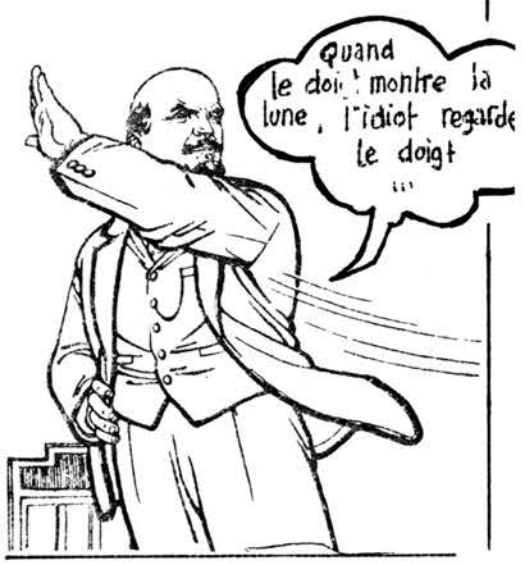
Si nous n'étions pas que peu critiques face à la démarche, nous y trouvions un puissant intérêt. Celà pouvait être l'occasion d'une confrontation, d'une collaboration productive pour déboucher sur des initiatives d'envergure; enclencher une dynamique politique qui dépasse le seul cadre des occupations de maisons vides.

L'ouverture d'un espace collectif, objectif immédiat de la CAEL, étant posé comme point de départ pour une dynamique plus large et plus globale de réappropriation.

L'échec d'une telle expérience, après quatre mois, comporte des acquis en termes de propositions, d'embryons de références. C'est ceux-là qu'il nous faudra généraliser, enrichir, diversifier. Pour celà il nous faut d'abord faire le point sur les limites qui sont apparues dans ce parcours.

Quelles ont été les initiatives de la CAEL, depuis les premières assemblées jusqu'au concert du 2 juin ? Sur quels problèmes ont butés ceux qui pensaient possible la constitution d'une centralité pour les protagonistes d'une reprise de l'initiative et, tendantiellement, à un niveau plus large, d'une proposition à la classe, vers la recomposition autour du revenu, de la circulation d'une culture multiforme "d'en bas".

Diffusion massive du tract



Toutes tentatives de mise en place d'une dynamique large et productive, n'ont rencontré que l'apathie, les embrouilles interbandes, la politique de la chaise vide: il est révélateur que par deux fois notre proposition d'auto-dissolution n'ait provoqué aucune réaction.

Ce qui est en cause c'est bien les limites d'un fonctionnement politique fortement présent dans la mouvance, mais aussi de notre propre incapacité , en tant qu'élément moteur, à concrétiser un dépassement de celles-ci, à imposer des clarifications.

Ainsi la pratique répandue de la consommation de réunions, de discours, d'actions et d'initiatives clefs en main, n'a pu être remise en cause que trop rarement. À celà nous n'avons répondu que par une activité débridée de quelques uns, comptant trop sans doute sur l'effet d'entrainement. Cette logique de la "locomotive" plus que de conduire à la conquête d'espaces libérés -- sauf occasionnellement sur le mode de la fête -- à produit des échéances qui relevaient plutôt de la cour de récréation. Le concert de quai de Jemappes en étant l'ultime exemple.

Auto-défendre nos propositions passerait par la négation des tendances "apolitiques" et anti-organisationnelles dont furent porteurs la majorité des membres de la CAEL. L'individualisme complaisant oblitérant les enjeux par une confusion qui interdit de fait l'homogénéisation, empêchant d'imposer notre logique, notre propre loi lors de nos échéances. Il faudrait pour cela une détermination politique précise en totale contradiction avec un "mode de vie", un rapport au monde, actuellement valorisé dans la mouvance, que seul le terme de "flou" peu encore caractériser.

La responsabilité de la dissolution de la CAEL que nous avons prise après le concert du 2 juin, ne relève ni d'une volonté de se laver les mains, ni d'un repli stratégique dans les limbes d'élucubrations théorico-idéologiques ultragauche. L'importance et l'urgence de l'ouverture d'un espace d'antagonisme, d'un lieu de mouvement, nous semble toujours pregnante. Il nous semble aussi, par contre, qu'il est aujourd'hui impératif de faire certaines clarifications, pour envisager de relancer une pratique du squatt et une campagne sur le territoire porteuse d'innovation politique, capable de reprendre et développer les acquis prolétaires, de se poser en terme d'indication à la classe.

Essayer de tirer un bilan veut nécéssairement dire stigmatiser certaines pratiques que l'on peut qualifier de contre révolutionnaires, certains dussent-ils sourire de cette formulation.

Il est néanmoins évident que la stigmatisation ne fait guère avancer les choses, mais visiblement les individus et groupes (?) concernés n'ont pas encore le sens de l'autocritique.

Nous ne sommes ni moralistes, ni garants de la vérité révolutionnaire, mais il est des fonctionnements que l'on ne peut tolérer dans la mesure où ils entravent la dynamique collective nécéssaire à nos ambitions.

Pour que l'expérience ne soit pas une fois de plus une lanterne qui éclaire dans le dos.

collectif "Nous Voulons TOUT!"

Nous invitons nos lecteurs, protagonistes ou non de l'expérience de la CAEL, à répondre au texte "Du désert à la jungle", par des contributions critiques, publiables éventuellement dans TOUT! Ne sont présentés ici que des extraits significatifs, le texte complet peut être envoyé, contre 8 francs, en écrivant au journal.

couleurs du nord.

Les pays nordiques ont la réputation de véritables "paradis" sociaux où règne la justice, la liberté, la démocratie et une certaine égalité sociale.

Mais derrière le mythe, se cache la réalité de sociétés particulièrement bloquées où le poid du contrôle social et des institutions est particulièrement étouffant.

Au Danemark le règne d'une social_démocratie luthérienne à porté ses fruits: chaque résident porte un numero, des fichiers informatisés régissent le moindre acte civil, chacun porte sur soit une ID-kort, carte d'identité plastifiée avec photo et bande optique pour ordinateur. Et force est de constater que peu nombreux sont ceux qui contestent, y compris dans le maigre espace contrôlé et institutionnel qui leur est laissé.

Pourtant depuis quatre ans un vent nouveau souffle sur ce paradis aceptisé qu'est la société danoise.

Les murs de Copenhague se couvrent de fresques et de slogans; "Rien demain pour cause d'indifférence" ou encore "Tu n'as plus d'avenir ne le laisse pas passer". Des petits rigolos s'amusent à jetter des boules puantes ou des fumigènes dans des manifestations officielles. On voit des défilés de manifestants complètement nus, ou encore les flics sont reçus par des pavés et des cocktails quand ils vident un squatt ...

En effet, depuis quatre ans, se sont constitué les BZ, c'est à dire les "Brigades de squatters" , qui regroupent alternatifs, punks, skinheads, zonard, pour briser le glacis social danois ...

Les BZ ont fait de l'occupation sauvage de maisons et d'usines désaffectées, une de leurs activités favorite. Il entendent ainsi dénoncer la rénovation et la spéculation qui relègue à la périphérie ceux qui ne peuvent supporte la hausse des loyers et pour lutter contre les conditions de vies de ceux qui sont "frappés" par la crise (25000 sans-abris à Copenhague ...).

Le Danemark offre à tous les jeunes, à partir de 18 ans, une aide sociale de 1033 couronnes (environ 830 F) s'ils vivent chez leurs vieux, et de 1750 couronnes (environ 1260 F) s'ils vivent seuls. Mais personne ne peut vivre avec aussi peu d'argent au Danemark ...

***Ainsi les BZ ont crée un groupe "Sers-toi" qui a pour but de faire ses courses collectivement et soit de consommer sur place, soit de partir sans payer. Ils ont aussi organisé un grand sit-in** sur les marches du parlement, pour y faire une grande bouffe et dire: "Messieurs les députés, vous qui légiférez et fixez notre cadre de vie, pourriez vous vivre avec 1750 couronnes par mois?".*

Et si la mairie de Copenhague a "donné" une maison de cinq étages en 1983, si la préfecture de police a négocié de ne plus employer les matraques et les canons à eau, s'il n'y avait ni pavés ni cocks en face, il semble bien que celà n'a pas suffit pour intégrer et faire retomber le mouvement.

En janvier une manifestation contre une expulsion de squatt donnait lieu à des affrontements ...

Le 4 mai le groupe "Kuloert Klat" (taches de couleurs) organisait un carnaval politique. Un millier de jeunes se sont répandus dans la ville pour asperger de peinture des murs d'immeubles, des voitures et même les clients d'un grand hotel ... La police a procédé à 360 interpellations, qui furent rapidement relachés, d'autres "tachistes" s'étant groupés devant le commissariat. Certains d'entre_eux risquent des peines de six mois de prison pour "trouble de l'ordre publique".

Ce qui n'a pas empéché les "tachistes" d'annoncer pour bientôt d'autres journées d'action, "journée de la perversion", "journée de l'amour" et "journée de la paix" ...

Nous entendrons sans doute encore parler de ce mouvement qui sait utiliser les armes de la dérision et de l'exemplarité, la force et l'imagination, contre la grisaille et l'ordre quotidien du "vieux monde".

Howard Heppis

logiciel mon mari !

Sur proposition de G. Bonnemaison (auteur du fameux rapport qui porte son nom et vice-président du Conseil National de Prévention de la Délinquance), le Ministère de l'Intérieur a décidé d'expérimenter l'introduction de la micro-informatique au niveau du fonctionnement quotidien et territorial de la police.

L'expérience lancée discrètement en janvier 1983 au commissariat d'Epinay sur Seine (dont G. Bonnemaison est aussi le maire), puis en juin de la même année sur l'ensemble de la Seine Saint Denis, est aujourd'hui étendue à treize villes pilotes, dont Rouen, choisies par le CNPD.

Plus que de fichage, il s'agit là de rationnaliser le fonctionnement de la police, d'en accroitre l'efficacité.

D'une part par traitement informatique des procès verbaux et des rapports à caractère "répétitif". De l'autre en constituant un fichier des faits constatés et élucidés, qui facilite la recherche des personnes à partir de leur nom ou d'une affaire les concernant, et la classification des "infractions"; "la micro-informatique c'est aussi le moyen d'obtenir des statistiques fiables, de mieux connaitre la réalité de la délinquance dans une circonscription policière" (déclaration du CNPD, Le Monde 27/5/84).

On espère ainsi:

- o Mieux insérer dans l'environnement social, culturel et urbain l'action des policiers.
- o Libérer des effectifs pour les mettre sur le terrain, notamment par la création de patrouilles spécialisées pour les "quartiers et secteurs sensibles".
- o Accroitre la disponibilité et l'information des policiers.

Ce qui s'accompagne dans un même temps par la nécessaire collaboration avec l'administration, les associations et les élus (circulaire du 8/3/84 du Ministère de l'Intérieur). Le CNPD de son côté se charge de la centralisation des données et de leur analyse.

Sur la base du test de 1983 un logiciel, baptisé "Odyssée", a été élaboré par la D.I.T. (Direction des transmissions et de l'Informatique) crée en 81 par le ministère de l'Intérieur; "un outil simple à utiliser, ne nécessitant aucune connaissance technique préalable, pour lequel la durée de formation des utilisateurs se réduit à quelques heures" (déclaration du DIT).

Deux autres logiciels sont encore à l'étude. L'un pour la gestion des "mains courantes" (référé de toutes les activités et déplacement des flics et des requêtes des "usagers"). L'autre concerne la "gestion opérationnelle des effectifs" pour mieux maitriser l'organisation des services.

L'introduction d'un usage "cool" de l'informatique au niveau le plus bas du contrôle social est l'autre versant de l'usage de celle-ci par l'Etat, qui vise à compléter les niveaux de centralité du contrôle et de la rationnalisation des services. L'accroissement de l'efficacité des commissariats, leur insertion et leur présence renforcées sur le territoire, venant compléter l'ensembles des autres dispositions du contrôle social et de maitrise de l'espace urbain (réseau de caméra, îlotage, comités citoyens-police, éducateurs, etc), dans le sens d'une présence toujours plus capillaire et diversifiée.

Jo Bananas

Le 16 juin 84, les flics ont évacués deux squatts d'immigrés sri lankais dans le XIV. 60 personnes expulsées.

Merci Deferre.

Le café de l'association Projets, Grands Espaces est ouvert le samedi et dimanche.

Il prend plus ou moins (?) la suite de celui des squatts OR XIX, au 33 rue des Vignoles 20è M° Avron.

paléontologie militante

Le féminisme,en 1984,est un thème qui n'intéresse plus personne.Néanmoins,il est nécessaire de s'interroger sur le silence actuel des mouvements de femmes en France et à l'étranger.Les grandes manifestations de femmes en colère,brandissant leur nouveau-né devant les rangs de CRS,ne sont plus qu'un souvenir.

La mort lente du féminisme était inscrite dans sa première génèse: son incohérence lui est fatale.Du politique à l'apolitique,du revendicatif au culturel,de l'usine à la maison,du prolétariat à la haute bourgeoisie,le mouvement pour la libération des femmes est en quête de lui-même.Un certain féminisme se voulait politique.Or le féminisme n'est que revendicatif et culturel.De cette remarque,découle le seul bilan qu'il est possible de dresser.

D'une part,le féminisme culturel, revendicatif des grands rassemblements et autres happening pour la contraception et l'avortement,emmené par le MLF et le planning familial:succès certain.Obtention de droits qui favorisent l'émancipation de la femme.Et surtout irruption de la femme dans le champs du politique,développant un discours qui lui est propre.

D'autre part,le féminisme politique qui s'articule sur la base de l'autonomie absolue de l'oppression féminine,identifiant la lutte des femmes avec la lutte d'une classe spécifique.Cette tendance portait les marques de son échec. Car la lutte politique est une lutte globale du prolétariat pour un changement du rapport de production. Le féminisme politique a vécu cet échec sans en maîtriser les raisons,en se repliant sur lui-même (lesbianisme anglais)ou en rejoignant d'autres thèmes qu'il a féminisé(pacifisme/écologie).

Une chose est sûre:les mouvements féministes ont contribué à l'élargissement des droits de la femme, à la prise de conscience de sa force théorique et de sa violence révolutionnaire.

Il y a pire que la condition du prolétaire,c'est celle de la femme prolétaire.

L'exploitation des femmes,qui présente certaines spécificités, est une des formes de l'oppression générale de la société capitaliste, mais elle est surtout un moyen de conservation de l'organisation et de la reproduction sociale.Il est bien clair que le rôle de l'Etat et de la famille s'articule autour de la contradiction centrale,celle des classes sociales,et l'on ne peut appréhender l'aliénation féminine que dans ses relations avec le système social dans sa globalité.

Par rapport à cette situation, certaines féministes affirment que le seul exploiteur c'est l'homme ce qui,par là même,déresponsabilise les femmes.Ces attitudes militantes crispées s'attaquent aux effets du système capitaliste mais ne remettent pas en cause les fondements de ce système où l'exploitation des femmes répond à celle des hommes.

Quel est dans ce contexte le sens d'une lutte revendicatrice pour l'égalité des sexes.Ce réformisme s'articule sur l'évolution globale de la société,il propose le comportement masculin comme modèle universel.Les femmes,en intériorisant un comportement-type caractérisé par des valeurs de compétitivité et de productivité,renforcent leur propre aliénation,et,par conséquent

celle des hommes.Les féministes voient dans l'accroissement du salariat féminin une victoire sur la division du travail entre les sexes, le travail"à l'extérieur du foyer" étant compris comme une étape vers l'émancipation économique.Mais,ces féministes oublient que le développement du capitalisme a modifié la division du travail entre les sexes. Une grande partie du temps de travail consacré aux tâches ménagères et à la fonction maternelle a été libéré,non par le féminisme,mais pour les besoins du capital.Ce mode d'émancipation ne rencontre pas de réelle opposition car il s'intègre dans les mutations générales de la société capitaliste moderne qui bouleverse la reproduction de la traditionnelle condition féminine.Les féministes,en luttant contre la forme de l'exploitation,en oubliant le fond dont la réalité d'aujourd'hui est que la fonction traditionnelle de la femme au foyer devienne partiellement inutile tandis que,sur le marché du travail,les femmes sont majoritairement reléguées aux emplois pénibles,sous payés,spécifiquement féminin !

Ainsi,les femmes sont la main d'oeuvre privilégiée des agences de travail intérimaire car elles restent souvent sous-qualifiées et sont partout condamnées à accepter des salaires discriminants.D'autre part,plutôt que de licencier des hommes,les patrons préfèrent imposer le mi-temps aux ouvrières"puis-

les infirmières arrachent leur blues

A l'origine de la manif et de la grève du zèle des infirmières du 24 au 29 avril, la guerre corporatiste et catégorielle qui traverse la profession médicale; la nécéssité de réduire le chômage des jeunes médecins et la volonté des laboratoires privés de récupérer tous les actes de prélèvements éffectués à un tarif moindre par les infirmières, voilà ce qui a déterminé le recours en annulation du décret ministériel fixant les compétances du corps infirmier, déposé par le syndicat des médecins biologistes.

Petit détail qui faisait la recevabilité du recours, le statut était fixé par décret ministériel et non comme émanant du Conseil d'Etat ainsi qu'il aurait du l'être. Le recours abouti, les infirmières se trouvaient privées du droit juridique de pratiquer un quelconque acte médical...

Ce système, ce vide juridique sont impraticables, Bérégovoy et Hervé s'agitent, promettant une régularisation trés rapide de la situation et déclarant que le statut "resterait ce qu'il était", c'est bien là, outre ce dérapage révélateur mais somme toute mineur, qu'est posé le véritable problème de fond.

Malgré trois ans de formation, la première "qualification" des infirmières est celle d'être FEMME, plus que tout autre emploi féminin (10% des effectifs seulement est masculin), celui d'infirmière implique la continuité dans le travail d'un rôle conditionné socialement qui devient compétence professionnelle. Patience, dévouement, disponibilité, "vocation", obéissance, responsabilité, autant de "qualités exigées mais occultées des feuilles de paie, c'est inné donc c'est gratuit!!!

Entre la maman et la putain, le matériel sophistiqué et la serpillière, les infirmières en ont marre! Etre fines psychologues, temporiser entre administration/ médecins/familles et malades, manier le balai avec dextérité, "seconder" voire remplacer les médecins "coup de vent".

Tout cela alors que les infirmières ne sont payées que pour la partie strictement médicale de leurs prestations, d'un salaire de merde d'environ 5000 francs par mois poussant pour pouvoir vivre décemment aux extras et autres services de nuit aux horaires démentiels.

Pas de chômage dans cette profession où le manque d'effectifs n'est pas le fruit du hasard (280M infirmières). Près de 50% du corps infirmier disparait ou passe à l'exercice privé après quelques années d'activité; pour beaucoup être infirmière signifie à l'origine gagner sa vie rapidement, la réalité reste la surexploitation, apprendre à pactiser avec la douleur et des implications énormes dans sa vie extra-professionnelle.

A cela vient s'ajouter une difficulté latente de pallier aux carences et au mépris des pouvoirs publics et de la hiérarchie médicale pour cette catégorie professionnelle.

Les revendications s'éparpillent et se perdent en une multitude de petites orgas corporatistes (24 pour la manif d'avril) et les trusts syndicaux (CGT, CFDT) qui demeurent axés sur des aspects trés matériels.

Enfin une position au sein de l'hosto qui pose le problème de la pénalisation des malades avant celle de l'administration lors d'actions revendicatives. Sans parler de l'obligation légale d'assurer un service minimum...

La manif du 24 avril était la plus importante qu'on ait vu depuis longtemps. Les syndicats, représentants officiels s'y sont fait copieusement huer par des infirmières qui furent des milliers à défiler sans leurs blouses, symbole uniformisant et rejeté, de leur "profession".

A la suite de cette manif, ce fut la grève du zèle. Moyen classique ailleurs de montrer son utilité pour se la faire payer; sans pour autant, perdre du fric en luttant. "Pour chaque pfqure, demander au médecin la grosseur de l'aiguille, la façon de procéder". (Libé 25/4/84). Et rire de l'effet obtenu...

L'expérience de la lutte, que la stupidité gouvernementale a permis de déclencher, engendrera surement, l'éclosion de collectifs, le développement de pratiques autonomes.

Penthésilée

que leurs maris travaillent".Dans cette usine qui fabrique les matraques des CRS,les ouvrières ont été mises devant le fait accompli:le mi-temps ou la porte;l'inspection du travail a laconiquement approuvé ce plan social en déclarant qu'aucune autre solution n'était envisageable car"les mentalités ne sont pas encore suffisamment évoluées pour que les hommes et les femmes occupent les mêmes emplois...!(mai 84).Les pratiques patronales,approuvées par ailleurs par les syndicats,stigmatisent la réalité de la condition féminine sur le marché du travail.Les travailleuses sont considérées comme des femmes qui peuvent retourner dans leur foyer dès que des difficultés économiques apparaissent, qui ne cherchent qu'un salaire d'appoint car elles ne restent que des ménagères dépendantes.

Les limites du mouvement féministe sont inscrites dans son mode d'action revendicatif et culturel et, d'autre part,dans ses contradictions avec la réalité sociale et quotidienne.En cantonnant ses luttes dans des domaines définis par le Capital comme"féminins"(contraception,avortement),en identifiant la lutte des femmes avec la lutte d'une classe spécifique,le féminisme ne fait que dénoncer des problèmes,certes réels,mais qui ne sont appréhendés que sous une forme négative:contre la domination des hommes.

Mais,les rapports entre les sexes se sont complexifiés,et tendent à apparaître,sous l'action du Capital, comme une des modalités de hiérarchisation et d'oppositions internes à la société.Le féminisme,loin de combattre cette réalité,entre dans la logique du Capital en sclérosant la question féminine dans la lutte contre l'oppression masculine.

D'autre part,en privilégiant le culturel,les féministes ont occulté le problème global du changement des rapports de production,et n'ont pas su dégager des valeurs radicalement nouvelles,celles-là mêmes qui devaient apparaître comme les fondements du socialisme féministe.

Il ne s'agit donc pas de transformer la société,mais de libérer l'homme et la femme en renversant le système de valeur dominant,de détruire les fondements des rapports de domination entre les sexes.Le temps est venu pour les mouvements féministes de rejoindre la lutte politique au sein du prolétariat.L'ennemi n'est pas l'homme...,mais l'Etat et le Capital !

Féminisme et lutte de classe

L'analyse de l'autonomie de l'oppression des femmes est issue d'une analyse de Juliet Mitchell-Women's State-(1) et divers groupes français. Le point de départ est que l'oppression de la femme n'est pas liée,à l'origine,à une situation économique mais à sa fonction de reproduction de l'espèce.Cette fonction la rend dépendante de la nature(alors que l'homme est déjà maître et possesseur de la nature,donc libre) et induit une division du travail "naturelle":femmes cantonnées au foyer ou occupées à des travaux agricoles;hommes conquérant la terre. L'acharnement de l'homme à lui enlever pouvoir politique,social,familial,s'explique par la peur qu'il ressent face à cette puissance formidable de la femme sur l'espèce

(A quand une grève des enfants?!). Mais à trop remonter à l'origine, on perd de vue l'évident:l'esprit du capitalisme caractérisé par la recherche du profit et la rentabilité,sur la base de la rationalisation du travail.Le capitalisme a fait de la famille une unité de production à part entière.La femme est l'ouvrière de la famille disposant d'une force de travail spécifique:enfantement et travaux domestiques.L'homme,débarassé de ces tâches,dispose ainsi de toute son énergie pour supporter l'exploitation à l'usine sur la base de la plus-value.

Ainsi,la femme est à l'intérieur du processus de production à l'instar de tout individu,homme ou femme.Elle est directement exploitée par l'Etat asexué.La famille traditionnelle(considérée dans une optique naturaliste)ayant éclaté ,le rôle de l'Etat est maintenant beaucoup plus clair.

La femme a,en effet,échappé au cercle exclusif de la famille grâce au contrôle qu'elle peut désormais exercer sur son corps.Oubliée la fatalité de l'enfantement et du mariage à 20 ans!(pas partout, hélas).Mais cet horizon si prometteur qui s'ouvre à elle va,dans les faits,se réduire au travail sous-payé,répétitif et aliénant de l'usine et du bureau.L'usine s'ajoute à la famille.

Pour corroborer la critique que nous faisons à propos d'une classe sociale exclusivement composée de femmes,référons-nous au féminisme mondial en termes de classes.
Aux Etats-Unis,Betty Friedman exerce un leadership sur un féminisme réformateur et bourgeois qui ne met pas en cause le système capitaliste.
En G.B,deux tendances se cotoient sans affection:les précaires"lesbiennes anarchistes"et la middle class"lesbiennes"et"greeham Common (voir"en Europe rien de nouveau", à la fin).
Ces différences de classes font apparaître que les femmes font partie intégrante de la stratification capitaliste.Or,sans classe,pas de lutte politique spécifique et autonome.

Autonomie de la lutte des femmes

Il est emps,maintenant,de s'interroger sur les raisons qui ont pu pousser les femmes à mener une lutte politique.Beaucoup de féministes des années 70/80 sont issues de mouvements politiques de gauche ou d'extrême-gauche(et même de droite,peut-être).Lassées de tenir la chandelle politique,de servir le café aux meetings et aux réunions, elles décidèrent de bafouer l'hégémonie des mâles au niveau du discours et de la pratique.Se retrouvant au sein de groupes femmes, elles eurent(& combien)la satisfaction politique de défendre réellement des droits et d'enregistrer des succès:elles combattaient pour elles,par elles.

Historiquement,cette prise en charge de leur action politique était nécessaire pour accélerer le processus.Pour défendre les thèmes de la contraception et de l'avortement,il fallait une mobilisation totale.Seules les femmes le pouvaient.Elles étaient leur propre enjeu.Hors des partis politiques qui rechignaient à inclure dans leur"projet politique"quelques clauses"généreuses".En autonomisant leur lutte,elles obtinrent l'extension de leurs droits et préparèrent le terrain de leur émancipation.

Or,maintenant...c'est le silence. La lutte revendicative s'est tue derrière un ministère des droits de la femme,un ministre du commerce extérieur(jadis de l'agriculture),de la consommation,et une myriade de femmes ayant accédé au pouvoir économique et politique(ou aux deux comme Francine Gomez).Le mouvement féministe s'est pris à son propre piège:en autonomisant trop,il s'est donné la mort.

En Europe,rien de nouveau

Le mouvement féministe s'est dissous dans l'ennui de sa propre stratégie.Après avoir affolé deux générations de famille,la pétroleuse dévoyée et hystérique ne provoque plus que bafflements et haussements d'épaules.Le thème du féminisme est devenu une excellente recommandation pour un parti en mal de progrès social.Il nourrit la bonne conscience d'une certaine classe politique,de gauche et de droite.Certaines exigences ont été satisfaites dans des lois votées au Parlement(sauf peut-être l'utopie du salaire ménager).

En théorie,tout va bien.Dans les faits,c'est autre chose...car les lois sur l'égalité de la femme au niveau du salaire et du travail sont partout spoliées.Le changement de statut de la femme et la fin de son exploitation passent par un changement de société.Les mouvements féministes commencent à prendre conscience de cette équation.
On observe,ainsi,leur émergence dans ces secteurs marginaux du politique:écologie et pacifisme.D'autres tendances du féminisme interprètent le changement comme la mise en place d'une société parallèle de femmes.

Interessons-nous,en premier,à la jonction du féminisme et du pacifisme.Le meilleur exemple en est Greeham Common.En Angleterre,la base américaine de Greeham est entourée de femmes,depuis deux ans, qui campent sur des terrains vagues adjacents(dans des conditions très pénibles).Ces féministes pacifistes surnommées"Greeham Common Womin" (Womin:pour éviter Women),se sont faites les apôtres du pacifisme. Animées de ce sentiment exclusivement"féminin",elles ont entamé une bataille"sans merci"contre l'impérialisme et le nucléaire,symboles mâles par excellence.Leurs armes favorites:la petite"cuillère"pour creuser des galeries sous la base militaire;les habits de leurs bébés qu'elles accrochent aux barbelés; et,surtout,les chants qu'elles entament à longueur de journée(sûrement pour désespérer les habitants de la base!).Ironie mise à part, elles ont réussi à créer un courant d'opinion extrêmement favorable à leur égard.L'ampleur du danger qu'elles représentent est tel que les autorités anglaises ont dû se résoudre à les faire protéger des soldats américains par l'armée britannique.

A l'opposé de cette générosité débordante,se dresse le ghetto du lesbianisme.Développant une haine latente du mâle,les lesbiennes ont créé une véritable contre-société autonome.Deux tendances s'y opposent:lesbiennes anarchistes"radical",lesbiennes middle class conservatrices.

Les premières sont étudiantes-chômeuses,vivant des allocations accordées par l'Etat,exercent des métiers peu qualifiés,ou encore, occupent des emplois plutôt"masculins"(plombière,électricienne,menuisière).Pour la plupart,assez jeunes,punks ou beatniks,elles squattent des quartiers entiers de Londres.Leur type d'intervention est,le plus souvent,extrêmement provocateur,voir insolent (histoire drôle:attaque d'une pharmacie pour y voler une cinquantaine de boites de tampons/envoi de ces"explosifs dangeureux"à la face des bobbies effarés),et sous-tend une lutte qu'elles veulent politique.

Comme les lesbiennes de la middle-class,elles évoluent dans une société exclusivement féminine qui possède ses propres bars, magasins,boîtes...

Or,si par delà la Manche,féminisme rime avec délire,il n'en est pas de même ailleurs.Le compte à rebours a commencé pour le féminisme.

La solution ? Crever une certaine nostalgie paralysante pour rejoindre la lutte politique,une et indivisible.Sans oublier que le vieux démon du sexisme hante et hantera encore longtemps l'espace de nos rapports avec l'Autre...

CALAMITY et JANE

(1) Référence:Minuit 7(Editions de Minuit).

abonnement

Pour six numéros
70 Francs
chèques à l'ordre
du C.E.R.A.C.S
à adresser à
Le Chaos Final.
41,rue des cinq
diamants
Paris 75013

Inglan is a bitch

De même que le Blues a longtemps été l'un des uniques moyens d'expression des noirs américains, le reggae est aujourd'hui pour l'immigration antillaise en Angleterre un instrument privilégié de diffusion de sa culture.

L'une des figures les plus marquantes de cette culture est sans conteste Linton Kwesi Johnson. Né en Jamaique en 1952, il émigre en 1963 en G-B où il occupera divers emplois précaires tout en poursuivant des études de Droit et de Sociologie.A la fin des années 60, marqué par le Black Panther Movement, il devient un militant anti-colonialiste, il organise et anime des ateliers de poésie et de musique. C'est à cette époque que va s'affiner son style musical,la Reggae Poetry, forme de poésie déclamée sur un fond musical où le duo basse-batterie donne le ton!Chantée dans le patois Jamaicain**la poésie de Linton est dans la tradition du Griot,ce conteur des villages africains qui était accompagné par les Talking-Drums,ces percussions déchirant les sons en de multiples échos.Le lyrisme qui émane de la poésie de Linton aurait pu,comme beaucoup de groupes de Reggae,le mener vers les chemins douteux de la mystique Rasta mais dés les débuts du revival Rastafarien il s'en démarqua nettement. En effet,pour LKJ,le thème du retour en Afrique que développent les Rastas est au mieux une impasse, au pire une imposture dont se parent de douteux personnages avides de succès commerciaux.La poésie de Linton est au contraire empreinte de REALITE,celle que vivent quotidiennement les jeunes prolétaires de Toxteh ou de Brixton dans cette putain d'Angleterre...Les thèmes de ses poésies/chansons LKJ les puise dans leur vie quotidienne, où ils sont arrêtés en vertu du "S.U.S" (suspicion of loiterning

with intent to commit a felony) notion juridico-policiere permettant aux flics d'arréter quiconque pour la raison qu'il s'apprêterait à commettre un délit (chanson"all wi doin' is defending) Chantant également le précaire (Inglan is a bitch) et l'omniprésence des flics accentuant la pression de l'ordre sur les vies (Sonny's mail;Street 66). Malgré une position ambigue en 81 il chante maintenant les émeutes de Brixton(Di great insureckshon).Dans son dernier disque il s'interroge sur la classe ouvrière(What happen to di workin'class?) qui confirme son analyse sur les jeunes prolétaires blacks,vus non pas comme étant doublement exploités mais comme une figure de classe plus exposée aux attaques du capital et de ce fait porteuse d'une radicalité quotidienne,au contraire de la traditionnelle classe ouvrière anglaise.

RACE TODAY

Parallèlement à son activité de poète-musicien,LKJ anime depuis le milieu des années 70 le collectif Race Today.Ce collectif,né de l'initiative d'un groupe d'intellectuels jamaicains***,milite en faveur de l'auto-organisation des émigrés jamaicains et propose cette façon de faire aux autres communautés.L'accent est mis sur la diffusion de la culture originaire de l'opposition jamaicaine. Cette identité culturelle de résistance,dont la langue est le vecteur,doit réussir à refuser toute intégration(de type indo-pakistanaise) et développer des ilots de contre-pouvoir, voire d'auto-gouvernement(!!...) à l'intérieur des métropoles. L'activité et l'influence de Race Today restent malgré tout limitées,restant presqu'exclusivement cantonnées dans la lutte contre la répression policière. Malgré cette lutte anti-keufs LKJ et Race Today furent critiqués au moment des Riots de l'été 81 pour ne pas avoir rapidement apporté un soutien politique aux émeutiers. Toute l'ambiguité politique de Race Today est apparue au grand jour à cette époque, soulignant son incapacité chronique à avoir l'initiative sur le Capital.

Si nous avons au début de cette partie, qualifié l'activité politique de LKJ comme étant parallèle à son activité musicale, c'est qu'il a lui-même, en s'inscrivant dans une démarche mercantile traditionnelle, entériné cette séparation artificielle. Malgré une tentative, vite avortée, de créer un label alternatif de disques (LKJ records) Linton est retourné dans le giron des multinationales (Virgin Records, puis Island qui a un quasi-monopole sur le reggae).

D'autres actions ou prises de positions, telles que la réalisation d'émissions de télé sur le reggae pour la BBC ou le soutien à la Grenade de Bishop, permettent également de saisir toutes les contradictions, les ambiguités du personnage qui, il est vrai, ne sont pas "visibles" en écoutant ses poèmes. Alors...

APPLE-PIE

* Autre représentant de la Reggae Poetry: Matabaruka et surtout Michael Smith récement abattu par les gunmen de Seaga (actuel premier ministre jamaicain.

** Les esclaves sont à l'origine de cet anglais réapproprié dans le but de ne pas être compris de leurs maîtres.

*** Dont Darcus Howe, neveu de l'historien marxiste antillais CLR James.

Discographie

- o Dread, beat and blood 78
- o Forces of victory 79
- o Bass culture 80
- o LKJ in dub 81
- o Making history 83

Recueils de poèmes

- o Dread, beat and blood
- o Inglan is a bitch

IM'MEDIA,mai/juin 84

L'agence de presse Im'média née durant l'été 83,aprés la campagne xénophobe des municipales,veut exprimer le point de vue des jeunes issus de l'immigration.D'une manière fort proche de ce qu'a pu être l'expérience des APL à l'origine de Libération,elle"cherche à mettre en place un réseau national multimédias"en invitant les jeunes des cités à devenir correspondants de l'agence afin de répercuter les informations sur les situations locales.

Partie prenante du débat en cours parmi les beurs(voir l'article ci-contre:"les beurs ne veulent pas devenir rances!),elle nous semble en partager toute la richesse et les ambiguïtés(prégnance d'une démarche trés tournée vers les niveaux institutionnels).

A l'origine de l'initiative on retrouve des gens issus d'expériences comme Rock-against-police qui avaient contribué,bien avant les riots lyonnais et la marche, à sortir les jeunes immigrés du ghetto des spécialistes (flics, animateurs et assistantes sociales) (Voir:Jeunes immigrés hors les murs"Mogniss.Questions-clefs.EDI 1982).Toutefois,toute une partie du discours de l'époque,notamment sur les jeunes immigrés comme composante spécifique de la classe ouvrière,a été(tactiquement?) gommé .Il est vraisemblable qu'au vu des limites et des problémes rencontrés actuellement par les jeunes issus de l'immigration cette thématique ne tarde à réapparaitre...

SOMMAIRE de ce 4° bulletin :

-Rassemblement des mères Place-Vendôme.
-Le CRS Taillefer éconduit en appel.
-G-B:3° salon du livre black et du tiers-monde à Londres.Ainsi qu'une trés intéressante interview d'un responsable de l'association des travailleurs latino-américains.Les sud-américains semblent en effet jouer un rôle ascendant dans les syndicats britanniques.
-Les cahots de la politique de résorption des cités de transit.
-Etc...

Pour tout contact:
23,rue des cendriers,Paris 75020
tél.725.59.49

(P.S.) secrétaire fédéral adjoint au maire. Jean Dufour (P.C.) | Gaston Defferre, maire de Marseille, ministre de l'Intérieur.

La Droite
20 ans d'immigration sauvage
avec la Gauche
Enfin un contrôle vigilant dont on mesure les effets

LES TEMPS MODERNES,Mars/avril/mai

"L'immigration maghrébine en France.Les faits et les mythes"

Dans ce triple numéro,les temps modernes ont réalisé un gros travail de clarification,de"remise à l'heure" en ce qui concerne ce sujet épineux largement surdéterminé par les calculs partisans. En 2200 pages et 45 articles,tous les aspects de l'immigration maghrébine ont été abordés (toutefois,la place impartie aux jeunes issus de l'immigration nous semble bien limitée par rapport aux enjeux qu'ils soulévent...).

Pourtant,on a le sentiment que ce travail de Sisyphe,ce "pavé dans la boue" n'aura pas l'effet escompté tout simplement parceque le lectorat limité auquel il s'adresse,le"peuple de gauche", n'aura pas les moyens politiques de l'inscrire dans la réalité. Déjà,les socialistes au gouvernement avaient compris-au-delà des calculs électoraux-qu'essayer de prouver,chiffres à l'appui,que l'immigration n'écume ni les rues ni la sécu ne servait à rien sinon précisemment à perdre des voix.

C'est pourquoi ce numéro est par trop complaisant avec la gauche car il oublie prudemnent aussi bien le bulldozer communiste de Vitry que le flirt de Deferre avec la liste sécuritaire de Marseille lors des dernières municipales.

Les temps modernes représente peut-être le point de vue du"bon sens",mais on peut se demander quel est le sens et l'espace politique d'un tel point de vue aujourd-hui ?

SOMMAIRE

-interview de gaston DEFERRE., impayable mais inquiétant:"ils font griller les moutons dans la cour..."
-interview de georgina DUFOIX, la caution humaniste,des promesses,toujours des promesses...
-bonne étude sur l'intégrisme à Marseille par **bruno ETIENNE.**
-etc...

LES MINGUETTES EXCLUES

Le comité directeur de la ligue Rhône-Alpes de football a décidé d'exclure de la compétition régionale, l'équipe des Minguettes.

De plus, treize joueurs sont suspendus jusqu'à la fin de la saison. Cette mesure a été prise après un incident qui a eu lieu le 12 mai dernier. Assistant à un match corporatif, une dizaine de joueurs de l'équipe des Minguettes avaient reconnu sur la touche un arbitre venu lui aussi en spectateur. Une bagarre éclata, faisant deux blessés. Jean Fournet Fayard, vice président de la fédé et Pdt du comité directeur de la Ligue Rhône-Alpes a déclaré "qu'il était devenu urgent d'arréter l'escalade d'une violence insupportable se développant dans l'environnement du club des Minguettes". L'équipe risque la radiation pure et simple.

les beurs ne veulent pas devenir rances...

Depuis quelques mois,la vague d'intérêt suscitée par les jeunes immigrés de la seconde génération semble être retombée.Les"beurs" ont-ils réintégré leurs cités ?

En fait,ce silence dissimule de profondes mutations souterraines.

Un mauvais choix

"Après la marche,rien ne sera plus comme avant"entendait-on en décembre 83.(Voir "TOUT" 8/9:"De la marge à la marche").Est-ce vraiment le cas ?

En réalité,tout le travail d'homogéinisation qu'avait nécessité et permis cette initiative-ces niveaux d'organisation et de socialisation- a fonctionné quasiment à vide jusqu'à maintenant.Les démarches des différents groupes ou collectifs à prétention représentative de la réalité des beurs sont restées empêtrées dans une logique complètement paralysante.Le rapport trop privilégié avec les institutions,la sensibilisation-même conçue comme tactique-aux problèmes rencontrés par la gauche gouvernante,ce désir de reconnaissance officielle,n' ont pas permis aux jeunes issus de l'immigration de trouver des espaces de confrontation leur permettant d'affirmer un tant soit peu leur autonomie.Le respect du jeu démocratique dans le choix d'une stratégie toute axée sur les procés des assassins de jeunes immigrés n'a strictement rien donné.(1).Pire encore,ce choix a eu une action démobilisatrice.A la manif de Montrouge le 12 mai aprés le meurtre de Zouzaoui Ben Lmabrouk par un flic invoquant la légitime-défense,les organisateurs-des jeunes des cités et des associations de gauche anti-racistes et humanitaires - ont été jusqu'à se laisser interdire par la police leur banderolle "Flics assassins" .

.Résultat : un triste défilé canalisé le long du périphérique (décidemment en marge...)encadré par des policiers goguenards et un désabusement écoeuré de tous ceux qui-même non-immigrés-perçoivent bien que derrière les meurtres au "faciés" se cache la réalité d'une attaque contre certains types de comportements sociaux.

Vers l'autonomie...

Les choses semblent pourtant être en train de se clarifier progressivement.Aux Assises nationales des jeunes issus de l'immigration,à Lyon les 9,10 et 11 juin,s'est exprimée la volonté majoritaire d'une autonomie organisationnelle et programmatique pour dépasser l'immobilisme des 10 derniers mois.

Par rapport au discours en vigueur au moment de la marche, la coupure est trés nette.Ainsi, évoquant C.Delorme,ce prêtre de la Cimade qui avait joué un grand rôle dans la préparation de cette échéance non-violente,Toumi des Minguettes prend résolûment ses distances."SOS Avenir-Minguettes a payé son manque d'autonomie et le fait que son discours lui était soufflé par des personnes bien intentionnées certes,mais qui n' ont pas permis aux jeunes des Minguettes de trouver leurs propres paroles"."Maintenant,c'est fini.Les jeunes issus de l'immigration n'ont plus besoin de papa pour s'organiser et se défendre". (Libération 14/6/84)

Toutefois,la problématique esquissée lors de ces journées semble particuliérement axée sur le culturel,pierre d'angle de tout l'édifice revendicatif.Il est symptomatique que sur les trois commissions-deux traitant plus ou moins de la même chose: l'égalité des droits et la justice-l'une est dédiée spécialement à la"défense de notre identité culturelle".(2).

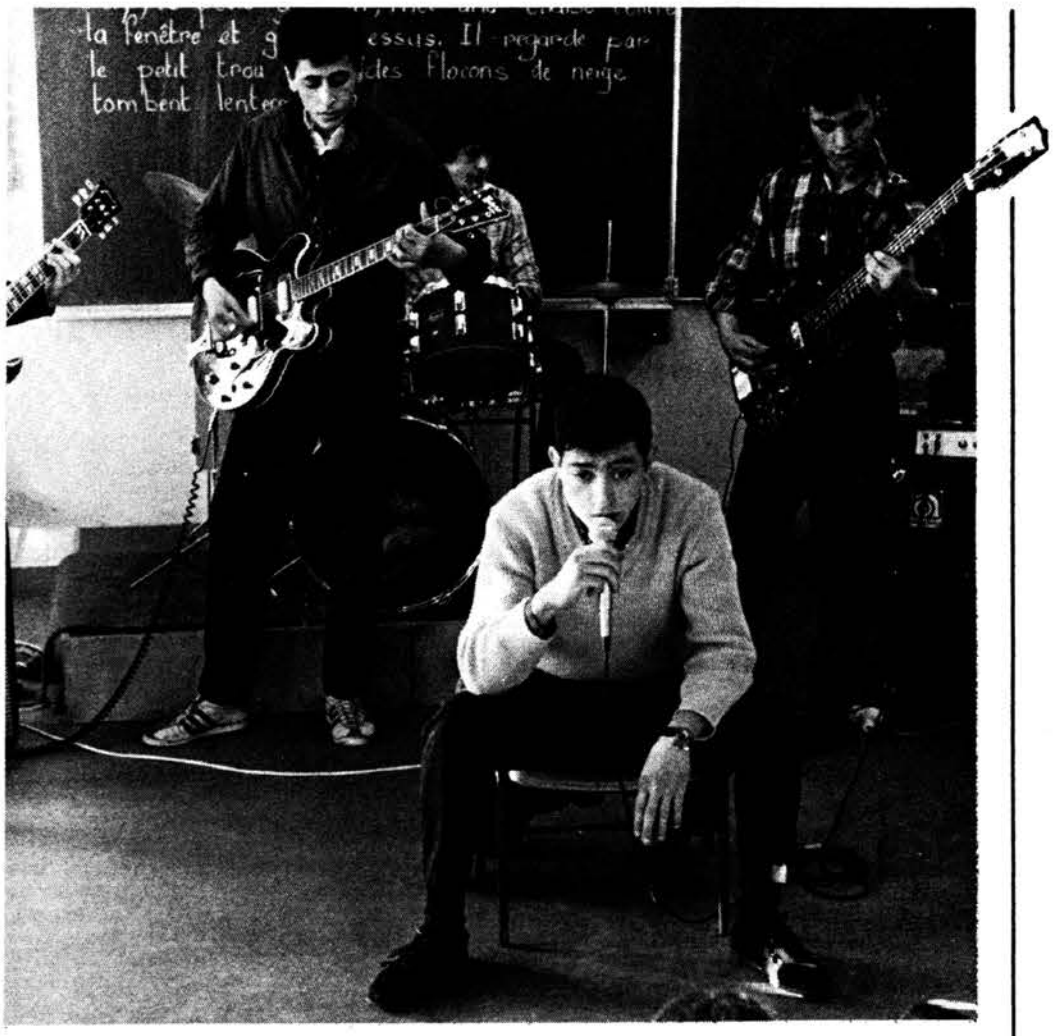
Tout un courant pousse dans ce sens bien que le risque de contrôle social ait été dénoncé à Lyon.

Une consolidation possible...

De même,la revendication pour l'égalité des droits,parfaitement justifiée,devient confuse dans la définition des moyens pour l'obtenir lorsqu'il s'agit de l'égalité de traitement face à la police et à la justice.Et là,il n'est pas sûr qu'un bilan ait été tiré.La longue liste des beurs abbatus et l'échec systématique des mouvements en vue d'imposer un rapport de force lors des procès n'a pu permettre d'explorer d'autres voies afin d'inscrire ce droit dans la réalité.Encore une fois,accepter ou choisir d'organiser des manifs dignes et silencieuses aprés chaque"bavure",ne suscite,au mieux, qu'une commisération de pure forme dans une opinion publique largement conditionnée par d'autres thèmes (insécurité,immigration et laxisme de la justice).En ces temps d'érosion prononcée de la "culture démocratique",de tels choix paraissent suicidaires.

Le problème réside donc moins dans la tentative de faire rentrer ce droit à l'existence dans un cadre législatif(loi pénalisant les crimes à mobile raciste;possibilité pour les associations de se porter partie-civile...) que dans la manière selon laquelle on tente de l'imposer.

Si l'explosion,les riots de l'été 81 n'avaient,en l'absence



de relais organisationnel et programmatique,que peu de chance de consolider l'antagonisme et l'identité des jeunes issus de l'immigration;il semblerait que maintenant,sur la base des acquis que représentent ces Assises,un retour à des options plus offensives contribuerait à donner ce second souffle qui manque si cruellement aux beurs.

"On ne demande rien d'autre que la justice"déclaraient les mères des jeunes immigrés assassinés le 21 mars devant les grilles de Badinter.Et si la justice pouvait être autre chose que le bras armé de l'état ?

(1) Seule "victoire" : le renvoi en Assises du CRS taillefer. Mais,dans le contexte,il est fort possible que les jurés populaires,traditionnellement favorables à la police,l'acquittent.

Amal Game

(2) Pour le moment,cette fameuse "spécificité"culturelle des beurs est très en retrait par rapport à ce qui se passe en Grande-Bretagne.Im'média Mai/juin 84"Black is political" : "black n'est pas une couleur de peau.Black c'est une situation politique et sociale dans la société anglaise".

les plaisirs du rail

A droite, le Quotidien de Paris (ce torchon) a expliqué trés sérieusement que ce mouvement était l'oeuvre d'une désorganisation volontaire du trafic due à la CGT. Que cette centrale applique une stratégie d'ensemble reflètant la contestation par le PC de la politique gouvernementale. Habilement, elle ne promotionnerait que des perspectives de lutte et des projets démobilisateurs à long terme, mais suffisament représentatifs de sa force: agir sans pour autant infirmer le désir du PC de rester au gouvernement. Les socialistes sont alors obligés de supporter l'état de choses sous peine de voir la rupture avec le PC leur attirer des ripostes et des problèmes biens plus conséquents (là où la CGT reste forte: transports, ports, docks, presse...).

A gauche, Fiterman a demandé l'ouverture d'une enquête. La CGT a condamné publiquement les "agissements d'un groupe ultra-minoritaire" et rappelle à l'ordre le secteur pour une grève générale avec préavis.

De quoi s'agit-il? De cette grève rapide et inattendue à la SNCF menée entre le 15 et le 20 mai dernier qui a entrainé une paralysie du trafic, une grosse colère d'usagers St lazariens (syndromes du rassemblement bruyant et du renversé de chariots). L'arret de travail d'une vingtaine d'agents de postes d'aiguillage (Becon-les-Bruyères, Asnières) a bloqué le trafic ferroviaire, embrouillé la direction et les syndicats dans l'ordonnance de leurs négociations poussives pour un passage aux 35 H édulcoré (modalités tristounettes), et augmenté d'un coup la pression de leur point de vue, malgré une opprobe générale (et suspecte?).

Au travers de cette magistrale perturbation nous avons compris (si cela était encore nécéssaire) qu'il existe en 1984 de "bonnes" et de "mauvaises" grèves:

- Celle de Citroën-Aulnay est parmi les meilleures du fait de son encadrement soigneux, de la mise à l'écart de la presse, de la présence d'un patronat bien oeuvre (comme on les aime), de socialistes au pouvoir empêtrés dans des positions de "rigueur" de "réalisme économique", et du fameux Parti des Travailleurs (le vrai, pas l'autre) détenteur de ses "bonnes solutions".
- Celle de la SNCF est le contraire flagrant: des aiguilleurs assez jeunes (au plus 30 ans), syndiqués bizaremment (CFDT, CFTC, 1 CGT, des "sans étiquette") qui ont pour patron M. Fiterman, lancent un mouvement sans consignes d'appareils, parlent avec la presse, restent assez durs, obligent Krasucki à se bouger pour rassurer sa clientèle électorale et syndicale, Bérégovoy a baver sur la nécéssité de "syndicats forts, puissants, responsables, pour conduire les mouvements et chercher des accords"...

Libération (ce torchon) a bien raison de considérer la dégradation sociale et le taux de désyndicalisation comme les corollaires de "l'emergence de conflits "coup de poing", "soupe au lait" catégoriels et corporatifs, hors des sentiers battus des appareils fatigués"...

De reconnaitre que "les aiguilleurs SNCF n'embrouillent pas seulement le trafic SNCF, ils perturbent aussi le jeu social classique"...

Nous pouvons considérer, sans illusions optimistes et catastrophistes, que le jeu social "classique" en question se réserve encore de magistraux blocages du fait des orientations industrielles et economiques de la gauche au pouvoir Tout en reconnaissant les limites de cette situation ("... La classe ouvrière a abandonnée à ses organisations traditionnelles tous les problèmes de tactique pour se réserver une vision stratégique autonome, libérée de toute entrave et sans compromission. Avec encore une fois, pour résultat provisoire une stratégie révolutionnaire et une tactique réformiste"...)(M. TRONTI; Ouvriers et capital), et la nécéssité de substituer au provisoire la cohérence d'un projet politique, l'affirmation de l'alternative autonome.

Fritz Teufel

plus fort qu'un coup de grisou..

La mine fut pendant deux siècles l'un des symboles les plus traditionnels de la lutte de classe. Sans elle l'industrie moderne n'aurait jamais vu le jour. La mine pour le meilleur parfois, mais trop souvent pour le pire, fut sans aucun doute le moteur de l'ascension de la conscience de la classe, prenant, de-ci, de-là, à travers le temps et dans la limite des luttes, la violence légitime du prolétariat comme complicité révolutionnaire ....

1984: La mine se meurt.

A Carmaux, comme dans toutes les régions où le charbon fut la richesse et le coeur d'un quotidien de dur labeur, l'amertume est aujourd'hui si grande que l'on pourrait y voir un ralentissement de la conscience du prolétariat...??
Face aux forfaits du capital les syndicats revendiquent l'action comme seul et unique moyen de sauver les sites, mais dans la réalité des "Gueules noires", les projets de reconversion symbolisent réellement l'enterrement de toute tradition minière. De quelle action doit-on parler?

De séquestration, comme en 1979 et 1983, à la suite desquelles, la direction a fait appel aux forces de l'ordre, qui organisent la première casse à Carmaux; ce qui entraine une manifestation de 10000 personnes! Démontrant ainsi que chacun est solidaire face à la "mort lente" du charbon. Il faut savoir que sans lui, Carmaux ne serait rien.

Pourtant cette solidarité ne dépasse pas les frontières régionales, comme ce fut le cas lors de la "marche sur Paris" le 2 mars dernier, la Lorraine ne reconduisant pas la grève de 48 heures, puisque moins concernée à terme par la restructuration des Charbonages de France. Les syndicats parlaient alors de solidarité, mais ne concrétisaient aucunement leur discours démago.

Cette politique est simple, le moins de contacts possibles entre branches et régions, pour éviter les débordements de la base qui subit ce coup de grisou des temps modernes.

Les mineurs de fond ne se leurrent pas, ils connaissent les choix politiques des gouvernements qui se succèdent et qui optent, sous couvert d'économie, pour un choix énergétique pas si économique qu'on voudrait bien nous le faire croire;

Comparaison des energies
- Petrole... 14 cts la th(°)
- Nucleaire. 9 cts "
- Gaz naturel 8cts "
- Charbon.... 7,5 cts "

Les Charbonnages de France ont accusé un déficit de 800 millions de francs pour la seule année 83, mauvaise gestion, et non pas sureffectif comme le déclare la direction et le gouvernement social-démocrate (qui avant 1981 se vantait d'être le fer de lance du soutien à la mine ...).

C'est ce gouvernement qui prétend sauver Carmaux en projettant la mise en fonction des "découvertes".

Ici, elle devra commencer en 1987. Mais comment parler de sauvetage, lorsque l'on sait que le coût financier est estimé à 1 milliard de francs, et que le coût humain se situe lui aux alentours de 1700 suppressions d'emplois, sur les 2350 salariés que compte aujourd'hui la mine.

D'autant plus que l'exploitation de "Sainte Marie la Découverte" ne changera pas grand chose à l'agonie de Carmaux. La SOFIREM, filiale des CdF, est actuellement chargée de la reconversion des mineurs de fond. France-Alpha est la première boite a s'être installée dans la région; spécialiste du carrelage, elle rencontre le rejet des mineurs qui, depuis des générations, le sont de père en fils.

Les mineurs au carrelage: ici il n'en est pas question!

Le seul espoir pour chacun d'entre eux, c'est les luttes du passé. Cent ans de luttes, qui remontaient le moral lorsque celles-ci se soldaient par une victoire, comme en 1979, lors de l'embauche des intérimaires qui, sans garantie d'emploi, se retrouvaient tous au chomdu, si la solidarité de la population et des mineurs n'avait pas joué. Mais pourquoi n'aurait-elle pas fonctionné?

Toutes les victoires du passé ont été submergées par la volonté du capital. Aujourd'hui les luttes symbolisent bien l'enterrement du charbon.
Chacun ici le ressent comme un coup porté aux traditions ouvrières ...

D'autant plus ressenti, que tout y est pour une partie de ping-pong entre élus locaux qui se renvoient les responsabilités.

Sous-traitance, scandales de gestion, licenciements, refus d'embauche ... En fait un choix économique et politique de supprimer le charbon de la richesse énergétique. Les contrats bidons entre CdF et EDF n'ont pas ici l'allure d'un sauvetage des houillères, mais celle d'une manoeuvre politique.
A Carmaux, comme partout ailleurs, le malaise du "No Futur" a fait son apparition pour laisser en attente, faut-il l'espérer, une réelle confrontation de la base; en premier lieu avec les syndicats complices de la rigueur; puis contre toutes les formes d'abus de pouvoir dont le capital se sert, sous prétexte de maintien de la compétitivité économique.

Aujourd'hui il faut attendre, pour combien de temps encore, puisque le charbon s'enterre lentement dans les angoisses de la passivité des luttes ...

La base le ressent ainsi, le désespoir à pris place dans la grande histoire des luttes des "Gueules Noires". L'isolement impose cette passivité, qui pourtant, à tout moment, pourrait devenir le moteur d'un ras-le-bol légitimé par la solidarité du proletariat.

CARMEN CRUE et P'TIT ROBERT

(°) th (thermie) est l'unité de mesure de la quantité de chaleur valant un million de petites calories, dans le système MTS.

chômeurs, belges: la frite.

En avril 1982, à l'initiative des partis et syndicats belges, quelques 30.000 jeunes manifestaient pour réclamer un "avenir".

Cette année une nouvelle "marche des jeunes chômeurs" était organisée, mais cette fois-ci ne rencontrant que peu de ferveur du côté des partis — les jeunesses chrétiennes notamment qui en approuvaient le principe — en raison du programme trop "utopiste" avancé par les organisateurs, qui exigeaient;

• Un revenu minimum garanti de 19.000 francs belges, montant qui dépasse celui de beaucoup de retraites ou de travailleurs à temps partiel (aujourdhui, un jeune chômeur touche en moyenne 9000 fr belges, soit environ 1500 ff).

• La reduction du temps de travail à 32 heures sans aucune perte de salaires.

Le dimanche 13 mai, dans les rues de Bruxelles, ils étaient 15.000. Dans un pays où sur les cinq cent mille chômeurs, cent soixante mille ont moins de vingt-cinq ans, celà fait 10 % des jeunes chômeurs. Ce qui n'a pas empêché certains de parler de "maigre participation" et de "faible écho" à propos de cette initiative (!).

Pour finir, "alors que cette manifestation avait commencé dans la bonne humeur ponctuée par les accents de groupes de rock, quelques centaines de jeunes, que la police qualifie d' 'anarchistes', ont bientôt brisé des vitrines, renversé et incendié des voitures en s'attaquant aux policiers et aux gendarmes" (Le Monde 15/5/84).

A l'heure où, en France, l'accroissement du chômage s'accompagne d'une diminution massive des indemnités, le mouvement des jeunes chômeurs belges devrait être une indication politique à court terme pour la lutte contre la restructuration et pour la garantie du revenu.

Jetz Wean

bar associatif sam-dim
PROGRES
17 rue des Vignoles (20°) Mo Avron

TROIS ATTENTATS A PARIS

UN groupe d'autonomes inconnu de la police a revendiqué dimanche matin, sur le thème *« la sidérurgie c'est fini, l'autonomie c'est reparti »*, trois attentats commis simultanément quelques heures plus tôt à Paris avec des cocktails Molotov.

Ces jets d'engins incendiaires ont provoqué des débuts d'incendie rapidement maîtrisés par les sapeurs-pompiers et causé quelques dégâts matériels en ravageant à chaque fois quelques mètres carrés de bureaux. La brigade criminelle de la police judiciaire a été chargée de l'enquête.

Les trois attentats ont été perpétrés entre 5 h 15 et 5 h 30 dans trois arrondissements de la capitale. Le premier visait un local de l'ANPE, 29, rue Saint-Amand (15e), le deuxième l'antenne d'information et de réhabilitation de la cité Lepage, 33, rue de Meaux (19e), et le troisième des bureaux de la société sidérurgique Creusot-Loire, 12, rue La Rochefoucauld (9e).

Quatre heures plus tard, un communiqué a été déposé au siège de l'AFP par un inconnu. Ce texte écrit à l'aide d'un trace-lettres était signé Collectif Haineux pour l'Insubordination Et le Revenu Social (CHIERS : allusion au nom d'une filiale d'Usinor, située à Vireux-Molhain, dans les Ardennes, et fermée le 31 mars 1984).

« La sidérurgie c'est fini, l'autonomie c'est reparti, affirme le communiqué. *Chômage, expulsions, licenciements ras-le-bol ! Nous ne ferons pas les frais des restructurations. L'Etat gère la crise : qu'il paye ! Revenu garanti, contre le travail ! (...) Production ou subversion, il faut choisir. »*

Après avoir rappelé les raisons sociales et les adresses exactes des trois objectifs visés, le communiqué conclut laconiquement : *« Bonjour les dégâts ! »*

Ces trois attentats interviennent moins de quarante-huit heures après la marche des sidérurgistes lorrains qui avait réuni vendredi après-midi 35 000 personnes à Paris.

Deux jours avant cette manifestation, l'AFP avait reçu deux communiqués, signés l'un des Brigades autonomes d'intervention directe et l'autre de la Coordination centrale autonome parisienne. Ces deux textes appelaient les participants à la manifestation à faire *« dégénérer »* celle-ci.

Matin de Paris 16.4.84

CONTRE LE PEN
LE S.C.A.L.P.
DETERRE LA HACHE DE GUERRE

Appel à tous nos frères, squaws et papooses :
Noirs, Apaches, Arabes, Commanches, Métèques, Cheyennes, Futurs délinquants du métro toulousain, Cheerokis, Chômeurs, Pawnis, Homos, drogués, shamans de guerre et autres terroristes...

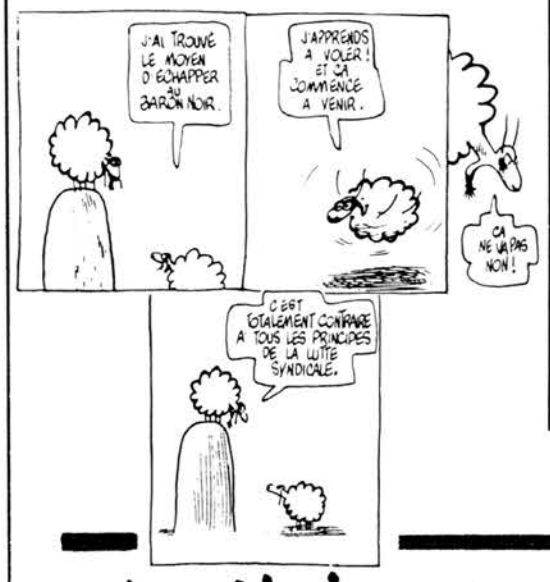
Le Pen ne doit pas fouler impunément la prairie, ni à Toulouse ni ailleurs.

Chassons ce coyotte et à travers lui tous les pâles visages qui ne voient pas que Le Pen n'est qu'une verrue sur un membre déjà pourri.
Attention les tuniques bleues garderont le fort de la piscine...
Il nous faudra avoir l'agilité de la gazelle, avoir la vue perçante du lynx, être futé comme le bison, mais aussi féroce comme le loup !
Enfin il faudra être SIOUX !

SORTONS DE NOTRE RESERVE

Le sentier de la guerre partira de
La Place du CAPITOLE Le 5 JUIN 84 à 18h 30
et passera par le camp d'Empalot

Section Carrément Anti Le Pen



merde in france

"Jehanne Marie boute les immigrés hors de France 8" lui dirent les voix des vieux démons fascistes, et Jehanne Marie partit en guerre "contre l'invasion de l'immigracion étrangère" (dixit le FN).
Nul n'est donc sensé ignorer leurs professions de foi racistes, xenophobes, élitistes, sécuritaires ... A les entendre, depuis l'abolition de l'archaique peine de mort, les rues sont le repaire des bandits et autres hooligans, c'est bien simple , " on ne peut plus sortir le soir sans qu'il fasse nuit! ..." c'est vous dire!
Après Royer, la réincarnation de Jehanne la pucelle traque les amours précoces ... "On n'a pas vu (...) que l'abaissement de l'âge des rapports sexuels a des répercussion dramatiques non seulement sur la qualité de l'amour (...) mais aussi sur le développement intellectuel" "La sexualité retardée expliquait le développement exceptionnel de nos civilisations" (discours à la jeunesse le 13/05/84, Le Pen à jouir).
Le Front Nazi.onal a-t-il d'autres idées? Oui hélas ... Suppression du droit de grève pour la " liberté du travail". Main mise des curés sur l'éducation pour la "liberté de l'école", progression de la censure pour la "liberté de l'information", etc ...
UN EPOUVANTAIL .... POUR DES GENS AU-DESSUS DE TOUT SOUPÇON ?
Le Pen n'est jamais autant apparu dans les médias. Il représente la "bête immonde" qui monte, une bête raciste, xénophobe ... Mais dans notre lutte contre ce "symbole" n'oublions pas que le gouvernement actuel applique lui aussi une politique raciste , anti-ouvrière, envoie les flics dans les foyers et les quartiers, et vise à renvoyer les immigrés.
N'oublions pas non plus, que la droite qui peut apparaitre à côté de Le Pen comme un enfant de coeur , partage en fait les même idées que lui.
QUELLE RIPOSTE ?
A Reims, Orléans, Clermont-Ferrand, Besançon, l'opposition se fait de plus en plus déterminée (manifs, affrontements, incidents ...). A Toulouse nous ne nous satisfairons pas non plus de solennelles protestations.

S.C.A.L.P.

todos a' una (1)

Le dernier numéro de"Tous ensemble" est paru après un débat du groupe de rédaction sur le pourquoi de cette revue.Son ambition est d'être une sorte de porte-voix ou tribune de collectifs,tout en essayant de multiplier les contacts avec d'autres revues,et de devenir plus périodique et plus attrayante.

Son but:informer des faits et nouvelles qui défendent des alternatives de lutte contre le capitalisme .Pour ce faire,la revue se présentera ainsi:un éditorial comme thème de fond;un dossier sur des thèmes concernant le monde du travail;des articles d'actualité reflétant les positions de l'autonomie ouvrière face aux faits quotidiens;et ce qu'ils appellent "survivance"(écologie,antimilitarisme,pacifisme...).

Qui sont les rédacteurs de ce journal ? Ce sont des collectifs de travailleurs de diverses entreprises(dockers,personnel hospitalier,ouvriers de Mercedes Benz, collectifs de bureaux...)qui se réunissent au niveau de délégués, depuis un an et demi.
Leur réalité dans les entreprises est diverse.Des collectifs étendus ayant une tradition d'activité syndicale,jusqu'aux groupes de travailleurs qui ont envie de s'organiser à l'intérieur de l'entreprise.Leur dénominateur commun est très simple:la conviction qu'ils sont capables de s'organiser eux-mêmes;la désillusion ou simplement le désaccord avec les comportements syndicaux des"grands" (CC.OO et UGT),aussi bien à l'intérieur que hors des entreprises; la conviction que l'activité syndicale doit partir de chaque entreprise,mais qu'elle ne peut s'enfermer entre quatre murs,et qu'il est nécessaire de se coordonner et de s'organiser pour ne pas anéantir les efforts et les illusions.

Pour l'instant,ils ont surtout fait un travail d'échange d'informations et d'expériences,ils ont ont impulsé la publication de "Todos a Una",et ont organisé quelques actions publiques.

Mais les limites de ces pratiques se font sentir.Elles n'ont pas permis de s'inscrire dans un cadre organisatif et de mettre en place une aide mutuelle efficace.

Maintenant se pose le problème de fond:"il faut s'organiser pour dépasser le simple échange d'information"."La stratégie générale du capitalisme et de ses serviteurs(CEOE,reconversions industrielles,licenciements...),et le syndicalisme officiel et vieillot de CC.OO et UGT...nous obligent à nous mettre à marcher de façon organisée si nous ne voulons pas finir dans la débandade générale et dans le désenchantement qui la suivra."

(1) "Todos a Una" est un bulletin de collectifs de Barcelone.Il en est à son 6è. numéro et sort à 10.000 exemplaires.De plus,la revue loue désormais un local : Calle Rec Comtal n° 18,1° 1a de Barcelona.

BENITA MORALES

trottoirs pour pleurer

13 AVRIL, LES PETITS POISSONS DE LA LUTTE DE CLASSES

La crise prolongée de la sidérurgie (1) et ses derniers développements, nous intérrogent quant aux pratiques et au discours que nous pouvons mener sur ce terrain.

La "référence historique" du 23 mars 1979, ainsi qu'une actualité parfois brulante (2), confèrent à ces questions une place importante pour la reprise du mouvement.

Abandonner la vieille classe ouvrière à sa défaite? Construire le mouvement sur les niveaux d'affrontement existants face à l'Etat et clarifier dans la pratique, à chaud, une démarche pour la recomposition offensive de la classe? Voilà schématiquement le type de questions que l'on peut se poser.

L'echéance du 13 avril à Paris a fourni une éclairage cruel sur ce questionnement.

En tête de manif, une croix de Lorraine, des élus de droite; dans le cortège des syndicalistes, Marchais et sa critique publicitaire au gouvernement; pas de mobilisation sur Paris comme en 79, pas de bandes de jeunes des banlieues, de chômeurs, juste une CFDT un peu gauche, isolée, inactive; le groupe 79-84 composé de 150 personnes et préalablement délesté de son matériel par la CGT, dans les trains de Fiterman.

Certains cherchaient les autonomes, voulaient du matériel. Ils n'ont rien trouvé d'autre que trente à cinquante personnes derrière une pauvre banderolle. Une mouvance de 350 personnes a fait le trottoir pendant toute la manif, considérant sans doute cette échéance comme ingérable, voire pour beaucoup étrangère à ses préoccupations.

Pendant qu'à l'intérieur du SO (même dans la CGT) on échangeait des coups, pour savoir s'il fallait autoriser tel jeune chômeur parisien à rester dans la manif, nous défilions, effarés et ridicules, au côté de 79-84.

Pendant qu'un groupe de sidérurgistes de Rehon s'emparait d'un stock de bière pour supporter le soleil, picoler et se munir de canettes; nous diffusions un tract bâtard (3) que ses propres rédacteurs, parvinrent à réccuser par la suite, sans l'avoir diffé.

Comment en sommes-nous arrivés là? Cette situation catastrophique renvoie à la décomposition générale plus précisement à celle qui pèse lourdement, sur Paris. L'inconséquence de groupes se réclamant de l'autonomie, s'est ajoutée ce jour là, à celle, plus classique sur le terrain de ce que l'on appelle communément "ultra-gauche", sans doute pour souligner sa maladresse.

Ainsi une hypothétique échéance historique est passée à la trappe. Les petits malins, inéxistants eux aussi ce jour là, qui firent des communiqués, promettant à la presse et à l'opinion, moult débordements, voire l'émeute, se sont dépéchés de remballer leur fantomatique "Coordination Centrale". Les champions de l'affrontement, s'étalaient eux, aux terrasses des cafés. Le "cortège" autonome ne dut qu'à son absence totale de dangerosité, de ne pas subir un massacre cégétiste.

Nous avons été incapables de gérer cette échéance, de constituer un pôle offensif dans ce cortège, alors que nombreux étaient les sidérurgistes qui sans vouloir l'impulser eux-mêmes, attendaient une ouverture en ce sens.

79-84 (4) sur la défensive, en perte de vitesse, est porteur d'un discours sur l'unité syndicale, qui a remplacé la pratique de l'autonomie des luttes précedentes. Ils tentent néanmoins d'organiser la lutte avec les chômeurs, lors d'assemblées générales. 79-84 dans sa pratique gère des simulacres d'affrontements habilement sans doute, puisque de fait la violence de masse fait largement défaut, que le contenu de la lutte est peu clair. Nous avions (et avons) un rôle à jouer sur ces questions, or nous avons été totalement en deça de ce que la situation exigeait de nous.

Pour ce que nous en savons, la seule reconnaissance positive, quant au "mouvement" parisien, a été pour ceux de Longwy, vers le groupe "CHIERS" (5) qui fut la seule expression, misérable mais réelle, d'une volonté d'affirmer un point de vue et une pratique de l'autonomie.

Le désert est bien devenu jungle, une jungle où se croisent sans se confronter ni débattre, des groupes et individus réduits à l'état de zombis

Jusqu'à quand?

Petit Bonhomme

(1) Sur la crise de la branche dans le marché mondial, les traditions de luttes, voir Classes Dangereuses N°4, été 1984
(2) Sur les détails de la lutte actuelle, nous conseillons aux lecteurs de lire Courant Alternatif et en particulier le n° de juin 84: Longwy, où va la lutte - p 23 à 26.
(3) La vie est ailleurs. signé: Nous autres.
(4) Voir la brève du Parisien Libéré.
(5) Voir le Quotidien de Paris du 16 avril

ATTENTAT MANQUE
CONTRE LE PATRONAT DE LA SIDERURGIE

Un bâton de dynamite et un détonateur, inoffensifs car non reliés l'un à l'autre, ont été découvert hier en début d'après-midi par la police devant la porte de la chambre syndicale de la sidérurgie, 5 bis rue de Madrid où se tenait une réunion paritaire entre le patronat et les syndicats de la métallurgie lorraine. L'immeuble a été évacué pendant une heure. Vers 14h 30 un correspondant anonyme affirmant parler au nom du comité Longwy 1979-1984 avait alerté l'Agence France Presse.

Les observateurs estiment qu'il s'agirait plus d'une tentative d'intimidation qu'un véritable attentat.

Parisien Libéré 17/6/84

derrière le 5ème spectaculaire se cache l'Etat tentaculaire...

Sans sombrer dans un anti-fascisme de pure forme - voie de garage facile pour un radicalisme en mal de perspectives - nous ne pouvons contourner le problème d'une effective remontée de l'extrême droite et, plus largement, des thématiques dont elle est traditionnellement le vecteur; racisme, poujadisme, idéologie sécuritaire. Par dela le phénomène médiatique et (donc) électoral que constitue Le Pen, ce renouveau d'une droite autoritaire s'articule sur plusieurs niveaux différenciés, lui donnant un caractère d'opération politique d'ensemble, qui n'a rien à voir avec le phantasme d'un coup d'Etat ou un simple péril activiste fasciste.

Ce qui est en jeu c'est bel et bien la pénétration dans le corps social tout entier d'une nouvelle culture de la domination, d'une idéologie rénovée de la soumission; il y a un vide au niveau de l'identification sociale, des valeurs collectives, qui culmine aujourd'hui avec l'expérience d'un gouvernement de gauche, et une des hypothèses montantes pour le combler, c'est bel et bien la réactualisation des vieux démons fascistes et réactionnaires.

Prenons ce qui se passe avec Le Pen, et la percée du Front National, depuis quelques mois: de courant ultraminoritaire complètement périphérique à la droite institutionnelle c'est devenu l'expression d'un courant réel de l'opinion publique, qui a désormais droit de cité, plus ou moins reconnu, comme n'importe lequel des partis de l'arc institutionnel, dans les médias, les études et analyses des politologues, etc. Mais interrogeons nous d'abord sur le comment et le pourquoi de cette percée, et nous pouvons alors constater qu'il y a derrière tout ça bien autre chose que la montée d'un "danger", mais bien de multiples intérêts qui convergent pour favoriser et tenter d'instrumentaliser cette "percée".

Faisons ici, schématiquement, quelques remarques;
1/ Le FN et Le Pen représentent, dans leurs discours simplistes, les angoisses et les aspirations d'une frange non négligeable de la population française; jeunes "beaufs", petits commerçants et petits patrons, revenus de la gauche et/ou déçus par la mollesse de la droite, qui cherchent là des axes de bataille (fin de l'immigration, lutte contre la délinquance, retour aux valeurs morales...) et une expression politique nouvelle (contre la "bande des quatre").
2/ La droite classique a utilisé le phénomène, au moins au début, pour ratisser large, dans sa compétition avec l'actuelle majorité gouvernementale. De toute façon cela lui permet d'avoir une crédibilité politique démocratique et d'apparaitre comme réaliste, face à l'extrémisme fascistoïde du FN.
3/ La gauche favorise de tout son poids l'expression de ce courant (!) d'une part pour dicréditer la droite en l'accusant de générer une variable folle fasciste; de l'autre pour tenter de refaire l'unité "du peuple de gauche", pour redynamiser sa base sociale autour de l'anti-fascisme et de la défense de la démocratie. Elle s'est ainsi lancée tous azimuts dans une campagne anti-fasciste/anti-raciste, tout en défendant le principe de la liberté d'expression pour Le Pen...

Mais les simmagrées de Le Pen ne sont au bout du compte que l'arbre qui cache la forêt, ou, plus exactement, que l'expression publique et médiatique d'un phénomène plus large et plus profond, la forme simplifiée et simpliste d'une onde de choc idéologique de loin plus importante.

En ce qui nous concerne deux aspects nous intéressent plus directement parce que, sortant du cadre de la politique institutionnelle, ils interpellent plus directement le mouvement (potentiel) de la classe.

En premier lieu, il s'agit de l'opération de reconquête idéologique et culturelle qui passe par de multiples médiations, institutionnelles bien sûr, mais surtout publicitaires, universitaires et intellectuelles. Un travail de longue haleine commencé il y a plusieurs années (sous le règne giscardien) et qui vise à combler le vide laissé par la faillite de ses modèles et références, pour défaire toute perspective, même vélléitaire, de transformation sociale révolutionnaire.

Le principal laboratoire de cette opération c'est ce qui fut baptisé il y a quelques années la "nouvelle droite", à savoir le GRECE (Groupement de Recherche et d'Etude pour la Civilisation Européenne) et son antichambre le Club de l'Horloge. Depuis plus de dix ans il injecte dans la droite politique (UDF, RPR, CNIP, PFN...) dans la droite intellectuelle et universitaire des thématiques culturelles et idéologiques aux accents modernistes, radicaux, non conformistes, scientistes et ultra-conservateurs. Il s'agit là d'un savant cocktail de récupération de théories révolutionnaires ou gauchistes (droit à la différence, refus de la société marchande, anti-impérialisme, critique des totalitarismes...), de récupération des références fondatrices du fascisme historique (exaltation de l'héroisme, culte d'un passé barbare de l'Europe, critique du judéo-christianisme, valorisation de la force, de la morale...), d'une tradition culturelle manichéenne, élitiste et plus ou moins mystique, passée à la trappe depuis la fin de la deuxième guerre mondiale (Futurisme italien, Spengler, Evola, Brasillac...) le tout remis au goût du jour par une référence frénétique à la science (socio-biologie, anthropologie, psychologie sociale...).

Le discours de la "nouvelle droite" n'a rien de transcendant, il est seulement brillant, souvent subtil, parfois carrément con et globalement malhonnête et odieux.

Ce qui est par contre beaucoup plus instructif c'est la stratégie de la ND - baptisée du nom évocateur de "gramscisme de droite" - qui a été rondement menée, réussissant à alimenter toute une nouvelle culture de droite, à banaliser certaines thématiques et références, dont on trouve des traces jusque dans les discours du maire de Paris.

Tout d'abord la mise en place d'un solide appareil de propagande; des revues (Elément, Nouvelle Ecole), des structures "larges" (Club de l'Horloge pour les cadres des partis de droite, Cercles dans les Grandes Ecoles...), des éditions (Copernic, Labyrinthe), une presse (Biba, Magazine hebdo). Mais aussi la possibilité de collaborer avec d'autres structures ou de les squatter; dans la presse le cas le plus connu est celui du Figaro Magazine, mais il y a eu aussi l'Histoire Magazine ou Métal Hurlant, et surtout une foule de petites structures droitières (Comités d'Action Républicains, associations culturelles régionales en Normandie, Flandre, Alsace, Bretagne...).

Et c'est cette formidable stratégie d'infiltration, de reconquête, qui a permis non de créer des "sections d'assaut" néo-nazis, mais un cadre de référence idéologique pour la droite, une nouvelle culture de l'Etat, prête à prendre la place des utopies socialistes pour le moins malmenées ces dernières années ( ).

En second lieu, à côté de ces recherches pour fonder une nouvelle culture politique capitaliste, prend place une opération de séduction politique en direction de secteurs de la classe, autrement plus dangereuse que le public beauf des meetings de Le Pen.

Une certaine extrême-droite groupusculaire, celle que l'on pourrait nommer l'ultra-droite radicale (nationaliste, révolutionnaire et sociale) en quête d'une base sociale radicalisable, tente une opération de séduction en direction du jeune prolétariat métropolitain.

Ces groupes "marginaux" de l'extrême-droite (Oeuvre Française, Mouvement Nationaliste Révolutionnaire, Parti Nationaliste, Groupe d'Action Nationaliste Autonome...) cherchent ouvertement et réussissent à recruter chez les jeunes prolétaires; il suffit de regarder ce qu'il se passe avec la plupart des bandes de skins, de teds, etc...

En effet, en valorisant un certain nombre de comportements (fonctionnement de bande, violence, virilité...), en exacerbant une révolte impuissante (haine du bourgeois, refus de l'intégration et d'une certaine norme sociale "médiocre"), elle réussit à proposer au jeune prolétariat multinational un espace, un mode d'intégration dans la surenchère nationaliste, tout comme les Beurs la cherchent dans le discours-revendication de la dignité et de l'égalité des droits.

En cette période de crise, le nationalisme, surtout dans sa forme outrancière, permet de revêtir l'intégration, la récupération, l'instrumentalisation de ces jeunes prolétaires du vernis d'une révolte intégrale, d'un antagonisme absolu. Le racisme aujourd'hui, tout comme l'antisémitisme de l'entre deux-guerres, permet ainsi de construire l'unité d'une fraction de la société civile sur l'exclusion et la haine d'une autre. L'autre devient, par effet de ricochet, la victime expiatoire d'une crise que ces "petits blancs", partagés entre la révolte et le désir d'intégration, ne peuvent faire payer à ceux qui en sont les véritables responsables.

Ceci dit, il est clair que nous n'identifions pas là un danger politique primordial, un ennemi principal (qui reste pour nous l'Etat et le capital). Il n'y a pas de danger fasciste en tant que tel, parce que le fascisme ne saurait représenter en Europe une alternative praticable pour le capitalisme.

Il y a par contre un danger fasciste circonstancié, dans la mesure où, aujourd'hui, l'extrême-droite bouffe doublement dans notre gamelle; parce qu'elle est un des vecteurs du projet de pacification des contradictions sociales au sein de la classe.

Tout d'abord, en récupérant le patrimoine de la rebellion culturelle propre au mouvement depuis 1968, l'édulcorant au maximum et le metissant de traditions et de conformisme pour refonder la culture de la domination. La critique de l'idéologie et de la marchandise, la recherche de valeurs nouvelles ou anciennes, qui fondent cette nouvelle idéologie du capital (en gestation) aux préten-

il fascismo anche in Italia ...

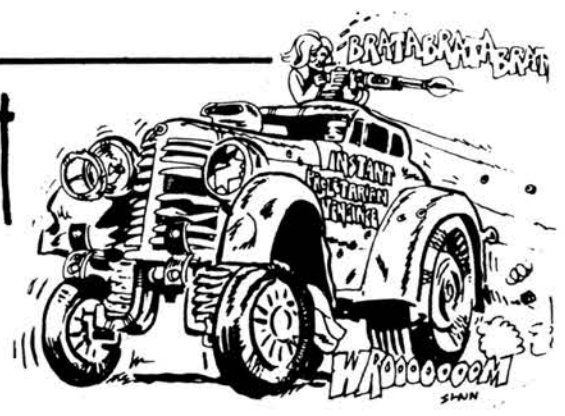
En matière de tentatives de récupération politique pour tenter de créer une liaison transversale droite/gauche révolutionnaire, l'Italie nous fournit de bon exemples.

Une première fois au début des années 70 avec le groupe "Lotta del Popolo" (lutte du peuple) et autour de la personne de son chef G.Freda, qui se proposaient d'unir "les révolutionnaires, qu'ils soient de droite ou de gauche". Freda développait une théorie du "leninisme de droite" et du "fascisme social" qui cherchait à se poser comme résolument novatrice et dans la lignée des révoltes de 68 et 69. De son côté LdP couvrait les murs de graffitis du style, "vive la dictature fasciste du proletariat" ou encore "Mao et Hitler réunis dans la lutte" ...

L'opération eut peu de succès, d'une part en raison de la forte tradition antifasciste du mouvement révolutionnaire italien, de l'autre en raison de la compromission évidente de Freda et son groupe dans des attentats-massacres (à Milan en 69, l'Italicus en 70 ...) et avec les services secrets italien et sud américains.

Depuis quelques années par contre, l'aile ultra-droite radicale du parti néo-fasciste (le MSI) ayant quitté celui ci, tente une opération du même type avec un peu plus de finesse. Le groupe "Terza Posizione" (troisième position, ou troisième voie) pratique ainsi couramment le détournement de bombages, éffaçant le sigle des groupes révolutionnaires pour le remplacer par le sien, récupérant une certaine phraséologie ("honneur au compagnon de l'IRA Bobby Sands"), voir créant la confusion ("Autonomie Populaire, Autonomie de droite" avec une croix celtique) . TP fut en contact avec la FANE qui inaugura en France ce genre d'opération, qui lui permis d'infiltrer les marges de la "mouvance autonome", et est désormais assez proche du MNR français.

Ça en valait Le Pen



Le printemps anti-Le Pen a été l'occasion, de renouer avec l'affrontement. Cela sous le couvert d'une légitimité trés large, d'une quasi-impossibilité pour l'Etat PS de réprimer sérieusement de braves "anti-fascistes", même dans l'erreur, de son point de vue. Ainsi, plusieurs villes de province ont été le théatre de ces escarmouches qui marquent les mémoires locales, et dont le souvenir s'était souvent fait lointain. Ainsi, différents groupes, par des interventions dans les manifs bien pensantes et pas trop remuantes de la gauche, où/et hors des manifs; sont intervenus de fait non seulement contre les fafs, mais aussi contre l'Etat et ses flics. Le cas de Lille et surtout de Toulouse sont à cet égard remarquables, par la qualité et le niveau des interventions pratiquées (voir plus haut), donnant ainsi le la à tous ceux qui veulent assumer un anti-fascisme un tant soi peu conséquent.

Un peu partout, ces échéances ont été des "moments de bonheur".

Pas partout certes, mais surtout pas à Paris. On peut y voir plusieurs raisons. La gauche n'appelait pas à manifester à Paris, pour ne pas couvrir les "incontrolés", la "démonstration populaire" n'a guère rassemblée plus de monde que dans une quelconque sous-préfecture. La LCR avait perdu des plumes à Marseille, elle a soigneusement négocié avec les flics, leur donnant la liste officielle des slogans, et dispersant en bon ordre. Avec une pratique banale de double langage, dont les autonomes auraient du faire les frais, bercés qu'ils étaient de la ritournelle: "bastonnez! vous pourrez vous replier derrière notre SO". Le coup classique des mercenaires. Du côté de la mouvance susceptible de gérer l'affrontement indispensable, la décomposition, le passif accumulé ces derniers mois; a interdit tout niveau d'organisation adéquat sur cette échéance; réduisant les camarades présents, à jouer les pseudopodes (inefficaces) d'une extrême-gauche moribonde. Pourtant il y avait du monde disponible, peut-être aurait-il suffi de quelques groupes organisés et coordonnés, pour donner un contenu à cette manif, pour balayer une LCR qui avait été incapable de trouver un accord avec le Collectif Jeunes sur cette manif. Et c'est là aussi que le bât blesse. En province, les groupes déterminés ont souvent des contacts avec des bandes, associations, groupes immigrés; sur Paris, c'est aussi cette absence de confrontation minimale, qui ne suppose evidemment pas un accord total, qui a autorisé le flop du 14 juin. La mobilisation beurs sur les procès a échoué, l'action contre les fafs s'offrait comme une alternative à organiser dans le mouvement.

Curieusement, Libération a été plutôt favorable aux incontrolés sur Paris, grossissant faits et chiffres, alors qu'il boycotte nombre d'échéances du mouvement. Toujours à titre d'information, le "gang des postiches" a révélé que les civils ont désigné nommément des manifestants ce jour là, ce qui ne s'était pas vu depuis longtemps.

Au-delà de ces anecdotes, il serait nécéssaire d'analyser les causes de cet échec, de trouver des modes d'organisation, de collaboration qui limitent les risques de voir ceux qui prônent "une résistance offensive" être ridiculisés sur le terrain.

Grégoire Dupont

HEXAGONAL: UN PRINTEMPS CONTRE LE PEN

- Rouen, 25.4: incendie du chapiteau prévu pour le meeting du FN
- Caen, 28.4: Manif de 2000 personnes, baston, cokes.
- Reims, 07.5: 2000 personnes, 1/3 de la manif, des immigrés surtout, va à l'affrontement (2h1/2) le[1] depuis 1971!
- Paris, 14.5: Manif Jeanne d'Arc, 4000 personnes, pas d'incidents.
- Rouen, 17.5: Une heure d'échauffourés.
- Clermont-Ferrand, 21.5: Heurts.
- Besançon, 22.5: 1500 pers., baston, flics et FN blessés
- Lille, 23.5: 2000 pers. dont 250 vers le meeting. voitures de luxe endommagées, cokes, 5 flics blessés, ratonnade le soir, Abdelkader Bouamama entolé à Loos. Le local du FN manque de brûler. Perquisitions et saisies à FR3 et AFP, sur la manif.
- Metz, 24.5: Nombreuses orgas immigrées, Algériens, turcs, italiens, 26 orgas en tout! heurts légers.
- Strasbourg, 25.5: Appel surtout immigré pour la manif.
- Le 25.5 Jospin réclame des manifs dignes. Krivine veut débanaliser Le Pen.
- Le 28.5 "la LCR prendra ses responsabilités pour que le leader du FN ne puisse pas tenir impunément un meeting à Paris" (sic!)
- Toulouse, 4.6: A la veille du meeting, 200 briques de dégats pour la salle de piscine municipale. Le Pen-thrite est passé par là.
- Toulouse, 5.6: 2000 pers. SCALP diffuse massivement son tract, la majorité de la manif va à l'affrontement, cokes, 7 flics blessés, 5 interpellés-relâchés. La LCR contre l'attentat, pour des manifs de masse, isoler le FN, pas l'attaquer.
- Marseille, 7.6: Rassemblement bide, 200 pers. 1 jour avant le meeting! le jour J, 1000 pers. dont 300 vont vers le meeting. La police absente, laisse les paras (UNP) du FN, s'affronter aux manifestants.
- Lyon, 8.6: Quadrillage policier preventif, 500 pers. seulement, 300 vont vers le meeting, jets de pierres, fafs isolés coincés. Le Pen heureux invente, les "femmes maghrébines en rut".
- Rennes: affrontements télégéniques, incontrôlés, surtout beurs contre keufs.

- Paris, 14.6: 16 orgas et des personnalités appellent à une " grande démonstration populaire". 2500 pers. 200 "incontrolés" dont 30 actifs. Mini-barricades, mini-cokes, 2 voitures brulées. interpellés-relachés
- Lille, 16.6: Michel Nys responsable FN Nord, voit sa maison et sa voiture détruites.
- Paris, Michel de Camaret, second sur liste FN, est gazé. S'offre des vacances à l'hôpital.

tions subversives et contestataires, en pénétrant l'ensemble de la société civile, se pose comme obstacle majeur à l'expression d'une subjectivité proletaire, d'une culture antagoniste et d'une identité communiste débarassée des tares de l'idéologie socialiste et du mouvement ouvrier organisé. Il y a une véritable guerre de classe sur le terrain de la culture et de l'imaginaire, qui ne se joue pas en termes de principes, d'idéaux ou de droits, mais d'identité et de conscience politique; ainsi le racisme, qui s'infiltre par capilarité jusque dans les comportements quotidiens les plus anodins, constitue-t-il la décomposition de la classe sous sa forme la plus infâme, bien plus qu'une quelconque atteinte à la démocratie ou à la dignité humaine. La lutte contre le racisme ne peut donc pas se contenter d'un anti-racisme bien pensant, mais doit être moment d'un processus général de réappropriation d'une identité politique commune à l'ensemble des exploités, de constitution d'une communauté de lutte du proletariat moderne.

L'objectif de cette nouvelle culture de droite est bel et bien d'empêcher toute recomposition subjective et antagoniste de la classe en légitimant un ordre social hierarchisé dont l'Etat serait le grand ordonnateur.

La constitution d'une frange "national-proletaire" et populiste de l'extrême-droite est bien plus que l'embrigadement de quelques centaines de "zonards" dans des groupuscules fascistes ou fascistoïdes. C'est tout un pan de la subjectivité du jeune proletariat que l'on tente d'intégrer et de rallier à l'ordre social existant, à une impossible révolution qui n'est que la continuité du capital. Ainsi, les bandes de skins fafs ne sont pas qu'un creuset de gros bras, ils sont surtout la médiation qui permet à l'extrême-droite et à ses commanditaires d'infiltrer des lieux (concerts, squatts par exemple), d'annexer des pratiques, de se légitimer dansune certaine aire sociale. La prégnance **d'un tel mécanisme se vérifie dans la perméabilité de certaines franges de la "mouvance autonome", que nous avons pu constater plus d'une fois, et encore au concert de la CAEL, le 2 juin. Tous ceux qui n'ont comme seul horizon politique que la recomposition sur le rock et des comportements types (en général la baston) se font, de fait, les agents d'une telle opération. Il n'y a pas d'alliances contre nature qui soient tolérables. Comme dit Marx, "le proletariat est révolutionnaire ou il n'est pas" !**

Il n'est peut-être pas inutile ici de déterrer la référence historique aux Sections d'Assaut National-Socialistes. Les SA furent crées dans les années 30 comme moyen d'intégrer proletaires et sous-proletaires en leur faisant croire qu'ils étaient l'aile marchante d'une nouvelle révoluion Ils n'ont pourtant fait que contribuer à détruire le mouvement révolutionnaire allemand et toute identité ouvrière autonome, en annexant de larges secteurs du proletariat antagoniste au projet de l'Etat nazi, avant de se faire liquider comme des mal-propres.

Cette OPA de l'ultra-droite radicale, ne rencontrant que la décomposition d'un certain milieu, a tout d'un accouplement monstrueux qui ne pourra enfanter qu'une bête immonde car, avouons-le, il n'y a pas de vision plus cauchemardesque que celle de proletaires s'illusionnant sur une révolte qui n'est qu'un des multiples moyens de prolonger leur soumission.

1/ Ainsi la seule intervention de Mitterand depuis le 10 mai sur les programmes TV a consisté en des directives pour le passage de Le Pen à l'Heure de Vérité.

2/ Dans ce cadre de la reprise de la pensée capitaliste, nous pouvons placer la création récente d'une Fondation Saint-Simon, qui a elle aussi une vocation de laboratoire idéologique, politique et culturel; s'y trouvent réunis dans un même effort des grands patrons modernistes (Havas, St-Gobain, Hachette entre autres), des intellectuels de gauche (Leroy-Ladurie, Rosenvallon, membre de la direction de la CFDT, Jean Daniel, Serge July...), d'autres de droite (l'historien Furet), des grands commis d'Etat (le duo Nora-Minc) et... des personnalités liées à la droite catholique intégriste (ceux-là même qui ont patroné avec Libération et A2, l'émission "Vive la Crise"!).

LE QUOTIDIEN DE PARIS: VERS LA GUERRE CIVILE...

Le mime de l'insurrection trotte aujourd'hui dans les colonnes droitières, le QP du 21 juin consacre 3/4 de page à un article intitulé "ces manifs qui font l'histoire".

Juste avant le défilé pour l'école privée, exhumer le 6 février 34 pourrait servir, en effet, "les grands rassemblements laissent toujours des traces. Parfois sanglantes..."

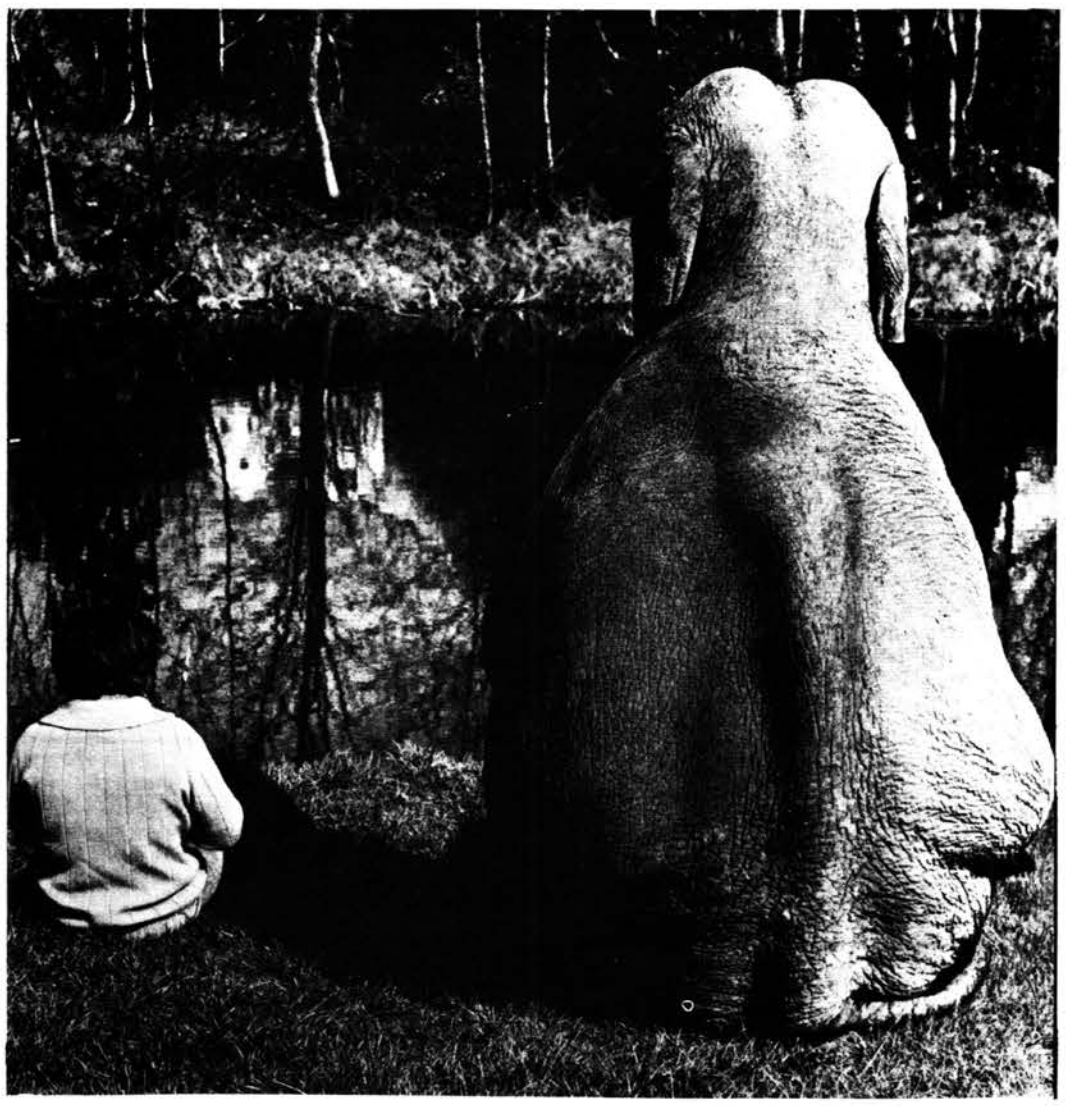
Joli parallèle qu'appuie la photo légendée "la police charge il y aura 20 morts...

Le Quotidien veut sans doute concurrencer Michael Jackson avec une nouvelle version de "Thriller"!, mais ici pas de vidéo friquée, pas de figurants speedés, pas de rythme pour le populo. Juste les doigts salis par le torchon de Neuilly.

KEUFS, AIE, AIE, AIE!

Une explosion d'origine criminelle a eu lieu à 2h 30, mardi 19 juin, dans le hall d'un immeuble de la gendarmerie, 65 rue Louis Lumière à Paris 20ème. L'attentat non revendiqué n'a provoqué que des dégats matériels. Une autre explosion non revendiquée avait eu lieu la veille, vers 3h, contre un bâtiment de la police judiciaire, 34 rue de Rivoli, 4ème

Cherchez l'audace !!!



A propos de"L'audace ou l'enlisement"de A.Lipietz(Maspéro Mars 1984)

"Ce livre est avant tout un livre d'économie politique"nous prévient Lipietz dés l'introduction.Son propos sera d'essayer de comprendre la signification de ce qu'on nomme la crise; d'apporter des réponses sur son origine et"même quelques propositions"sur les moyens d'en sortir.Surtout,il tentera de prouver que la gauche court le risque d'un enlisement"qui vaccinerait le peuple de France contre le progrés et le changement social pour une génération".Ce sera donc une exhortation à l'audace,pour explorer"les pistes de réformes radicales,indispensables pour sauver l'expérience de gauche". Pour ce faire,Lipietz tirera un bilan serré,pointu parfois et toujours clair de la politique ou des politiques menées depuis le 10 mai 81.Car,"c'est sur l'économie(avec tout ce qu'il y a de politique dans l'économie politique)que la gauche entendait être jugée".

Toutefois,si ce n'était que celà : un plaidoyer maquillé de plus en faveur de l'expérience socialiste,rien dans cet ouvrage ne vaudrait la peine d'être relevé.Pourtant,deux aspects distincts nous paraissent intéressants.

.Tout d'abord,il s'agit du premier contre-feu à peu prés argumenté et cohérent aux théses défendues par un courant d'influence grandissant au sein de l'actuelle majorité.Lipietz accorde dans son livre une place privilégiée et beaucoup de crédibilité à ce qu'on serait tenté d'appeler le réformisme du capital; ce qui s'exprime à travers la fondation Saint-Simon."Si ce courant se stabilise,alors sesera le seul interlocuteur valable de la "troisième gauche"qu'il faudra bien réinventer...Car ce bloc saint-simonien prend position sur le terrain réel de la modernité. Contre le social-sadisme et le corporatisme,il pourra être un allié".

Deuxiémement,Lipietz appartient à l'école de la régulation qui partage avec l'opéraïsme(1) un certain nombre d'analyses communes.Ce qui transparait trés nettement dans cet ouvrage notament en ce qui concerne la compréhension de la crise.

Donc en dépit du positionnement-de l'engagement fusse-t-il critique-aux cotés de l'expérience gouvernementale de la gauche, l'analyse de Lipietz est interessante et surtout a le mérite,en ces temps d'inflation analytique sur le déréglement économique mondial,de rappeler certaines vérités.

D'abord que la crise du modèle de développement mis en place dans l'après-guerre ne prend pas naissance dans des contradictions internes au capital (crises énergétique,monétaire,etc...) ,bien que certaines peuvent jouer un rôle amplificateur important.Que ce modèle central s'appuyant sur le fordisme et la consommation de masse,véritable machine de guerre contre la composition politique que la classe avait alors atteinte,n'a pu se développer qu'à travers un "corset d'institutions" (contractualisation collective du salaire direct,état-providence sous forme de sécurité sociale et de garantie de ressources pour les chômeurs,planification de la production sociale par l'état...). Qu'un tel modèle s'est imposé à tous,patrons et ouvriers "pour que se répartissent de manière équilibrée les gains de productivité".C'est ce que Lipietz et l'école du même nom appelle la régulation.

Si aujourd-hui ce contrat so--cial est obsolète,c'est parce-qu'il ne garantit plus précisement ce pour quoi il fut fondé : la productivité;attaquée,érodée à la fois par la combatitivité ouvrière et par le poids toujours plus lourd des investissements productifs.Et Lipietz de décrire les modalités et les temps de ce processus de dérégulation au niveau de la France.

Il brosse ainsi le panorama des erreurs,des occasions ratées, de la pusillanimité de cette gauche gouvernante gérant par ailleurs un lourd héritage dont elle n'est pas exempte de responsabilité.Et tout ce "gachis" provient de ce que cette expérience n'a pas pris conscience que sortir de la crise exigeait "une véritable mutation;l'invention d'un nouveau modèle de développement;d'un régime d'accumulation,d'un mode de régulation,une refonte des rapports sociaux".

A partir donc d'une lecture correcte de la crise,Lipietz en vient à avancer des propositions qui visent toutes à une restauration de la compétitivité française (économie auto-centrée qui implique un certain protectionnisme -point sur lequel il polémique durement avec les nouveaux développementistes de la fondation Saint-Simon) et par extension esquisse le type de régulation qu' elle requérerait.

Toutefois,malgré les enjeux d'un tel questionnement,ce qui étonne le plus dans la démarche analytique c'est l'absence complête de point de vue ouvrier. Bien entendu,je n'évoque pas ici les quelques références anecdotiques aux luttes ouvrières qui parsément le livre.Et cette carence ou plutôt cette étourderie méthodologique se trouve assez bien résumée par l'utilisation centrale et récurrente que Lipietz fait de la métaphore du béret."Deux partenaires s'affrontent;ils doivent ramasser un berét et le rapporter dans leur camp,mais dés que l'un d'eux a ramassé le berét, l'autre,s'il le touche,a gagné.Les deux adversaires restent alors interminablement à tourner autours du berét,au lieu de tirer sans retenue (comme au tir à la corde) pour "emporter le morceau".

Au delà de sa valeur didactique comme expression imagée de la lutte de classe,cette métaphore enferme complêtement le rapport capital/travail dans un espace vérouillé au moyen d' un noeud théorique inextricable. Car même s'il est incontestable que la classe est bien un moment, la face cachée du capital (et non la protagoniste d'une vaseuse utopie en-dehors de tout rapport de production/reproduction comme certaines théories à l'emporte-piéce l'affirment encore) c'est surtout sa face antagonique.Et c'est précisemment cet antagonisme qui est absent dans le raisonnement tenu par Lipietz.Le prolétariat en tant que classe se trouve non seulement refoulé,mais surtout enfermé dans le cadre d'un jeu dont les règles paraissent immuables; condamné à n'être indéfiniment que l'alter-ego,le parent-pauvre d'une dialectique qui lui échappe en grande partie.

A la place de cette utilisation ambigüe du jeu du berét,le concept marxiste de subsomption exprimerait précisemment ce que Lipietz s'obstine à nier : à savoir que la classe s'empare unilatéralement du fameux berét du pouvoir et de la richesse sociale.

On voit donc parfaitement que cette cloture formelle au niveau théorique ne peut que débouCher sur un réformisme corrélatif au niveau de la pratique politique. Car,toutes les propositions avancées buteront et ne pourront dépasser les limites des contraintes objectives induites par les présupposés de base.

La transformation des rapports sociaux comme horizon n'a plus alors d'espace pour s'épanouir. Et Lipietz avoue honnêtement que toute idée de révolution sociale est bannie de ses préoccupations.

C'est pourquoi ce livre est aussi plein d'enseignement car il exprime et résume particuliérement bien les limites de toute démarche politique qui se veut transformatrice et critique par rapport à l'expérience de la gauche au pouvoir sans toutefois oser rejeter le langage imposé par la crise : celui de l'économie et de ses "impératifs incontournables". Une pensée à gauche de la gauche qui perd de vue quelque chose d'essentiel,à savoir que "La grande industrie et sa science ne sont pas le prix à remporter pour le vainqueur de la lutte de classe,mais le terrain même de cette lutte.Et tant que ce terrain est occupé par l'ennemi,il faut le bombarder,sans verser de larmes sur les roses".(2)

En effet car ce qui manque si cruellement aujourd-hui,c'est bel et bien un projet permettant d'organiser l'antagonisme social qui saute le pas,tranche le cordon ombilical d'une tradition où l'a enchainé le marxisme vulgaire et la sociale-démocratie.

AVERELL

---

(1) Une bonne analyse de ce qui rapproche et distingue l'opéraïsme italien de l'école française de la régulation (Aglietta,Boyer,...) dans Babylone n°0."Les théories américaines de la segmentation du marché du travail et italiennes de la composition de classe à travers le prisme des lectures françaises". Y.Moulier;christian Bourgois.

(2) "Ouvriers et capital"Mario Tronti.Bourgois(1977)

JOURNEES ANTI-AUTORITAIRES JUIN 1984

Une gamme de participants trés large à ces J.A.A. deuxième du nom, a fait souligner à beaucoup le flou de la rencontre. De l'UTCL en passant par "les cahiers Marx envers et contre Marx", des autonomes libertaires jusqu'à différents groupes ultra-gauche.

Les "Journées" ont été débordé par cette propension à énoncer au lance pierre (un recto verso par exemple!) une analyse globale de la période (crise, restructuration, guerre, etc...) et les taches des révolutionnaires, en bref les JAA ont un peu fait flop!

Moins de monde que l'année dernière, des commissions qui n'ont eu lieu que pour moitié, sur des thèmes trés généraux, "Quelle restructuration pour quelle crise?", "Quelles pratiques?"; telles ont été les JAA qui visiblement n'ont pas pu être l'échéance de débat, avec d'hypothétiques retombées pratiques, qu'elles devaient être.

Pour notre part nous n'y sommes pas intervenus, préférant y diffuser notre texte "Du désert à la jungle" "terminé" et toute hâte pour l'occasion et un texte "Le chômage n'existe pas! (ANPE) déjà publié. Cela plutôt que d'encombrer des débats peu animés, voire de faire l'effort d'une intervention centrale de présentation que notre manque de disponibilité ne nous permettait pas de préparer sérieusement.

Nous avons assisté à la fastidieuse lecture de textes et, probablement raté les discussions intéressantes qui ont pu se produire ça et là, par contre un aspect positif doit être souligné, cela sans aucune ironie puisqu'il faut le préciser; c'est le côté rencontre-café-bouffe qui semble avoir satisfait au moins partiellement, un certain nombre de personnes.

Encore une fois et cela sans propositions immédiates, nous déplorons ce qui ressemble à l'inéxistence d'un débat qui nous paraît urgent et indispensable.

L'année prochaine peut-etre?

Ou bien avant, si l'été permet de réfléchir pour ébaucher des propositions en ce sens.

TRAVAIL: COMMENT LE LIRE ?

"Il n'appartient pas à la revue Travail de prendre position sur le fond des débats, mais de les resituer dans leur contexte, leurs lieux, leurs enjeux, dans les procédures mêmes de traitement de ces problèmes".

Au sommaire de Travail N°4
SIDERURGIE
- Voyage au centre du crassier.
- Des choix derrière les chiffres
- Une négociation peu ordinaire
- Défendre l'usine secrète
- Crise des organisations syndicales et politiques patronales
- Informatique, relations sociales et contrôle ouvrier

ENQUETE: Les palestiniens et le travail en Israel, construire la maison des autres.
LE TRAVAIL A L'EST: Hongrie, effets de crise.

La phrase citée ci-dessus, est celle qui clot l'éditorial. Que dire de plus?

Effectivement, Travail ne se mouille pas. Des connaissances approfondies sur le procès de production n'ouvrent pas ici la voie à une intelligence de la transformation. Pour Travail le problème n'est pas là.

On y trouve des arguments contre les propagandistes qui font de la restructuration un moment inéluctable, la "défense de l'usine secrète" revient à reconnaitre tardivement "l'autonomie dans le travail", sans jamais aller voir du côté de l'autonomie contre le travail!

Une démarche cohérente de fait, "le capital social est contraint de socialiser jusqu'à la connaissance même du travail social" (*), ce qui explique les tatonnements que la sociologie usiniste, exhibe depuis une décénnie autour de la notion de qualification par exemple. Elle est dite ici "générale", et advienne que pourra. De même, le lapsus révélateur du dossier sidérurgie est mal vécu. L'édito explique qu'il est dommage de ne pas s'intéresser aux PME. Les "bresciani" , les entrepreneurs "branchés" sur des produits "pointus" sont occultés. La compétence et le savoir ne sont pas encore, chez Travail, sortis des forteresses. L'informatique y fait son entrée, on l'étudie. Quant à se risquer au dehors, il y faudrait une dose de modernisme qui fait pour l'instant défaut.

Enquête ouvrière sans point de vue de classe, mais avec institutionnels, périodique à vocation encyclopédique sur le procès de production, Travail mérite d'être lu, pour ce qu'il est.

TRAVAIL: Bulletin de l'association d'enquête et de recherche sur l'organisation du travail.
AEROT: 26 Bd Richard Lenoir
75011 Paris
N°4 - 40 F, 57 pages.

Junior Coriace

(*) Mario Tronti: Ouvriers et capital, p. 90 - Bourgois, Coll. Cibles 1977

"GAUCHE" n° 1,Juin/Juillet 84

Plus institutionnelle encore que "TRAVAIL" (un pas de plus vers le journal officiel),cette nouvelle revue relève avec quelque retard le défi lancé par M. Gallo à propos du silence des intellectuels de gauche.

Passés le titre sans aucune ambiguïté et les références désormais rituelles dans un certain milieu à la crise du mode de régulation (1)l'éditorial donne le ton :"Si une idéologie est alors arrivée au terme de son histoire, c'est probablement celle de la révolution,avec toutes ses variantes.Beaucoup d'entre nous avaient compris ou ont compris alors que l'histoire,la transformation des sociétés et le rôle du politique méritaient mieux que ces mythologies".

Mais alors,quelle est la signification profonde de ce qui se présente comme une campagne (2) d'intellectuels de gauche inquiets désireux d'inscrire leur tout nouveau "réengagement" dans l'arène d'un débat gros de sens concernant les choix de société ?

En fait,il apparait de plus en plus clairement depuis le début de l'expérience socialiste que les bataillons serrés des anciens "gauchismes",abandonnant toute démarche critique-tout point de vue ouvrier dirions-nous-font des appels d'offre réitérés pour mettre au service de l'Etat-PS les morçeaux d'intelligence glanés çà et là dans les luttes sociales des deux dernières décennies.

A partir de là,passons sur les contorsions théoriques de gestionnaires qui s'assument mal, sur les difficultés d'intellectuels contraints de se coltiner le charbon,l'automation dans l'industrie et les lois Auroux, pour voir que malgré tout nous sommes d'accord avec eux au moins sur un point.
C'est que la crise peut être catastrophe;qu'elle peut provoquer l'explosion du corps social,une "beyrouthisation"inédite de la société et que la recomposition du corps social (nous dirions de la classe) est effectivement un objectif incontournable.Toutefois, il s'agit de savoir sur quoi et au profit de qui se fera cette recomposition car l'instauration d'un nouveau mode de régulation au bénéfice d'un état restructuré ne serait alors que la forme renovée de l'exploitation capitaliste.

(1) B.CORIAT,qu'on voit fort souvent avec A.LIPIETZ,fait partie du comité de rédaction.De plus,la revue présente avec d'élogieux commentaires le dernier livre de AGLIETTA, "Les métamorphoses de la société salariale"Calman-Lévy.

(2) Le livre de A.LIPIETZ,"l'audace ou l'enlisement"Maspéro lancé à grand renfort de pub semblerait en être le vers ant programmatique le plus achevé.(Voir ici l'article: "Cerchez l'audace !!!"

VERTIGES: LA GAZETTE GAUCHE ET MALADROITE

Le 10 mai 1984 paraissait le n°1 du mensuel VERTIGES, principalement axé sur la critique (et les dessous) du "Vive la crise" de Libération, Antenne 2 et Montand.

Sous le titre "Nouvelle gauche, nouvelle droite?" nous est proposé un contre point libertaire au projet sous tendu par le battage médiatique de "Vive la crise": "un nouveau modèle de sortie de crise: l'innovation, l'autonomie, les marges, la part du rêve et de la culture" où se mèlent allègrement des intégristes catholiques, de hauts fonctionnaires, des PDG new look et des recyclés du gauchisme bien pensants. Tous les détails sur la bande à monstre dans VERTIGES, une bande qui a le vent en poupe si on en juge par les moyens dont la Fondation Saint Simon dispose. Des PDG (St Gobain) participent financièrement (10 millions de NF/an seulement!) à ce club où se retrouvent déchets du cabinet Barre, Cédétistes (Rosenvallon), patrons de presse dynamiques (July) et énarques (Minc, Nora, Michel Albert).

VERTIGES N°2 mensuel 20.6.84, 13F

Au sommaire:
- Vergès s'explique
- Leibovici: 4 balles dans la nuque
- Lire "Spartacus", interview de Lefeuvre

+ d'autres articles

à lire, l'indispensable: "Révo Cul dans la France Pop".

Un article de deux pages sur la "recomposition politique" à l'oeuvre autour du chateau élyséen. De July à Raymond Barre, de la CFDT à Furet (historien libéral), de Mittérand à Roger Fauroux (PDG St-Gobain), de Léotard (PR) à Julliard (Nouvel Obs):une foule de ragots-infos croustillants, mais aussi une analyse de ce renouveau de la pensée capitaliste, alchimie des alliances où les "débats intimes" de July et François succèdent au comité de rédaction de Libé sous l'oeil attendri de Raymond Barre.

L'explosion accidentelle de la poudrière du chateau du Puy du Fou en Vendée, où sont entreposés les produits utilisés pour le "son et lumière de cet associativisme vanté dans "Vive la Crise"; présage bien des dangers qu'encourent ceux qui jouent avec le feu en s'acharnant à construire le cadre d'une réémergence du développement capitaliste.

Les articles de "Vertiges", beaucoup moins accidentels ceux-là, sont aussi là pour fouiller (et saper!) les propositions modernistes dont la Fondation St Simon est l'un des vecteurs.

Ce creuset économique et culturel de la domination rénovée, "Vertiges" en dessine les contours dans ses deux numéros, ses rédacteurs (ex Libé, etc...) sont bien placés pour le faire, affaire à suivre donc...

LA TETE EN BAS.

Sur la région rouannaise des camarades qui se sont rencontré dans un atelier sordide de Renault Cléon, dans une usine de conditionnement en grande banlieue, dans un bureau poussiereux des PTT ou dans la misère clinquante de l'habitat et des relations urbaines se sont regroupés pour publier un bulletin, "La Tête en Bas".

Ils se définissent étant de ceux "qui continuent effrontément à prendre leurs désirs pour des réalités" et partent du constat "qu'une radicalité proclamée ne détermine en rien une pratique en rupture avec ce qui nous enchaine: la gestion de notre survie".

Le projet est de créer un lieu de confrontation, "où pourrait se graver une mémoire des événements courants qui nous interessent" un espace qui contribue "à nous réapproprier nos propres existances".

Au sommaire de ce premier numero (été 1984) on peut lire:

o Le bilan fort interressant d'une grève dans un centre de tri PTT de Rouen écrit par un des grévistes.

o Une chronologie bilan de la lutte à Renault-Cléon, aussi écrit par quelques grévistes.

o Un article sur la crise.

o Un bilan de la mobilisation "anti-fasciste" à Rouen.

o Un texte sur un expérience merdeuse de syndicalisme de chômeurs.

L'aspect le plus positif de ce bulletin est sans doute de publier des textes directement issues de luttes et d'expériences, ce qui nous change effectivement des élucubrations ultra-gauche aux prétentions ultra-radicales.

"La Tête en Bas" c/o CRICO
BP 32 , 76001 Rouen Cedex.

CLASSES DANGEREUSES N°4 - été 1984

La "crise", toujours la crise!

La crise est longue et le sera certainement pour encore quelques années. Peut-on d'ailleurs définir ainsi la période inaugurée en 1973 par la hausse des prix du pétrole et les premiers remaniements monétaires. Est-ce bien une crise?

Ce terme galvaudé, c'est devenu une évidence, ne permet pas de comprendre les moments que nous vivons. Une période conquérante du capitalisme est morte dans les spasmes des révoltes sociales, jeunes, prolétaires et coloniales des années 1965-1973. Au moment où le rêve gauchiste s'est éteint, définitivement; mis hors course, les réformismes en tous genres -social-démocrates ou communistes- ont cherché à prendre la relève et aujourd'hui,selon les accélérations dans les transformations des structures sociales respectives,ont éprouvé et/ou éprouvent encore les rigueurs du pouvoir.

Depuis trois ans en France la crise devient une chose de plus en plus sérieuse. Si tous n'en meurent point tous en sont malades. Chaque branche d'activité en ressent les effets restructurateurs selon son ancienneté, sa centralité passée et future dans l'histoire du procès de production. Ainsi dans notre aire européenne la sidérurgie est-elle condamnée à terme dans ses produits les moins sophistiqués. L'automobile, elle, se trouve à l'aube d'une mutation de première importance qui la verra devenir une branche économe en force de travail manuelle tout en modelant toujours plus les relations sociales par son utilisation de plus en plus massive sur la planète.

De nouveaux secteurs vont apparaitre ou bien gagner en importance comme les bio-technologies. Voilà donc trois scénarii différents qui montrent la complexité de la période. Trois secteurs où les luttes de classe ne s'inscrivent pas dans les mêmes termes Car certaines sont génératrices de nouvelles figures et de nouveaux comportements, quand d'autres nous offrent le spectacle insupportable d'une mise à mort sans tambours ni trompettes

. .

La "crise" a bien evidemment modelé les forces politiques extra-parlementaires. Dans la plupart des pays elle les a trés rapidement marginalisées, dans d'autres une culture large et antagoniste a pu prendre pied sur la base de comportements multiples d'insubordination plus ou moins violents comme en Italie par exemple avant d'être profondément secouée par la répression étatique et la "perspective terroriste". Seule l'Allemagne Fédérale échappe à ce tableau apocalyptique générateur d'impuissance et de soumission. Nous avons voulu en abordant quelques questions que posent les sédimentations successives des mouvements sociaux outre-Rhin, décrire les rythmes de la constitution d'une contre-société qui est devenue peu à peu l'image de référence de ce qu'il aurait été préférable d'atteindre. Ne nous leurrons pas toutefois sur l'importance et surtout sur l'exemplarité de l'expérience. Riche en intelligence pratique, riche en expériences multiples cette attitude sociale alternative est souvent remise en cause à chaque mouvement social qui devient l'expression d'une nouvelle génération de pratiques illégales fondées sur l'appropriation d'espaces libres et sur la réalisation de besoins immédiats (cf. le bilan des squatters berlinois de 80 in Classes Dangereuses N°2/3).

. .

Pour finir nous aborderons la prison et l'histoire pénitentiaire. D'un côté un appel à l'abolition de toutes les prisons, intéressant à plus d'un titre, qui nous l'espérons permettra d'ouvrir un débat. D'autre part nous publierons un texte sur une révolte en 1848 à la prison de Nîmes dans le Gard sur la question du travail en prison.

Trois thèmes pour résumer:
- automobile, sidérurgie, bio-technologies: trois "crises"
- Allemagne Fédérale: l'histoire du mouvement alternatif. Des Kommune aux Verts
- Prisons.

Classes Dangereuses est publié par le CEDOS
91 rue Championnet
75018 Paris

Solidarité avec un anarchiste et les aborigènes japonais.

Deux attentats à l'explosif, commis le 21 avril dans les Hauts-de-Seine, contre un laboratoire de Sony et contre l'importateur de véhicules japonais Sonauto, ont été revendiquées par un "groupe anarchiste" en solidarité avec "un anarchiste condamné à mort au Japon" annonçant qu'il y aurait des "actions de soutien, tant qu'il ne serait pas libéré".

Katsushita Omori est accusé d' d'un attentat contre la préfecture de Sapporo (2 morts et 95 blessés) commis en 1976 pour protester contre les conditions de vie faites à la minorité aborigène du sud du Japon, les Ainou, bien que protestant de son innocence, il a été condamné à mort en 1983.

Pour mémoire, les Ainou, sont un peuple de chasseurs et de pêcheurs, soumis au pouvoir central du Japon en 1789. Aujourd'hui encore les conditions de vie des 24.000 Ainou qui vivent encore sont déplorables. Le "groupe anarchiste" se déclare "comme Omori solidaire des espoir · des Ainou, qui veulent seulement, comme les indigènes d'Amérique ou les aborigènes d'Australie, qu'on les laisse en paix".

Boum-boum anti-nucléaire.

Le 22 avril, trois lignes de haute tension de 400.000 volts chacune, proches d'un des plus important poste de la périphérie parisienne, on été sabotées et mises hors service pendant plusieurs heures.

Ce sabotage à été revendiqué par le groupe "boum-boum", contre la centrale de Dampierre-en-Burly (Loiret) toute proche: "Le nucléaire ce n'est pas la croissance, le nucléaire nous emmerde ...".

La guerre sale, çà tache!

A Bordeaux les bureaux de la compagnie de navigation aérienne espagnole Iberia, ont été incendiés. Un "groupe autonome de lutte internationaliste" a revendiqué l'action "en représaille contre la guerre sale que mène le gouvernement espagnol au pays basque".

Quelques jours avant, un "collectif d'intervention internationaliste" avait peinturluré le consulat d'Espagne, toujours à Bordeaux, écrivant "La guerre sale çà tache!".

FIVE FREEDOM FIGHTERS

Au Canada comme ailleurs, l'Etat en matière juridico-policière s'offre les distorsions nécessaires à une répression musclée vis à vis des militants.

Trois mois d'investigations préliminaires à grands coups de matériel sophistiqué (circuits fermés de télévision, micros, écoutes sur des cabines publiques, observations par la police d'actions militaires, sans opérer d'arrestations pour mieux choisir leur moment), ont débouchées sur l'arrestation de cinq personnes proches des Wimmin's Fire Brigade (Brigade Féminine Combattante (!)).

Sur la foi d'enregistrements et de déclarations sélectives de flics dont les identitées ne seront pas révélées, les inculpations pleuvent: destructions par explosifs, vols de voitures, "conspiration" contre la Brinks, détention d'armes et d'explosifs, recel... (avec certaines nuances suivant les personnes).

Par une ouverture du procès repoussée au maximum, une rétention des infos vis à vis de la presse, un "refus" des déclarations politiques; la justice canadienne a poussé les inculpés à la différenciation (reconnaissance ou non de la culpabilité)

Plus de procès pour un groupe politique mais pour des individus, le tour était joué; restait à leur coller des peines relevant de la dissuasion-massacre.

Le juge de Vancouver se fait remarquer en déclarant simultanément:

1/ "Au Canada, la désobéissance civile entrainant des actes de violence et de terrorisme doit être écrasée dans l'oeuf..."
2/ "Les crimes ne sont pas politiques mais relèvent simplement du fait de Droits Communs".

Foin de logique! vive l'"efficacité"!

- 10 et 20 ans de réclusion pour les deux accusés ayant plaidé coupables (dans l'espoir d'une réduction de peine!!)
- 1 jour (en plus de l'année de préventive effectuée par tous) pour une personne contre laquelle seules trois charges mineures étaient retenues.
- Verdict salé à venir pour les deux restants qui ont été reconnus coupables...

Les auteurs du texte de soutien proclament aujourd'hui la nécessité de poursuivre le "sabotage de la machine de guerre", le combat anti-impérialiste; seul cette continuité pouvant faire échouer la tentative de construction par l'Etat canadien de martyrs, victimes de leur lutte.

Pour tous contacts:
Free the Vancouver Five Defense Group

P.O. Box 48296
Bentall Station - Vancouver
B.C. V7X 1A1

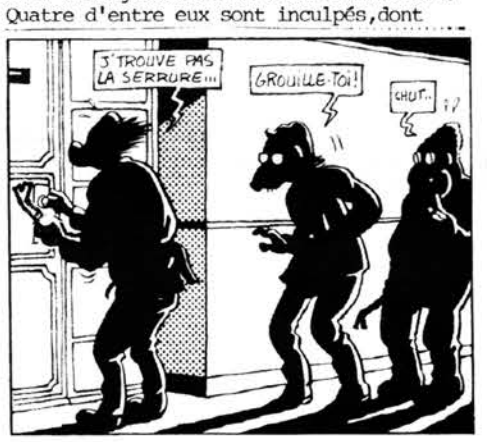
Parodie pour la galerie

"Criminalisation,incarcérations,contournement de la"trêve d'hiver",escalade de la répression,confinement dans une zone de non-droit,expulsions sans jugement, voilà la réponse des pouvoirs publics aux initiatives des Occupants-Rénovateurs du XIXème.

En ce mois de juin,deux affaires viennent nous rappeler cette stratégie de "pénalisation"dont les OR ont fait largement les frais,et qui pèse comme une hypothèque sur toute expérience de squatt.

Le 12 juin était jugée l'affaire de la rue Petit.

En décembre 82,après avoir été expulsés d'un squatt,10 rue Léon Giraud dans le 19ème arrondissement,les Occupants-Rénovateurs investissent une usine désaffectée non loin de là,67 rue Petit.
Le 10 décembre,sur commission rogatoire du juge Debré,la police intervient et les arrête.On est alors en pleine période d' hiver-donc dans l'impossibilité de procéder à une expulsion-;le Parquet a donc choisi de contourner l'obstacle par une procédure pénale pour"violation de domicile et dégradation de bien immobilier". Quatre d'entre eux sont inculpés,dont trois sont même logés une semaine en prison"préventive".L'arrestation permet simultanément une expulsion de fait,hors de tout cadre légal.



La réoccupation massive du 67 rue Petit, et l'"expulsion"violente,encore une fois sans jugement ni procédure,renversait le rapport de force.La deuxième vague d'occupants n'est ni inculpée ni entôlée.C' est à ce moment que la libération des détenus intervint.

Au cours de l'instruction,la"violation de domicile"a été abandonnée pour non-lieu,conformément à la jurisprudence constante.Par contre le Parquet a choisi d'innover en maintenant une inculpation de dégradation de biens,sans aucune conviction;il s'agit simplement de couvrir le juge d'instruction,les flics,et de justifier la taule dans cette affaire. Une affaire qu'une note du Parquet a clairement désavoué en janvier 83,condamnant les expulsions déguisées sous couvert de procédure pénale.

Mais la machine était lancée,et si le retour de bâton de la réoccupation rue Petit portait ses fruits,il était néanmoins nécessaire de boucler l'affaire.

Un dossier vide pour un procès creux, un juge affichant une mine ennuyée;un procureur essayant péniblement d'ettayer l'accusation.C'était le grand guignol, entre deux mouvements de mèches et une pointe d'humour balourd,il versa dans le respect des accusés intelligents et bla bla bla...pour mieux les réduire à l'image d'épinal(depuis 68)des contestataires dilletantes,prêts à venir régénérer le système(comme"futur député"par exemple) après un temps de formation dans les sphères"radicales".
L'argument tombait à plat,personne parmi les accusés ne prônait la guerre civile (à l'audience au moins)et aucun d'entre eux ne prévoit d'échouer grand patron de presse demain.Mais il s'agissait de faire oublier le ridicule de cette simple serrure,forcée parait-il,et dont rien ne rappelait le souvenir,puisqu'elle n'avait jamais existé.
Le proc réclama une peine d'amende avec sursis;le verdict sera rendu le 3 juillet, comme dans l'attente des résultats des courses dans une autre affaire de squatt "traitée"pénalement.

Le 20 juin,en effet,avait lieu le procès de la rue des Dunes.

Le 25 novembre 1983,quatre squatts associatifs étaient expulsés,dans le cadre du grand blietz krieg de l'automne,une sorte de solution finale Deffero-Chiraquienne.

Le 23 décembre,en riposte,une superbe usine vide,rue des Dunes dans le XIXème, était occupée par une centaine de personnes.Deux pages dans Libé le jour meme de l'opération,la CGL participe,le PSU soutient l'occupation;mais celà n'empêche pas les flics d'intervenir dès l'aurore sans sommations,directement au bulldozer, matraquant pacifistes et handicapés au passage,tout en essuyant le jet d'une douzaine de cokes.

Trois des occupants tirés au sort pour distribuer les inculps,devaient comparaitre le 20 juin pour"jets d'engins incendiaires,violation de domicile,dégradation,etc...".

Deux heures après le début de l'audience,les 80 personnes stréssées par le flicage,les civils photographes et la poêlle à frire pour les fouilles à l'entrée de la salle;aprennent que le procès est renvoyé sine die.Bousculade,gendarmes mobiles gazés,tout le monde gueule et rigole réclamant le procès;finissant par opter pour le soleil de l'île de la Cité,abandonnant la boîte à pandore truffée de gardes mobiles.

L'enjeu de ces deux procès est bien de savoir si la criminalisation des squatts pourra se faire ou non.Au risque de faire jurisprudence pour les squatts futurs.

Pour l'instant,le Parquet prend son temps;peut-être compte-t-il trancher à la faveur de l'été ?

DALLOZ MORTEL

AUX LARMES, MEGALOS !

"Que le pouvoir n'ait pas encore réussi à rejeter dans le camp terroriste les sidérurgistes de la Chiers, qui ont pourtant mené des actions tout aussi violentes et spectaculaires qu'Action Directe suffit à comprendre le phénomène de la violence révolutionnaire. Bien sûr, dans ce cas la violence se "légitimise" -aux yeux de certains- car elle se situe clairement dans le cadre d'un conflit social, mais surtout parce qu'elle ne cherche pas à se justifier idéologiquement. Elle est l'oeuvre d'individus qui ne s'expriment qu'à travers leur propre sensibilité, leur réaction violente ne visant qu'à s'affirmer, se réapproprier cette part essentielle de dignité qu'est le besoin de révolte et dont ils avaient été dépossédés par les syndicats. Mais tout cela a été déjà dit par les thuriféraires de la "révolution prolétarienne". Nous pensons nous, qu'il n'y a jamais d'un côté la violence "juste" de la classe ouvrière, et de l'autre bien séparés et même opposés, des éléments bizarres tentés par l'aventure violente. Nous sommes tous partie intégrante du mouvement social..."

Sous la forme du pastiche de série noire, ceux que l'on suppose être des libertaires de la ville rose jettent un nouveau gravillon dans la mare stagnante de la révolution. Des illustrations bien choisies (largement reprises dans ce numéro de Tout!, merci!) pour 95 pages d'un texte sans surprises mais coujours bienvenu.

o Une priorité: "démasquer ce que le pouvoir socialiste (...) veut faire passer comme un changement de société"

o "Le refus de l'alibi révolutionnaire": "il ne s'agit pas de croire mais simplement de refuser, de combattre ce qui nous opprime non pas au nom d'une quelconque idéologie mais de nous-mêmes, en affirmant notre individualité en dehors de toute organisation ou idéologie"

Faire la critique des révolutionnaires (défunts) et des "organisations" comme Action Directe revient vite ici, bien que sur des thèmes justes, à jeter le bébé avec l'eau; à proner la "contestation" par tous les moyens (en les choisissant, il est vrai au mieux) et à refuser l'objectif du contre-pouvoir.

Restons dans le bain, retournons au texte: "La lutte armée, la guérilla urbaine sont mortes, vive la violence révolutionnaire (...) des groupes libertaires, qui se veut en principe sélective et dénonciatrice, et non pas instrument d'un pouvoir".

Contestation, dénonciation, viennent orner des pratiques intelligentes, fines, dont les valeurs proclamées s'avèrent porteuses d'une certaine vacuité.

Individualisme, absence de projet politique, c'est bien le niveau zéro; une pratique prometteuse se trouve ainsi ravalée au rang d'existentialisme subversif, dont on peut d'ailleurs déplorer qu'il soit si peu répandu, sans autre avenir que sa propre continuation. Toute perspective de dynamique politique, toute idée de croissance politique est reléguée au ban d'infamie des archaismes révolutionnaristes et autoritaires.

Sans doute faut-il y voir des limites qui sont autant celles des prosateurs (et acteurs!) toulousains, que celles de la période. Pour ceux-ci: "Une des nécessités essentielles de l'Etat est d'assurer à travers sa conservation, la continuité du système (...), d'être à même de s'adapter, de résister aux crises"

Si pour l'Etat la seule loi inviolable est celle de sa propre survie, il faut néanmoins aller plus loin, sous peine de patauger dans l'immobilisme, une négation des aspects dynamiques du rôle de l'Etat, une analyse a-historique..

C'est un peu ce glissement qui se produit, le refus de la dynamique valant pour le Capital et son Etat, devient un mode de pensée, et comment accorder à la subversion ce qu'on ne reconnait pas ailleurs?

Mode de comportement, mais pas modèle d'organisation le BIS toulousain se refuse à penser et agir en terme de croissance. La diffusion, le débat autour de ces pratiques, de cette croissance indispensable est aujourd'hui nécessaire.

Sur ce Bassin d'Intelligence Subversive, voir Tout! N° 8/9 et Toulouse la Canaille.

RAF VALLET

Aux larmes mégalos!
BP 285
1040 Bruxelles-4
Belgique

encore et toujours la péninsule bouge...

Un vent nouveau semble souffler sur l'Italie de 1984. Si les "années de plomb" -- la vaste campagne répressive que l'Etat italien déclenche en 79, pour briser tout antagonisme, toute perspective de transformation — paraissaient préfigurer la matérialisation d'un cauchemar orwellien, la reprise de mouvements de luttes sur le territoire, l'émergence de formes nouvelles d'antagonisme social, bouleversent un tel scénario

C'est là une donnée politique fondamentale; des années de répression, de vastes opérations de destruction de l'identité communiste, de "chasse aux sorcières", n'ont pas réussi à liquider totalement le mouvement révolutionnaire, à étouffer tout désir de révolte de la classe, à en finir avec le projet politique de l'autonomie ouvrière.

Les indices de cette situation changeante sont nombreux, et s'ils révèlent des faiblesses et des limites, ils soulignent aussi une richesse et une diversité prometteuses.

Le camping anti-impérialiste de Comiso contre l'installation des missiles Pershing par l'OTAN, que le mouvement réussit à imposer malgrè la repression, la manifestation pacifiste du 22 octobre à Rome, où 10.000 personnes se retrouvèrent dans le cortège de l'autonomie ouvrière, avec leurs propres mots d'ordre, leurs propres objectifs; le mouvement de lutte des taulards d'août-septembre, qui toucha toute l'Italie; la manifestation interdite de Voghera, contre la super-prison; la grève de la faim des prisonniers des QHS de février; le mouvement des conseils "autoconvoqués" de ce printemps , qui a signifié la reprise des luttes ouvrières extra-institutionnelles: la pratique encore massive des auto-réductions dans l'agglomération romaine; les mille initiatives quotidiennes de tout un réseau de collectifs territoriaux, contre le nucléaire, contre la prison, pour le retrait des troupes du Liban, contre l'héroine, pour le revenu garanti ou le logement ... Autant de moments de lutte, d'indices de cette phase nouvelle qui s'ouvre, d'éléments qui dessinent la perspective d'une reprise du mouvement révolutionnaire.

Pendant plusieurs années le mouvement s'était, contraint et forcé,cantonné dans la lutte contre la répression, incapable de défendre ses échéances, ses lieux, son identité. Pour rompre l'atomisation, pour reprendre l'initiative, toute une série d'assemblées ont eu lieu en 83 et 84, permettant le débat, les confrontations, les clarifications et les rencontres. La présence des camarades de l'Aut.Op. dans de nombreuses situations conflictuelles (rôle moteur dans la mobilisation à Comiso et à Voghera, présence dans le mouvement des autoconvocations, lutte des précaires à Milan, etc), la mise en place d'une structure nationale de lutte contre la répression et la prison, coord. nat. "Liberare Tutti", plaçant sa pratique dans la perspective générale de la "recomposition des forces de l'antagonisme, pour le développement d'un mouvement de la liberation", témoignent de la réalité de cette perspective.

il virus dei punx

La municipalité de Milan, métropole congestionnée du nord industriel de l'Italie, avait organisé pour le début avril 1984 un congrès sur les bandes de jeunes de la ville, intitulé pompeusement "les bandes spectaculaires de jeunes". Au programme, entre autres festivités, le compte-rendu d'une enquète sociologique sur le sujet ...

Vendredi 30 mars au soir, les punks milanais se rassemblent dans un Centre Social Occupé (un des derniers à avoir échappé aux expulsions).

"Ils nous appellent 'bandes spectaculaires' parcequ'ils sont habitués à se faire du fric sur notre production culturelle, sur notre manière de s'habiller, sur nos coiffures. Les sociologues ont toujours été des mouchards pour la police, ils parlent de déviance et de marginalité pour mieux nous criminaliser". L'objectif est donc clair, il faut sévir contre la "parade des cadavres exquis" contre "les idiots visionnaires, journalistes, psychanalistes, sociologues".

Samedi 31 mars, 22 heures, le concert auto-organisé du groupe punk canadien Doa est l'occasion d'un appel à un rencart général au centre social, un document avance les revendications du mouvement; matériel vidéo, émétteur radio suffisament puissant pour couvrir la région, magnéto 12 pistes ...

Mercredi 4 avril, 11 heures, conférence de presse du délégué municipal à la culture, Pci, qui présente le congrès et les participants (entre autre Fiorucci et G. Bocca). "Arretez de nous viviseçtionner" gueulent une trentaine de punks qui ont réussi à s'incruster. Ils s'approchent de la tribune, se mettent torse nu, sortent des lames de rasoir et se tailladent la poitrine. Un tract est distribué; "ceci est mon sang, analysez-le! Peut-être découvrirez vous quels sont mes besoins réels".

Jeudi 5, 21 heures, le premier débat est organisé dans un théatre. "Dans cette athmosphère, les jeunes chercheurs qui ont étudié les 'bandes' pendant trois ans, tous partisans de la nouvelle gauche, résolus à passer pour des policiers, décident de passer à la contre-attaque. Ils distribuent une lettre ouverte; 'nous sommes l'objet d'une manoeuvre répressive et avilissante des punks". C'est la risée assurée. Le théatre est plein, en-dehors des 'bandes', de militants autonomes et de jeunes zonards de la périphérie (...) Les vitrines de l'expo sur les fanzines sont cassées." Sur les sociologues volent des oranges, des tomates et autres légumes, et surtout une véritable pluie de crachats" (L'Espresso 22/4/84). La table ronde n'aura pas lieu, et les punks ne se calmeront que pour la projection de vidéos.

Samedi soir, le théatre est déclaré occupé. Outre les punks milanais (et le collectif virus) adhèrent les Tribus Libérées de Bergamo, Margonopoli de Vercelli jusqu'au Individualités de la Jungle de Bari (sud de l'Italie). L'occupation durera jusqu'au dimanche après-midi, avec concerts, vidéos, débats ... "Plus personne ne pense au congrès"(L'Espresso).

Au lendemain de ces mésaventures, l'heure est aux déclarations désabusées dans la gauche intellectuelle. Un des sociologues contesté déclare, "ce qui m'est le plus pénible c'est cette solidarité démagogique des punks qui nous ont insulté et empéché de parler". De son côté un journaliste du service coiffure du mensuel "Per Lui" proclame vindicatif que "depuis longtemps les punks ne sont plus à la mode, nous ne les utilisons même plus comme modèles".

Propos plus sérieux de la part du représentant de la municipalité, qui tente de calmer les esprits; "Je reste convaincu de l'utilité de la recherche. Avec leur comportement les punks nous ont confirmé le fait d'être des 'bandes spectaculaires', mais somme toutes, ils n'ont rien fait de grave".

Plus à la mode, rien de grave, peut-être ... "Mais entre temps les jeunes en cuir noir augmentent. Et ils n'attendent que l'occasion" (L'espresso).

Jacomo Katanga

exquis les cadavres

Combien de zombis assisteront à la parade des cadavres exquis?

Une semaine d'expositions, de films, de débats (de l'argent dépensé), pour en arriver à quoi?

Cette ènième mystification organisée par les services sociaux-culturels de la province, avec la participation d'un groupe d'étude dépendant du Centre de Recherches sur la Déviance et la Marginalité, prend place dans la désormais interminable et démentielle série, que des idiots visionnaires (parmis lesquels les journalistes, psychanalistes, sociologues) s'obstinnent à appeler "études sur les bandes de jeunes" (?). Ce que nous nous appelons mystification, et qui ont un double sens.

D'un côté les éternels mystifiés, cobayes d'expérimentations, les divers associaux, parmis lesquels nous, les phénomènes punks, mélangés à d'autres groupes avec lesquels nous n'avons rien à voir. De l'autre les spectateurs qui dans leur ingénue inconscience avalent une mer de conneries, qui leur sont présentées comme vérités, ou du moins comme information.

Un mécanisme beaucoup trop fréquent dans cette société de merde.Les individus ou groupes en question sont divisés, disséqués, analysés, avec une méthode qui sert le pouvoir, et à la fin transformés en spectacle et vendus ou relégués à la famélique curiosité du publique.

Celà, nous le savons déjà; celui qui se vend est accepté, celui qui est irréductible est criminalisé.

Nous sommes aussi conscients d'avoir crée un nouveau style, qui, épuré de ses éléments réels de libération, peut devenir une mode; d'avoir crée une culture contre celle qui nous est imposée, mais trop différente et en rupture pour que les argoussins la laisse se développer en-dehors de leur contrôle.

Mais nous savons aussi que nous n'avons pas besoin de leur foutue assistance, nous sommes capable de communiquer de façon autonome, malgrè les problèmes que nous connaissons tous et qu'eux n'ont pas, parcequ'ils possèdent les moyens et l'argent.

Quand notre communication libertaire commence à trop déranger; quand nous sortons trop des schémas qu'il ont fixé ils construisent des obstacles, qui se placent devant nous comme les barreaux d'une prison.

Quelles bandes? Quelle spectacularité? C'est nous, les punks et créatures assimilées, qui dans les terres et dans les temps que nous reconnaissons comme notres, contre-informons sur nos activités et défendons notre message de libération totale, appelant à se regrouper de façon autogérée et antagoniste à l'état de grisaille.

les Punx/Actifs Virussiens.

la nuit de l'anarchie

(la première mais pas la dernière)

Samedi soir nous avons occupé le théatre de la Porta Romana. Ceci est une provocation! D'une part contre le congrès/bouffonerie sur les "bandes spectaculaires de jeunes"; D'autrepart comme invitation à tous à prendre position sur l'espace que l'on nie aux jeunes à Milan. L'occupation a été improvisé et non violente (ce qui a permi tout de suite un bon rapport avec les travailleurs du théatre).

De cette occupation est née une situation plaisante et expansive.

Durant la nuit il y a eu des projection de vidéos (reggae contre la guerre du Liban, Berlin, Prison de Voghera) alternant avec des interventions des personnes présentes sur n'importe quel sujet, tout ceci relayé en permanence par Radio Popolare ....

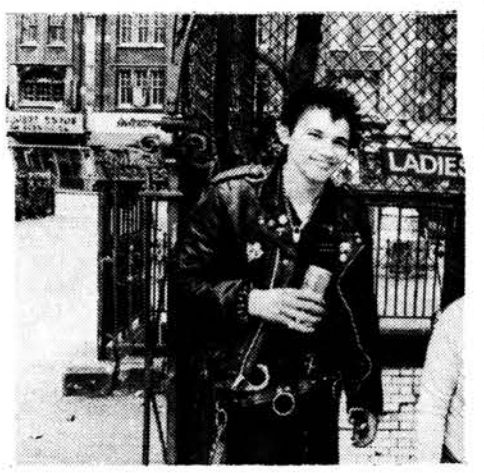
Nous croyons à la possibilité de reprendre notre propre vie, d'autogérer nos propres besoins

Pour tout celà , NOUS AVONS BESOIN d'ESPACE!

Et ce besoin est si grand, que nous sommes disposés à LES PRENDRES !!! S'ils nous sont refusés.

Aujourd'hui dimanche 8 avril, le théatre occupé est encore autogéré par tous les jeunes qui le veulent. Ils y proposent; des vidéos auto-produites, une AG cet après-midi à partir de 16 heures, un concert avec plein de groupes qui participent activement à l'occupation.

les occupants:
Virus/collectif punx anarchistes - FAME AMEN/darkzine - TVOR - Margonopoli - Valvola di Vercelli - Equipe de nuit de Radio Popolare - Comité de lutte de via Savona - Individus de la jungle de Bari et des tribus libérées de Bergame - et beaucoup d'autres ...



expulsion = riposte

Le 15 mai, un des squatts les plus important de Milan était expulsé. Occupé depuis neuf ans, il était devenu un point de référence pour l'ensemble des luttes et des pratiques sur l'espace et pour le logement. Plus de soixante personnes y habitaient, des locaux y étaient réservés à des activités artisanales, théatrales ou musicales, mais aussi pour le "mouvement"; le collectif punx anarchiste / Virus, le collectif de Chômeurs et Précaires, la rédaction milanaise de Wobbly, la Coordination urbaine pour le droit au logement, ainsi que divers initiatives contre la prison, le nucléaire, l'héroine, le monopole culturel, etc.

"A via Correggio s'était formé un point d'agrégation où toujours plus de gens participaient aux activités" (tract des ex-occupants).

Par cette expulsion l'Etat et la municipalité ont voulu liquider un des pôles de recomposition de l'antagonisme de classe un des "haut lieu" de la subversion sociale dans la métropole milanaise.

"Via Correggio en fait, représentait une situation réelle d'antagonisme pratique et en son sein se mettait en pratique un mode de vie posé par les habitants comme moment vers la liberation totale. L'espace d'habitation etait ainsi lié à l'espace social, et chacun utilisait ses moyens d'expression individuels et collectifs pour contribuer à l'autogestion de la maison. Tout ceci ne pouvait que déranger l'administration communale, parceque allant à l'encontre de leur projet de "Milan ville européne". Ce projet implique la néttoyage du territoire métropolitain des impuretés subversives, des mauvais exemples pour les nouvelles générations rebelles" (tract des ex-occupants).

Après l'expulsion, et les initiatives qui s'en sont suivies, une manifestation à été convoquée pour protester contre la politique de la municipalité PC-PS, le 19 mai.

"Ce fut une substantielle réussite. Plus d'un millier de camarades, de jeunes, avec une forte participation de la composante punk et la contribution des anarchistes et des collectifs autonomes, sous une pluie battante, ont crié leur détermination, dans un quartier bourgeois qui avait assisté impassible à l'expulsion (...) malgrè ses limites et l'incertitude provoquée par la menace de retrait de l'autorisation, le cortège a été bien au-delà des limites de parcours autorisés par la préfecture" (Umanita Nuova, 3/6/84).

Quelques jours plus tard, certains représentants de la municipalité, ont fait des démarches pour engager des négociations, pour trouver des médiations qui permettent à la municipalité de se sortir d'une situation bloquée et conflictuelle, surtout à l'approche des élections européennes, et compte tenu des divergences internes à la majorité municipale (PCI-PSI).

G.M.

le mouvement des conseils

Le détournement de la structure syndicale des "Conseils d'usines" par le mouvement spontané de la classe ouvrière; un phénômène nouveau, qui ouvre peut-être des espaces pour la reprise des luttes autonomes .

Ce que n'avaient pas réussi les précédents gouvernements, de droite, l'a été par le gouvernement socialiste Craxi; une attaque brutale et frontale contre le revenu ouvrier et proletaire. S'appuyant sur l'accord de janvier 1983 entre Etat, patronat et confédérations syndicales, qui instaurait un pacte social pour "sortir l'économie de la crise", le gouvernement a décidé de résoudre les négociations sur le "coût du travail" par un décret.

En pratique, le décret Craxi, signifie la remise en cause pure et simple de l'échelle mobile des salaires, c'est à dire de la possibilité de récupération salariale de l'inflation. En même temps sont avancéesquelques autres mesures, comme les contrats de solidarité, qui introduisent la fléxibilité des horaires à volonté pour le patron et la possibilité de réduction du temps de travail avec perte de salaire. Ceci dans une phase où le "dégraissage" des éffectifs s'accompagne d'une érosion générale du revenu; hausse des tarifs publics(santé, transports, électricité ...), des loyers, des prix, etc.

La riposte ouvrière est immédiate, comme une onde de choc, elle parcourt l'ensemble des zones industrielles : elle prend la forme de ce qui est appelé le mouvement des conseils autoconvoqués.

L'ONDE DE CHOC DES LUTTES OUVRIERES

A partir de fevrier jusqu'à aujourd'hui, grèves, piquets, manifestations , initiatives locales et régionales, assemblées territoriales se multiplient, donnant au mouvement sa richesse et sa force. "Il ne s'agit pas de l'habituelle explosion de colère, contenue et comprimée par les appareils syndicaux, comme on était habitué à voir ces derniers temps: il s'agit de quelquechose de nouveau, certes traversé de contradictions, mais porteur de nouvelles perspectives, d'une nouvelle phase" (1).

Le 6 mars à Milan a lieu une première assemblée nationale des conseils autoconvoqués, où se retrouvent plus de 6000 délégués venus de toute l' l'Italie. A Rome le 24 mars a lieu une manifestation nationale "énorme", 700.000 personnes. Une seconde assemblée nationale se tiendra à Turin ... Ce foisonnement d'initiatives, le vaste débat qu'elles suscitent, délimite le cadre politique, la physionomie des forces en présence, la nature de ce mouvement, dont les camarades italiens disent "qu'on sait d'où il vient , mais pas où il finira".

"Au départ il y avait des conseils d'usine qui protestaient avec les confédérations contre les négociations au sommet entre syndicats-patron-Etat. Puis c'est devenu un mouvement national porteur d'un discours plus complexe d'opposition au contenu des propositions gouvernementales, de revendication, de centralité des conseils, de demande de démocratie et d'unité syndicale" (2).

L OPERATION POLITIQUE DU PCI.

Les autoconvocations sont nées, comme riposte spontanée, en Lombardie. Puis elles se diffusent dans d'autres régions, souvent à l'initiative de la CGIL et du PCI.

Le PCI et la CGIL, dans laquelle il est majoritaire, jettent rapidement leur poids dans la bataille, cherchant à chapeauter les autoconvocation; pour donner une assise de masse à leur opposition au gouvernement socialiste; pour se faire les champions d'un renouveau d'un syndicalisme en crise.

En effet, les autoconvocations font éclater le front syndical. des contradictions se font jour entre U.I.L,C.I.S.L, CGIL et entre les courants internes. Des batailles se jouent dans le cadre institutionnel entre PCI et PSI.

D'un côté un projet de "nouveau syndicat" corporatiste et étroitement lié à l'appareil contractuel d'état, porté par la CISL et l'UIL, ainsi que la minorité socialiste de la CGIL (3). Cette composante soutenant la politique du "pacte social" et des sacrifices.

De l'autre l'opposition formelle de la majorité de la CGIL et du PCI, qui marque le passage de l'époque du "compromis historique" et de l'unité nationale au jeu de l'opposition. Mais ce qui est contesté ce n'est pas tant le contenu du décret, que son contexte institutionnel, son caractère "autoritaire" qui a exclu des négociations le PCI.

Le mouvement des autoconvocations est donc l'occasion révée pour le PCI de légitimer son opposition, de refuser l'opération du PSI, qui visait à lui forcer la main ; en cherchant à instrumentaliser le "mouvement des conseils" il esperait ainsi recomposer l'unité syndicale à son profit.

Cette stratégie semble avoir été relativement payante; la victoire du PCI combinée à l'échec du PSI, imposant au second une autocritique, et poussant l'UIL et la CISL à reproposer des discussions pour reconstituer un front syndical en vue des négociations prochaines.

DEPASSER LA CRISE DU SYNDICAT.

A celà nous pouvons rajouter un autre aspect; le syndicalisme italien en crise depuis le milieu des années 70, après plusieurs revers, voyait surgir un mouvement, hors contrôle, où se trouvaient réunis des militants de base des trois confédérations et des non-syndiqués. Pour le PCI, en se ralliant à ce mouvement, c'était l'occasion de

résoudre la crise du syndicalisme au profit de la CGIL.

Les Conseils d'Usines, crées comme expression directe de la base ouvrière, une fois institutionnalisés (au début des années 70) étaient devenus des appendices de l'appareil syndical; médiation politique, filtre, lui permettant d'élargir sa légitimité dans les négociations.

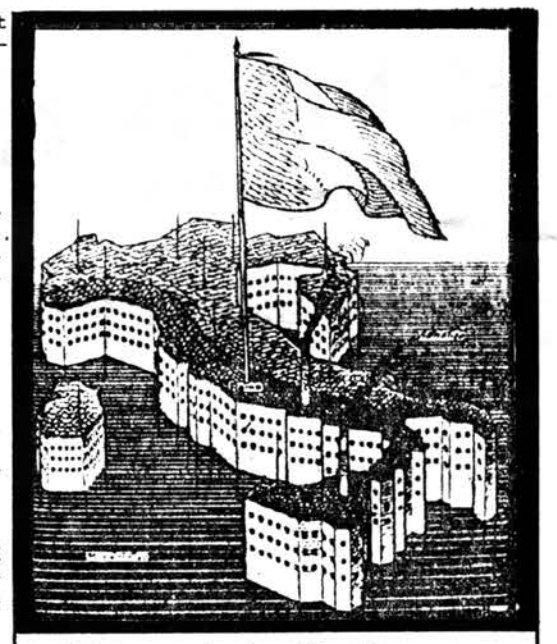
Les autoconvocations sont la représentation claire de la crise du syndicat et du pacte social. "L'extériorisation d'une grande partie de la base et de la périphérie (syndicale) s'est manifestée sous la forme de la contestation interne et du désinvestissement ou du silence ... L'accumulation quotidienne de cette extériorisation a finalement débouché sur l'initiative des conseils et des luttes qui en découlent" (4).

Le chapeautage du PCI, retirant la gestion des échéances aux conseils autoconvoqués, diluant la poussée anti institutionnelle et la tendance à l'auto-organisation, dans une simple logique anti-gouvernementale, c'est fait lourdement sentir, aussi bien à la manifestation de Rome, qu'aux assemblées nationales de Milan et Turin.

MOUVEMENT DES CONSEILS ET AUTONOMIE OUVRIERE.

Pourtant les autoconvocations ne sont pas un phénomène aussi contrôlé par les appareils que certains le disent.

L'auto-organisation ouvrière et proletaire, certe encore enfermée dans la



A l'approche des élections européennes, ont eu lieu plusieurs initiatives pour sensibiliser sur la situation précaire des réfugiés politiques italiens en France, et sur la répression et les conditions de détention en Italie.

Les 8, 9 et 10 juin le Comité des Réfugiés et Immigrés Italiens organisait un forum (débats, vidéos, spectacles) autour des thèmes de la lutte contre la prison, du parcours de liberation et des mouvements en Europe ...

Le 12 juin l'Association des Réfugiés Italiens organisait un meeting/spectacle contre la prison et les lois spéciales.

Ces deux initiatives ont été l'occasion de faire passer un certain nombre d'informations, il est à ce titre tout à fait regrettable que si peu de camarades français aient jugé bon de se déplacer. Rappelons que depuis 3 ans plusieurs réfugiés italiens ont eu des problèmes avec la justice et la police française, n'évitant l'extradition que grâce à un certain consensus qui règne avec l'Etat français. Il est clair que la "solidarité" révolutionnaire -- s'il elle n'est pas qu'un voeu pieux idéologique -- doit trouver sa vérification pratique sur un tel terrain; la défense de camarades réfugiés ici, la lutte contre les extraditions.

D'autrepart le CRII participe à une campagne européenne pour les droits des immigrés, qui finit par une manifestation devant le siège du Parlement Européen à Strasbourg.

De leur côté les familles des détenus politiques viennent manifester devant l'ambassade d'italie à Paris le 26 juin.

logique de la délégation aux structures (les Conseils depuis longtemps relégués à la ratification des orientations des bureaucraties syndicales) a réussi à se créer un espace; sans consignes, des milliers d'ouvriers, d'employés et de chômeurs sont descendus dans la rue, se sont donnés des formes de luttes propres, ont rédigé leur plateforme revendicative ...

D'autre-part le mouvement n'a pas eu de développement linéaire, chaque région connaissant un certain degré d'autonomie, de propositions plus ou moins avancées;une présence plus ou moins pesante du PCI et de la CGIL. "Mais ce mouvement relance la lutte ouvrière, les circuits horizontaux de communication et de débat dans les usines, entre elles et sur le territoire, il redonne une crédibilité à la réouverture d échéances sur des terrains considérés comme perdus" (5). Ce qui a permis, y compris dans la "gauche syndicale", des interventions à contre-courant. De fait la CGIL a du reconnaitre l'existence de points de vue différents, même s'ils étaient minoritaires.

C'est dans ce cadre que les camarades de l'autonomie ouvrière, dans chaque situation de lutte où ils étaient présents ont tenté d'avancer des propositions politiques, pour capitaliser ce potentiel de rupture, pour relancer une initiative autonome de la classe.

"Comme autonomie de classe, nous ne nous posons certes pas le problème de la refondation du syndicat, nous ne versons pas de larmes, non plus, si l'on attaque le pacte fédéral ---qui a signifié planifier les étapes de la cogestion syndicale, contre le pouvoir ouvrier et proletaire. Nous sommes cependant convaincus que, sans remettre en cause un seul point des passages politiques de recomposition antagoniste de la classe, qui ont été avancés dans certaines situations, que nous devons avoir la capacité d'être internes au débat politique qui, avec mille limites, se développe à partir du refus du décret" (6).

"Le rôle des forces proletaires antagonistes est aujourd'hui de donner un espace à la déviance intervenue dans le syndicat, de viser à la stabilisation territoriale et à l'ouverture à tous des conseils autoconvoqués, comme élément de passage vers la rupture avec le chapeautage du syndicat sur la classe ouvrière, et l'expression au sein des autoconvocations des composantes -- même si elles sont encore internes à l'experience syndicale, ou à celle des conseils de la gauche syndicale - qui pousse à l'ouverture d'échéances et à la grève générale nationale; de développer des parcours organisationnels autonomes de la classe, d'objectifs et d'échéances de recomposition, d'organiser des secteurs de chômeurs, de précaires, des moments unitaires des secteurs ouvriers, avec la lutte contre les missiles, l'OTAN, la guerre, les prisons spéciales, pour le revenu, le droit au logement, les auto-réductions, les luttes étudiantes" (7).

Ces propositions rencontrant un certain echo lors des assemblées nationales et régionales, malgrè le "black-out" des médias et des syndicats sur la présence des révolutionnaires dans le mouvement (notamment le cortège de l'aut.op. à la manif de Rome).

QUELLES PERSPECTIVES POUR LE MOUVEMENT ?

"Il n'est pas dit que ce mouvement finira avec la session parlementaire sur le décret , et dans les sables mouvants des rapports interconfédérations. Supposons qu'il tienne et s'élargisse: il est peut-être possible que la riche figure du délégué trouve en soit la force de redéfinir le cadre de ses rapports au syndicat et à la base. Ou alors la base devra faire sans lui, chose qui n'est pas simple même dans une situation de force plus importante, ou de lui redéfinir un rôle plus fonctionnel à ses propres exigences. C'est ce qui est le plus probable. En l'absence de mouvement tout est possible, quand il y a mouvement il faut être prêt à tout" (8).

Après les "années de plomb" qui ont suivi la vaste opération répressive du 7 avril 1979, le mouvement des autoconvocations aura au moins réouvert des espaces pour l'antagonisme de classe, il aura ravivé la possibilité d'ure intervention du mouvement révolutionnaire dans les luttes...

... Le plus beau démenti, peut-être aux thèses des tenants de la reddition ou du combattentisme lithurgique.

Graser Monténegro

(1)"Fuori dalle linee", mars-avril 84 bulletin d'une coordination ouvrière autonome de la région de Padoue.
(2)"Primo Maggio", n° 21, printemps 84, revue politique et historique du "mouvement".
(3)CISL: Confédération Italienne des Syndicats de Travailleurs, démocrate chrétienne.
UIL: Union Italienne du travail, socialiste et social-démocrate.
CGIL: Confédération Générale du Travail, regroupant socialistes et communistes.
(4)"Fuori dalle linee", op.cit.
(5)"Fuori dalle linee", op.cit.
(6)"Fuori delle linee", op.cit.
(7)"Fuori delle linee", op.cit.
(8) "Primo Maggio", op.cit.

CONTRE LA CONSTRUCTION DE LA NOUVELLE SUPER-PRISON DE DOZZA

En ces années où le pouvoir politique et économique a un besoin absolu de "normaliser" la société, en imposant l'offensive contre le revenu, le chômage, la réduction des dépenses publiques, les missiles, etc, la prison devient l'instrument fondamental de contrôle. Depuis toujours, ce sont les prolétaires qui vont en prison (les bourgeois, quand ils y vont, n'y restent que quelques mois et dans des cellules de luxe), mais désormais, la prison assume un rôle toujours plus accentué de dissuasion. L'Italie est le pays occidental qui a le plus grand nombre de détenus politiques, chaque année, des dizaines de milliers de prolétaires transitent en prison. Les conditions de vie des détenus sont dégueulasses, mais elles atteignent un sommet dans les prisons spéciales et les départements de la mort (QHS) où est pratiquée la destruction physique et psychique des détenus. Passages à tabac fréquents, privation de nourriture, d'affectivité, de tout rapport avec l'extérieur, de la possibilité de lire et d'écrire : ce sont là les conditions des détenus les moins dociles. On,est loin de la prison réformée !

Contre cette situation, d'aucuns ont pensé trouver une formulette magique. Amnistie et libération conditionnelle ne sont qu'un miroir aux alouettes, parce qu'elles ne tiennent pas compte du fait que la lutte contre la répression ne progresse que simultanément à la reconstruction d'un rapport de forces favorable aux prolétaires, ces revendications se prêtant à la division des détenus. Division entre politiques et droits communs, entre bons et mauvais, entre condamnés à perpétuité et les autres.

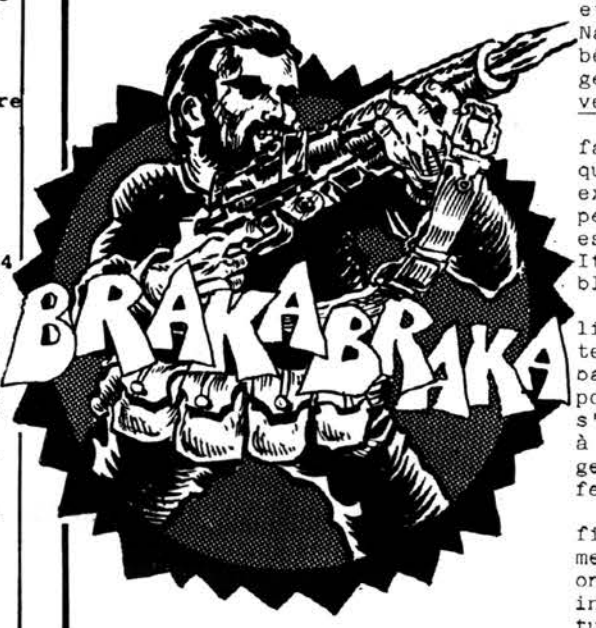
Il est nécessaire en fait de se mobiliser immédiatement contre les départements de la mort, contre l'isolement, contre la construction de nouvelles prisons.

A Bologne, ville où le manque de logements est particulièrement préoccupant, à un plan de construction de logements sociaux, à la réquisition de logements vides, on préfère dépenser des milliards pour la construction d'une nouvelle prison (à Dozza qui, de fait, sera destinée aux détenus soumis au "regime spécial"). Dans le même temps, sur l'ensemble du territoire de l'Emilie-Romagne, on construit 12 autres prisons.

Il est nécessaire de s'opposer à ce projet, c'est le devoir de tous ceux qui ont à coeur la transformation des rapports sociaux.

Nous ne voulons pas d'une vie faite de prison, nous voulons une vie qui vaille la peine d'être vécue !

Comité Prolétaire Territorial



A l'occasion du forum des 8, 9 et 10 juin à Paris, la Coordination Nationale "Liberare Tutti" (les libérer tous) a diffusé un quatre pages "en français" intitulé "En mouvement".

Ce quatre pages aborde d'une façon trés intéressante différentes questions: repentis, dissociation, extraditions, nouveaux mouvements, perspectives... Le seul problème est que, écrit, tapé et imprimé en Italie le quatre pages n'est lisible que pour d'éventuels fanatiques

Il est étrange que des italiens, non réfugiés, accordent une telle importance à ce que leurs débats circulent vers la France au point de prendre le temps, comme s'il n'y avait pas assez d'italiens à Paris!, de réaliser un quatre pages destiné exclusivement à cet effet.

Une impression pesante, confirmant la continuité du confinement transalpin; celui-là même qu' on souhaiterait évacuer tant il inquiète sur les possibilités actuelles de débat et de reprise en Italie

CONTRE LE FMI:

autonomie au Brésil

La campagne pour les élections directes au Brésil a donné l'occasion à des autonomes brésiliens d'exposer leur point de vue, et d'essayer d'amorcer un débat plus large.

Une petite brochure parait aujourd'hui en français où l'on trouve un texte diffusé en avril 84 à Rio et São Paulo.

La présentation du texte souligne que celui-ci se fait contre un courant libéral alimenté par la connaissance de l'école de Francfort, des théories critiques de la bureaucratie, antipsychiatrie, des débats sur l'écologie, l'autonomie italienne...etc, et peu soucieux de la lutte de classe délaissée semble-t-il au Brésil parce domaine réservé des staliniste...

- Election directe ou action directe?
- La peur de l'explosion populaire
- "Diretas Ja" ou comment la classe moyenne va au paradis
- Elections ou démocratie réelle
- La démagogie de ceux qui militent pour les "directes"
- L'action autonome et directe des travailleurs comme alternative

Tels sont les chapitres de cette brochure que vous devrez chercher dans les librairies "spécialisées" puisqu'aucune adresse ne l'accompagne.

Des évènements totalement méconnus ici, y sont cités dans le cadre d'un projet politique autonome

- Manifs de chômeurs
- Manifs pour les directes totalement organisées d'en haut, annulées en cas de maladie du gouverneur de Rio par exemple etc...

"Cette manipulation autour de la démocratie doit être comprise comme faisant partie d'un projet politique plus général du capitalisme en Amérique du Sud (...) Il s'agit de tenter le mode de domination politique le plus indolore face à la faillite économique et sociale des régimes dictatoriaux".

"Concrètement, si quelque chose pouvait se faire aujourd'hui dans ce mouvement pour "les directes", ce serait de dénoncer la manipulation et ses contenus autoritaires. Une contribution pour que "la bête reste en liberté", pour qu'elle découvre par elle-même où elle va, pour qu'elle s'auto-éduque, dans et par la lutte".

L'Oscar Laguerima

Brésil: A propos de la campagne pour les "directes" - La peur de l'explosion sociale. "Collectif Autonomie".

Autonomie et nationalisme aux Canaries...

Le 2è. Congrès de la Confédération Autonome Nationaliste des Canaries s'est déroulé en février à Ténérife (2).

Cette organisation existe depuis 10 ans et est sensée représenter 9.000 personnes.

Elle s'est dotée de statuts,pour le moins,surréalistes(évoquant irrésistiblement certains poèmes de Prévert):"organisation de classe, unitaire,assembléiste,démocratique, autonome et indépendante,autogestionnaire,canarienne,anticapitaliste,socio-politique,internationaliste et revendicative".

Ses buts:défendre les intérêts de la classe ouvrière et la liberté sous tous ses aspects;la conquête de la propriété sociale des moyens de production;la participation active dans le politique;la décentralisation du pouvoir;l'accès à la culture et l'enseignement;l'accès aux organismes publics;l'élévation de l'unité de classe.Tout un programme !

Ses terrains de lutte:travail-syndicat;socio-politique et nouveaux fronts(écologie,pacifisme, chômage,consommation...).

Les facteurs qui ont contribué, selon elle,à son développement:
-le facteur géographique:le milieu géographique réduit favorise le contact direct,la coordination des travailleurs.
-le facteur économique:la rare activité industrielle,concentrée dans quelques grandes entreprises, et de mauvaises conditions de vie.
-le facteur de pluralisme de la CANC:problématique syndicale et sociale.
-le facteur nationaliste:il doit être pris dans son contexte.Le nationalisme qu'assume la CANC est un rejet de classe à la péninsule comme élément d'exploitation coloniale.L'opposition péninsule/insulaire recouvre ainsi un caractère socio-politique qui n'a pas grand chose à voir avec les nationalismes historiques d'autres territoires.

Cette présentation faite,nous ne pouvons que regretter notre manque d'information.S'il est clair que l'existence d'une telle Confédération suscite l'intérêt, il serait nécessaire de savoir comment elle apparaît concrètement.Quelles sont ses pratiques? Son impact?Les rapports de force qu'elle est susceptible d'imposer dans ses échéances?

Nous espérons que les camarades de"Todos a Una"nous permettrons de répondre prochaînement à ces questions...

Paloma Beach

(1) D'après le contrendu fait par "Todos a Una".
(2) Le premier congrès a eu lieu en 1981.

Chico et bobo chez les affreux

La prison n'est plus ce phénomène mythique voire éxotique sur lequel se penchaient les intellectuels gauchistes dans les années 70, mais est devenue par sa banalisation au sein du mouvement la forme de répression ultime sur laquelle échouent les limites de nos pratiques. Pour ces raisons il nous semble nécessaire de confronter notre discours à nos expériences et non plus se cantonner à un simple regard sociologique qui ne suffit plus à expliquer notre réalité.

FRESNES

Une maison d'arrêt exemplaire

Le départ du voyage carcéral commence à la fin de la garde à vue. La maison d'arrêt première étape de la violence avec son comité de reception hallucinant. Tous les rebuts de l'administration pénitencière(A.P),les psychopathes tricards de la détention, réunis dans ce bâtiment spécial appelé "La fouille",vous donnent déja un avant-goût de leur capacité de destruction:fouille annale,bousculades, insultes, voire même tabassage pour les récalcitrants à l'humiliation. Entrée en matière qui se termine la première nuit dans la "cellule d'arrivant" entassés à six au milieu d'immondices, de crasse et d'éffluves de pisse.

Alors que la fonction officielle de la M.A est d'incarcérer les gens en attente de jugement (Détention provisoire), sa véritable fonctionnalité est de casser et de déposséder de leur identité les futurs taulards.

Ce processus de destruction et d'atomisation passe par plusieurs étapes.

- L'organisation de l'espace de la prison directement liée à son architecture conçue pour éxercer un contrôle global et continu (le concepteur de Fleury - Mérogis est aussi celui de plusieurs cités HLM, centres commerciaux et même d'usines notamment à Grenoble).

- Tous les mouvements collectifs sont réduits au minimum afin d'endiguer toute socialisation(matérielle ou subjective). Toutes les tentatives de former des groupes affinitaires sont brisées par d'incéssants transferts d'un bâtiment à l'autre. Et si ces méthodes s'avèrent à long terme inéfficaces le mitard et le prétoir sont là pour parachever ce contrôle continu.

- Le tabassage n'est plus seulement le lieu commun de défoulement pour les matons, mais devient une façon scientifique de casser toutes vélléités de contestation(Tabassage des "Leaders" du mouvement de protestation de Mai 82 à Fleury-Mérogis).

Pour être complet sur la M.A de Fresnes il nous faut parler des cellules d'isolement. Celles ci se situent au rez-de-chaussée de chaque division. Le critère d'admission dans ces sections d'isolement (Q.I.C Quartier d'isolement cellulaire, anciénnement appelé Q.H.S.)" la dangorosité"!. Cette décision arbitraire, prise soit par le directeur de la taule, le juge d'instruction ou la chancellerie fait de vous un D.P.S.(détenu particulier à surveiller).

L'isolement est la forme la plus avancée d'anéantissement de l'individu utilisée par les démocraties occidentales(Italie,Allemagne, Irlande). L'histoire de ces dix dernières années a laissé des traces sanglantes de cette cruelle méthode(mort de Hadjaj,massacre de Daniel Debrielle par le responsable des Q.H.S. de Fresnes le fameux surveillant chef Pinelli....)

Fresnes est exemplaire par l'utilisation de ces quartiers. Monsieur Klein (directeur) a introduit en France la psychiatrie comme moyen de contrôle de la dégradation progressive du corps et du psychisme (§§). Le plus souvent à cette barbarie s'accompgne d'une censure presque totale sur le courrier et les parloirs. Dans ces conditions le détenu devenu veritable végétal n'accomplit plus que ses fonctions biologiques(lire à ce sujet les lettres de prison d'Ulrike Meinhof).

Si malgré toutes ces formes de répression certains individus réussissent à gérer collectivement un moment de lutte, l'ultime recours de l'A.P reste le transfert (§§§). Dans ce cas de figure l'A.P sans même en référer aux instances judiciaires concernées(§§§§) prend la décision dans le plus grand des secrets de déplacer les élements considérés comme subversifs. Le transfert disciplinaire entérine l'autonomie absolue du directeur quant-à la gestion quotidienne de la prison, Son pouvoir est sans fin et sans limites. Aucun contrôle réel n'est possible sur les conditions de survie des prisonniers.

Parallèlement à ce côté spectaculaire, la prison reste le reflet de l'organisation de la société civile par le capital. Ainsi ce n'est pas un hasard si les immigrés sont les premiers à subir les conséquences de cette organisation. Le ghetto n'a fait que se transporter au sein de la prison. Entassés au deuxième étage sans contact avec les autres détenus, les immigrés sont l'objet d'une répression plus systématique(tabassages,insultes racistes...).Les matons encouragent la xénophobie latente et il n'est pas rare de voir les autres détenus se prêter à ce jeu macabre.

L'A.P là,encore, fait preuve de subtilité en utilisant les antagonismes nationaux au sein de l'immigration(Algériens contre Marocains, Blacks contre Beurs)et favorise ainsi un climat de tension permanente à l'intérieur même du ghetto.

La prison remplit parfaitement son rôle d'exacerbation des conflits et contradictions internes à la classe empêchant un minimun d'autoorganisation collective.(cf citroën).

Dans ce cadre l'A.P recrute(essentiellement chez les petites peines jusqu'à trois mois)des auxilliaires pour les services généraux dont la fonction officielle est l'entretien de la prison(distribution des repas ,entretien général).

Dans les faits et d'une façon générale ceux-ci remplissent le rôle d'informateur et d'observateurpour le compte de la hierarchie penitentiaire(allant même jusqu'à surveiller les matons pour le compte des gradés).Les détenus qui refusent ce travail d'espion sont renvoyés aprés sanction(mitard)en détention, c'est ce que l'on appelle le declassement.

Le travail dans les M.A se limite le plus souvent à ce boulot d'auxilliaire, sauf pour de rares exceptions de travaux en cellule(mettre des rasoirs Bic en sachet par exemple).Ce travail abrutissant garantit une certaine stabilité etpermet un contôle diffus

Si la prison est la forme éxacerbée de l'enfermement, elle est la suite logique de l'univers concentrationnaire que génére le capital.

Le processus de répréssion et d'atomisation commence dans les cités ghettos (avec ses gardiens flingueurs et son architecture carcérale) et dans les usines prisons(Citroen et ses matons de la C.S.L)

Nos luttes ne doivent donc pas se cantonner à la spécificité qu'est la prison ou tout autre problème particulier mais s'articuler entre elles de façon à comprendre et à analyser selon notre propre subjectivité le processus de contrôle social dans son ensemble.

Dans ce texte nous n'avons pu aborder (faute de place et de temps) d'une façon exhaustive tous les problèmes inhérents à la prison(Médecine,Travail,Consommation,Sexualité,...). Nous y reviendrons de manière plus approfondie à l'occasion d'un prochain article sur les centrales et les centres de détention.

CHICO ET BOBO

---

§§. JUIN 82

Six détenus D.P.S. du quartier des isolés de Fresnes dans la deuxième division s'organisent autour d'un comité interne de défense(C.I.D) et lancent une plateforme de lutte (voir supplément Rebelles Juin 82). La réaction ne se fait pas attendre, suite à la distribution de la plateforme aux portes de la prison de Fresnes un jour de parloir. Les détenus en question sont transférés(ligotés à l'aide de ficelle et à poils) le soir même aux quatre coins de France dans des Q.H.S. qui ne portent plus leurs noms,grâce aux bons offices des G.Men du G.I.G.N

§§§. JANVIER 83

Fleury-Mérogis batiment D4. Pascal Magrom en cours d'instruction, est transféré à Tours suite à un mouvement pour les parloirs libres. Son juge d'instruction n'ayant pas été mis au courant s'étonna que suite à une convocation d'instruction,Pascal ne lui fut pas présenté. Le juge dût insister auprès de l'A.P. pour savoir ou il se trouvait et le fit rapatrier à Fleury.

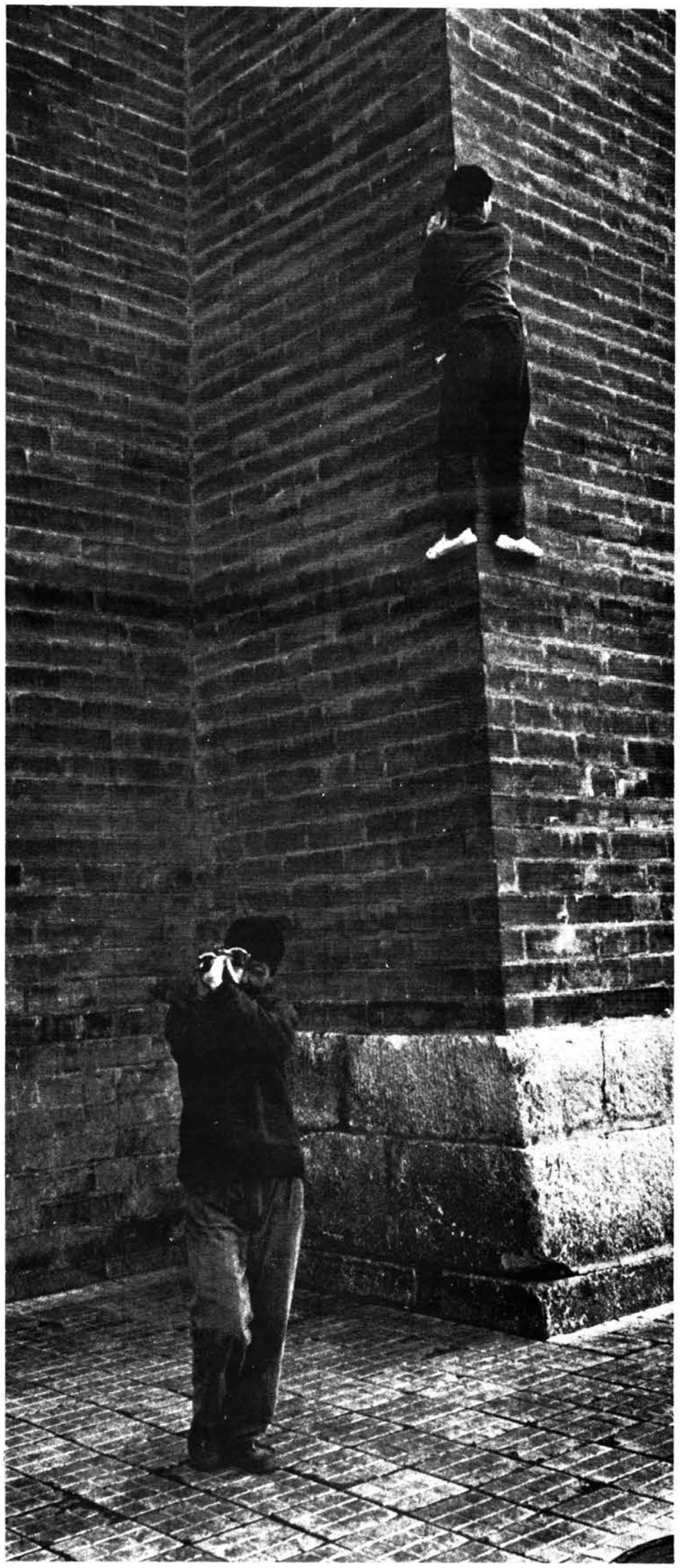
§§§§. MAI 82

Bruno Breguet détenu auQ.C.I. de Fresnes à même eu le droit à la lumière dans sa cellule 24 heures sur 24 sur conseil du psychiatre de la prison le privant de points de repère temporels.

Le Collectif Anarchiste de Contre Information Sociale et de Solidarité a publié le numéro 1 de "L'ENTRAIDE". Il se propose d'affirmer concrètement et efficacement sa solidarité envers les nombreux camarades victimes de la répression.

Confus quant à ceux qu'il daigne considérer comme des camarades, une référence idéologique à l'anarchisme confinant parfois à la différenciation-dissociation envers des militants, ce bulletin risque de verser dans un travers fort répandu et dangereux, faire le tri entre "les bons et les mauvais" cas alors que de semaines en semaines le nombre des militants révolutionnaires soumis à l'enfermement carcéral s'accroît, grâce aussi à ce genre de discours.

Contact: JC Canonne
BP 175
75963 Paris
cedex 20



TOULOUSE: SORTONS NOS CAMARADES DES FERS

"Le groupe SNCF (Sortons Nos Camarades des Fers) informe les voyageurs que ce léger retard est dû au juge Bardou du parquet de Foix qui séquestre arbitrairement C. Gimenez depuis le 9 novembre 83.

La graphologie, les tarots, la boule de cristal, le marc de café deviennent pour la justice des sciences exactes qui permettent d'incarcérer tout révolté contre l'ordre établi.

Nous informons le juge Bardou, monsieur l'antiterroriste Calimez et leurs complices que le maintien en détention de Christian déchaîne notre colère et provoquera le désordre public".

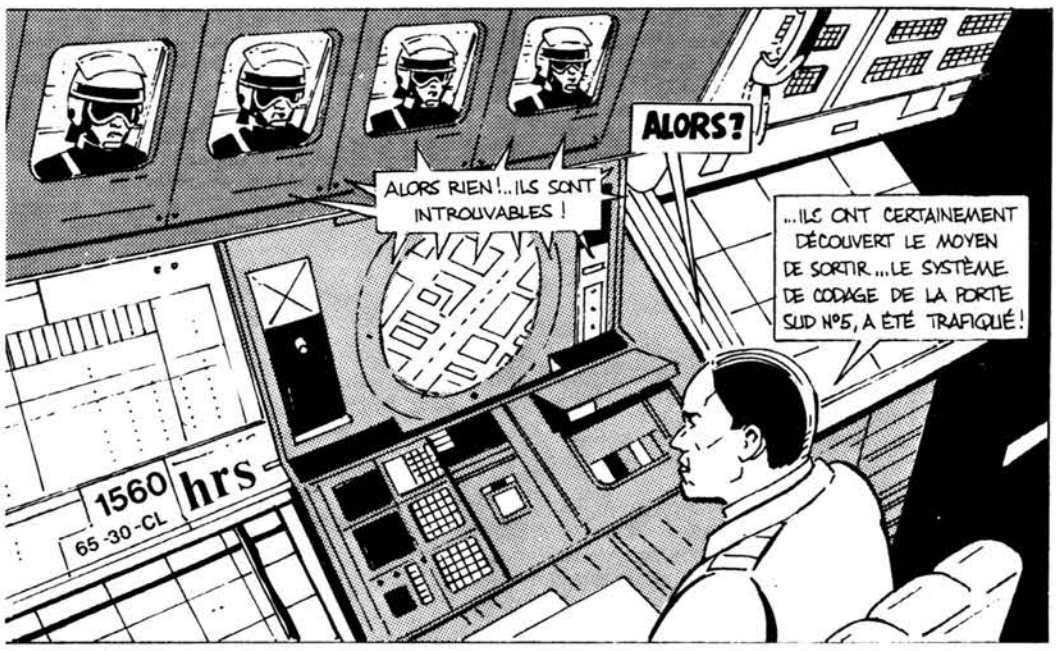
Le chantage à l'ordre public dont le préfet est le garant fonctionne bien, merci! Gimenez est libéré peu après le 2.12.83 après avoir été entôlé le 9 novembre 83 (inculpé de recel d'explosifs).

Il s'agissait alors de faire la preuve de l'efficacité de Claude Calimez, le nouveau préfet de police, contre une mouvance non seulement insaisissable mais dure à criminaliser au vu de ses objectifs toujours judicieusement choisis.

Diverses actions d'agit-prop ont appuyé la dénonciation de cette incarcération basée sur une "expertise graphologique" comparant un texte de Gimenez et l'écriture figurant sur les mandats reçus par le propriétaire du boxe aux explosifs.

Réunion dans la cour du palais de justice, communiqués, blocage et bombage du train Toulouse-Foix s'additionnent à un montage policier bien peu professionnel pour aboutir à cette libération.

Toulouse mérite assurément le titre que nous lui décernions (Tout n°8-9): un Bassin d'Intelligence Subversive! (BIS).



DES EPISODES "GÔCHES" DU FEUILLETON DES EXPULSIONS/EXTRADITIONS.

La construction de l'Europe continue de se faire contre les militants politiques et réfugiés de toutes parts.

Le séjour de Reagan en France a été l'occasion de montrer aux réfugiés italiens et basques, déclarés ou non, que la police française avait son efficacité. Trente arrestations pour rien, si ce n'est jouer à nouveau une des cartes de la terreur étatique.

L'accord franco-espagnol qui se cherche en ce moment contre les basques, est la réponse du PS aux agissements meurtriers du GAL. Ainsi Deferre déclare "un terroriste n'est pas un réfugié politique". La tactique est simple, une proposition politique d'amnistie (partielle bien sûr!) afin de diviser et réduire en nombre la communauté réfugiée au pays basque Nord, en favorisant le retour d'une partie de celle-ci en Espagne. Cela facilitera le travail des flics et autres tueurs, tout en rendant le soutien plus ardu.

La demande d'extradition vers la RFA de Katharina de Friès, avait été l'unique occasion d'un refus français face à l'Allemagne en 81. Ce refus faisait suite à une campagne de soutien et à une grève de la faim. Depuis Katharina a été arrêté et est aujourd'hui menacée d'expulsion. Elle est détentrice d'un titre de séjour valable jusqu'au 2 juillet seulement, qui ne sera pas renouvellé. Son procès pour usage de faux papiers a été reporté, la date n'en sera connue qu'en octobre, entre ces deux dates, le flou juridique, le risque de l'expulsion, puis de l'extradition.

Correspondante du Tageszeitung, le Libé "ancienne formule" allemand, Katharina a pu "décrocher" une page dans Libération. Pour l'instant une carte postale a été éditée, une entrevue à l'élysée est prévue, ainsi qu'une conférence de presse.

On peut contacter son comité de soutien en écrivant à:

Katharina de Fries
74 rue Didot
75014 Paris

rafle ...

Dimanche 27 mai quatre personnes étaient arrêtées pour une affaire d'armes et d'explosifs.

Trois d'entre elles sont écrouées sous l'inculpation de "détention, transport de munitions de 1ère catégorie, détention de substance destinée à fabriquer des explosifs, falsification de documents administratifs".

Il s'agit de Christian Gauzens Antonio Reino et Marc Touitou, que chacun de nous a pu croiser lors de meetings, manifs, réunions. Constatons une fois de plus que l'efficacité de la police est sélective, il est préférable de "sauter" des militants d'extrême-gauche, que de bloquer les diplomates qui fournissent en dope les dealers qui précèdent les bulldozers dans l'Ilot Châlon; préférable de saisir des cokes, plutôt que de protéger des réfugiés basques dont la France libère les meurtriers.

Christian en particulier est un "gibier" intéressant, la justice avait essayé de le faire plonger pour le saccage du musée de la Légion d'honneur (en soutien à Oriach) cela sans résultat. Alors l'occassion est belle?

Rien n'est moins sûr, nous appelons tous ceux qui le désirent à réfléchir, agir contre l'enfermement qui vise les militants politiques d'extrême-gauche, à nous contacter pour travailler sur cette question dès l'automne. Des camarades emprisonnés pourrons trouver cynique de ne pas démarrer une campagne plus tôt, mais le réalisme du constat que nous tirons provisoirement de la situation, de même que les hypothèses que nous pouvons faire quant à un dépassement de ces limites nous imposent cet "attentisme" trés temporaire.

Nous publions le texte suivant, non seulement pour le porter à la connaissance des lecteurs, mais parce que nous y souscrivons totalement.

ORIACH ET LE SILENCE DES AUTRES

La condamnation en appel de Frédérique Oriach à cinq ans de prison pour "association de malfaiteurs" le 16 novembre 1983 a rencontré le silence glacé des milieux d'extrême gauche et des intellectuels. Seuls quelques avocats ont tenté, en vain, d'alerter l'opinion.

De l'aveu même des juges, Oriach est coupable d'avoir rédigé un texte dont la formulation peut donner à penser qu'il a participé à une série d'attentats commis durant l'été 1982. Oriach rejette cette interprétation et se borne à manifester une approbation critique de ces actions. Aucun élément matériel n'a été mis en avant par l'accusation pour étayer la thèse de sa participation directe. Quelques dizaines de mots ont suffi à expédier Oriach en prison pour cinq ans.

Le propos des magistrats est simple: chacun sait qu'il existe deux types de terroristes, les uns perpètrent les attentats, les autres écrivent dessus. Oriach écrit. Ce que nous lisons nous convainc qu'il appartient au premier type. De plus il reconnait sa sympathie pour le second. Ces écrits valent donc participation directe aux attentats dont il parle.

Il s'agit d'un italianisme judiciaire.

Au delà de l'iniquité d'une telle décision de justice et des risques qu'elle fasse école, ce qui nous frappe dans cette affaire c'est la dépossession consentie d'une part importante du débat politique.

Deux proches d'Oriach, cosignataires d'un texte saisi, se sont vu poser par un juge d'instruction les questions suivantes: "Etes-vous antisémites? Votre texte peut-il inspirer des actes terroristes? Vous désolidarisez vous d'avance de tels actes?" Voilà évoquées quelques unes des questions qui traversent le mouvement ouvrier des origines à nos jours.

Quel est le rôle de la pensée? Son effet? Quelle est la responsabilité de l'intellectuel? Doit-on soutenir la lutte armée? Dans quelles circonstances historiques? Dans quelle mesure l'antisionisme risque-t-il de conforter l'antisémitisme?

Débat historique fondamental qu'il est redoutable de laisser mener par la justice bourgeoise. On ne renonce pas impunément à la maitrise des idées. Ceux qui aujourd'hui se lavent les mains quand les grilles se referment sur Oriach préparent d'autres défaites, d'autres victimes. Les démocrates qui se taisent prennent le risque de voir se dégrader davantage "l'état de droit" dont ils se gargarisent à tout propos. Nous dénonçons le lâche soulagement avec lequel certains acceptent de voir broyer un homme, fut-il un ennemi, pourvu qu'on ne leur demande rien à eux!

La condamnation de F. Oriach est une saloperie, c'est surtout une grave défaite pour ceux et celles que préoccupe encore le boulversement de l'ordre social. Dans le silence d'aujourd'hui, le moins que nous puissions faire est de faire entendre nos voix.

Catherine BAKER, Claude GUILLON,
Yves LE BONNIEC (écrivains)
Alain MOREAU (éditeur)

COMMUNIQUER, SE CONFRONTER, CONTRE L'ENFERMEMENT

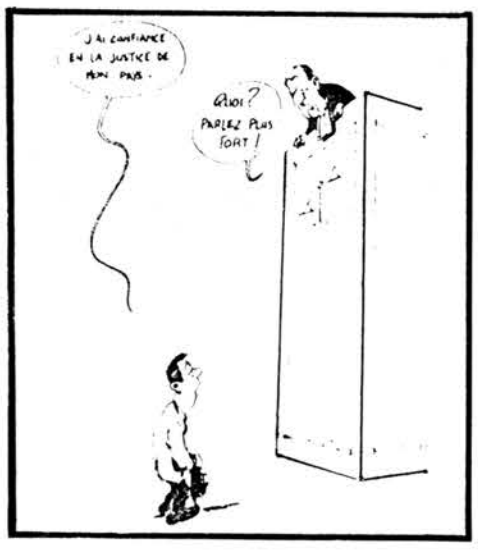
Pour ce qui concerne les camarades emprisonnés, et plus précisément, ceux qui en prison, se réclament du mouvement révolutionnaire, il nous semble indispensable comme première rupture avec l'indifférence diffuse, avec les multiples sectarismes, de réaffirmer l'urgence de la communication.

- Communication contre l'isolement construit par l'Etat pour anéantir les militants détenus (par exemple Helyette Besse est depuis 3 mois à l'isolement sans courrier ni visite)
- Communication contre l'isolement généré par des expériences diverses, des démarches groupusculaires, individuelles dont il faudrait savoir casser la logique destructrice. Pour que savoir social et capacité de débat triomphent des aigreurs qui plus qu'une quelconque richesse, sont générés par une diversité où le recroquevillement prend le pas sur la confrontation. Les prisons sont là pour ça, cassons les!

Ainsi, nous vous invitons à écrire, à envoyer vos publications aux militants dont les noms suivent. Nous souhaitons,d'autre part, recevoir des informations sur les conditions de détention,les adresses d'autres militants incarcérés qui voudraient rendre publique leur situation.
cela en vue de reconstruire un point de vue articulé et des pratiques contre l'enfermement.

- Helyette BESS
  13250 / CD 11R
  9 avenue des Peupliers
  91705 Fleury Mérogis
- Marina DA SILVA
- Jean François GAILLAC
  (ex FRI?), anciennement à Fresnes, transféré, nouvelle adresse manquante,
- Christian GAUZENS
- Nicolas HALFEN
  130 575/E 6315 D2
  7 avenue des Peupliers
  91705 Fleury Mérogis
- Jean Paul HERRIDAREN
  Pays basque nord
- Jean Pierre JACQUET
- Jean Michel MORISSET
  129 106H D3 G241
  7 avenue des Peupliers
  91705 Fleury Mérogis
- Gabriel MOUESCA
  Militant d'Iparretarak
- Frédérique ORIACH
- Antonio REINO
  734 866/3/90
  1 av. de la division Leclerc
  94261 Fresnes cedex
- Régis SCHLEICHER
  219 761 D21
  42 rue de la Santé
  75014 Paris
- Vincenzo SPANO
  731 407 1ère division
  1 av. de la division Leclerc
  94261 Fresnes M.A
- Marc TOUITOU

Cette liste, déjà imprécise, est aussi incomplète, nous invitons ceux qui peuvent la compléter à nous fournir les noms et adresses des militants détenus qui souhaitent le rendre public. Manquent en particulier des basques et des italiens. Toutes les infos sur les jugements, conditions de détention seront les bienvenues



MARINA DA SILVA

Membre du collectif de libération de Frédéric Oriach,Marina da Silva vient de se voir signifiée la résilation d'un sursis de 18 mois de prison,ancienne condamnation infligée pour avoir été trouvée avec deux militantes féministes en possession de deux cocktails molotov qu'elle destinait à un sex shop.Condamnée à 16 mois de prison pour le saccage du musée de la légion d'honneur,Marina da Silva devait sortir incessament de Fleury-Mérogis.

baise moi autrement c'est show !!!

L'éditorial précise que le champ délimité concerne la musique de variétés française,à l'exclusion du jazz,de la musique "classique" ou des phénomènes médiatiques plus larges.Il porte sur quatre points: le fonctionnement de la machine suivant une vision kaléidoscopique; les influences subies et celles provoquées;les lieux et les territoires;les images produites et les comportements suscités.

En fait,il s'agit de l'étude parcellaire du fonctionnement du show-biz,et,dans la perspective néo-branchée de la revue,de porter l'analyse sur l'auto-reproduction et ce qui change dans cet univers, d'en dégager les perspectives.

Or,mélangeant les clichés,les portraits,les entretiens et quelques analyses pertinentes par leur cadrage historique,à travers cinq parties(rien que des stars;dans le ventre du dragon;topographie; un goût étrange venu d'ailleurs; image,images),ce numéro dissèque la machine et restreint son champ initial au rock français.Il aborde des thèmes aussi variés que le "look"et sa frime,le phénomène du fan comme mimétisme et manipulation volontaire(qui n'est opérante que parce qu'il y a cohérence de l'image entre la personnalité, le discours,le"look" et l'univers créé par"l'artiste"),que ceux de la condition d'auteur,d'interprète. Sur ce dernier point,il soulève le problème de leur droit d'auteur, rappelant par ce biais le rôle de la Sacem,son mode d'organisation de démocratie censitaire et"sa volonté de ne pas tuer la création" -or elle ne s'intéresse aux créateurs,aux innovateurs de tout poil, que depuis deux ans,et de façon distraite-.Il souligne aussi le rôle que jouent les régisseurs,les scénarii,avec l'influence des Marouani(qui,toutefois,ne trustent pas entièrement le show-biz),d'une part;et,d'autre part,celui des attachés de presse,qui vendent du **chanteur comme on vend un produit, et qui sont entre le commercial et l'artistique(1),du Midem(marché international des éditeurs de musique qui n'est lieu de promotion qu'en tant que lieu de consécration),et de l'emprise des producteurs et des grandes maisons de disques,véritable trust,qui font la pluie et le beau temps,décident de la politique de production et de la mise à jour des catalogues suivant le taux de vente,et qui rachètent les petits labels quand ceux-ci s'avèrent rentables.**
A ceci,vient s'ajouter une analyse du tube,univers de tics et de plagiats qui consacre nos infirmités auditives.Puis,une vue du problème de la diffusion de la musique immigrée,dont le support culturel type est le magnétophone.Et,enfin, une analyse qui dissèque le territoire,riche en profits pour le vynil,qu'est le marché des enfants où l'on ne suscite des besoins que dans l'intérêt de leur satisfaction immédiate;avec à la clef la reproduction incessante de recettes qui fonctionnent à merveille(Casimir,Goldorak,Dorothée,C.Goya),et de contes pour enfants apauvris car simplifiés à l'extrême.
Sont aussi abordés les inévitables clichés sur la galère des musiciens inconnus du grand public, sur le déroulement d'une tournée (avec ses groupies,ses roadies, ses régisseurs),et sur la dope.

L'autre volet,de loin le plus interessant,c'est le côté concernant la mutation que l'industrie du disque est en train de vivre. Elle subit l'impérialisme culturel anglo-saxon et le manque de structure de distribution de la culture nationale à l'étranger.
D'autre part,l'évolution de l'industrie du disque et de la musique,si elle a été dans le passé dépendante de la technique d'enregistrement et de reproduction du son,l'est aujourd'hui aussi vis-à-vis de celle de l'image.
Et elles deviennent de plus en plus inséparables(cf.vidéo-clips).
De plus,l'industrie phonographique connait une baisse des ventes depuis 1978:piratages,copies domestiques,contraction et déplacement des budgets loisirs(vers la vidéo,l'informatique),banalisation de l'objet disque,recherche d'un second souffle pour la musique populaire;en sont les causes.A ceci s'ajoute l'augmentation du coût de production due à la hausse du prix d'enregistrement et des investissements annexes considérables pour le marketing,les vidéo-clips.On dépense plus d'argent pour vendre que pour concevoir et créer ce qu'on vend.

Seuls les petits labels innovent et sont dans la possibilité de le faire.Car le disque n'a d'avenir qu'en tant qu'industrie indépendante:"il fait désormais partie d'un vaste secteur en cours de constitution:la nouvelle industrie des programmes vidéo-visuels".
"Les multinationales du disque sont,avec les compagnies cinématographiques et les chaînes de télévision,au coeur de cette nouvelle galaxie".Ce que confirment les accords entre les différents producteurs:face à des"marchés prometteurs,un même produit sera exploité sur tous les médias nouveaux".

D'où une politique de concentration et de redéploiement de la production qui entraine,d'une part,la faillite progressive des usines de pressage qui ne sont pas liées à une multinationale;d'autre part,la priorité accordée aux catalogues internationaux,châtrant le local et,à long terme,toute innovation.
En privilégiant les grandes surfaces,aux dépens des disquaires qui se reconvertissent dans la vidéo et les logiciels,on renoue avec un problème plus général qui touche le capitalisme dans son ensemble.
D'autant plus que l'on sait que, désormais,toute industrie doit compter avec l'informatique.Ce problème est particulier dans ce cas,car,loin de favoriser un nouveau redéploiement des marchés, il ne fait que retomber dans des problèmes de droits d'auteurs.**En effet,la décomposition des chansons est rendue possible par l'ordinateur(ex:les rappers);et il est difficile,par ailleurs,de débrouiller les pourcentages de droits d'auteurs d'un vidéo-clip.**

Mais le problème est politique, bien que les auteurs de cette revue ne le mettent pas en évidence. La mutation que connait l'industrie phonographique s'inscrit dans la refonte générale d'une industrie culturelle,voulue par le gouvernement,inscrite elle-même dans un processus socio-industriel global.

L'industrie de l'avenir sera celle de l'information et,entre autres,celle de la culture.Ce que Mitterand a d'ailleurs bien compris.Mais les auteurs d'Autrement s'en remettent trop aux projets gouvernementaux et à la gestion de l'Etat;même s'ils soulignent la contradiction existante entre vouloir une industrie audiovisuelle à vocation internationale,et le manque de protection des droits d'auteurs,spoliés par les éditeurs,ainsi que l'absence totale de loi en ce qui concerne ceux des interprètes,et enfin une TVA trop forte(33%).
Pour eux,ce qui manque,malgré la création de"studios de variétés" abrités par la Sacem et financés par le ministère,c'est une véritable politique de subvention ministérielle(2).
Quoiqu'ils déplorent le manque de petites salles(le manque d'espace de production),à aucun moment ils n'envisagent d'autre possibilité que celle de l'intervention de l'Etat;alors,qu'en même temps,ils déplorent la banalisation des radios libres qui travaillent avec les petits labels et rendent compte de la production indépendante -ceci étant,d'ailleurs,rendu possible en partie par l'intervention de l'Etat;paradoxe !- .

En dehors de la mutation de l'univers phonographique,ce qui est donc mis en avant c'est aussi bien le côté mythique du rock(voir mystique avec le phénomène du fan), que la nécessité de construire un discours,un look,en un mot une image cohérente qui permette de vendre le produit;et,parallèlement,le processus économique.

La revue insiste sur le fait que tout est organisé sur la rentabilité,la rapidité de rotation du produit(c'est-à-dire chanteur(s) ou groupe(s)),et que,excepté la BD rock,le rock hexagonal n'a pas su sortir de ses frontières(pas de disque de référence)-exception faite des chanteurs rockisants-. Elle souligne également que les modes sont les résultats de points de force,de points de production; qu'il y a un changement irrémédiable en 68 avec pour conséquences: l'investigation de la scène par la politique,un changement vestimentaire au profit de la décontraction,le refus du spectateur passif, la scène devenant le miroir de la vie.Puis,on note un retour au sophistiqué avec la pop qui,de révolte contre le show-biz,devient révolte contre la société.Mais la revue ne montre pas que la montée dès 1975,des Higelin,Lavilliers, Renaud ou Téléphone,Starshooter, Little Bob Story etc...est due à un phénomène politique,et non pas seulement à la mode du"rock revival" (1975-1980).Dick Rivers,Eddy Mitchell et J.Hallyday qui l'ont suscité,n'ont pas eu le même écho que Higelin qui rallia,il est vrai,le public de la chanson et celui du rock de banlieue,dès sa conversion au rock avec BBH 75;car,avec lui, le rock redevenait l'expression d' un cri de révolte(celui de la vie) contre la crise,mais aussi contre le gouvernement.Le discours était différent:la jeunesse ouvrière et banlieusarde se reconnaissait à nouveau dans le rock.
Le recul du folk,dès 1975,accrédite cette thèse:il ne correspondait plus au mouvement politique qui allait se dessiner.Les désirs étaient différents.Le rejet réciproque du rock et du folk,qui correspondait au clivage baba cool/ cuir,traduisait un désir d'action politique nouveau.
De même,si le cosmopolitisme actuel du rock,dû à son foisonnement,fait qu'il n'apparait plus comme une bannière de révolte,c' est que la situation politique actuelle ne lui permet pas ce mode d'expression.Sous-entendu,il faut recréér une situation politique qui lui rendrait,comme dans les années 75,son sens initial.

Ainsi,l'analyse parcellaire,ne visant qu'à dégager les traits généraux de ce qui change,pêche par son absence de perspective politique et de globalité.Il n'en reste pas moins que,malgré l'inégalité de ses articles et de ses insuffisances,ce numéro de la revue Autrement(qui reproduit toujours les mêmes défauts)donne des éléments de compréhension pour ceux qui voudraient saisir les raisons qui motivent notre volonté de créér des espaces libres.

Ilitch Luxemburg.

• •
•

(1) De même que les directeurs artistiques qui cherchent du neuf,un créneau.

(2)Qui permettrait cette politique et,par exemple,rattraper le retard des clips par rapport aux anglo-saxons,porter cette expression à un nouveau type d'écriture,l'extraire des enjeux financiers dont il est la proie.

MACADAM MASSACRE

Le Béru nouveau est arrivé !
Groupe fétiche,s'il en est,Bérurier Noir ne nous a pas déçu dans son dernier album. On y apprécie la diversité dont il a fait preuve:des cris et des sirènes de "Macadam Massacre",au saxophone de"Noir les Horreurs".Mais la boite à rythmes est toujours là !

En plus de la musique,ce qui ne peut nous laisser insensibles ce sont les thèmes et la façon dont ils sont abordés: beurs,flics,prison,fric,guerre,amour(eh oui!)...autant de réalités qui nous sont quotidiennes;qui sont exprimées dans un langage et avec une rage qui sont les nôtres.

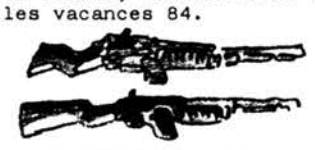
Mais,ce qu'il faut surtout souligner, c'est que,ce qu'ils chantent,les Béru le vivent.Les manifs,la zone,les bastons... ils connaissent.Que ce soit dans des concerts"cools"(Tolbiac),ou plus"tendus" (quai de Jemmapes) :ils sont là !

A ce sujet,leur attitude le 2 juin fut dans la continuité de leur musique.Leur intervention a été claire:"Si vous avez envie de vous bastonner,y a des commissariats dans tout Paris";et d'enchaîner avec:"Tant qu'il y aura des prisons,les kids se battront;tant qu'il y aura des prisons,y aura des bastons";rappelant, fort à propos,dans le merdier ambiant, la centralité de l'affrontement !

Collectif "Nous Voulons Tout !".

VOIR VIVRE VITE, UN FILM...

Vacuité politique, Flamenco des errances contre police-quadrille. Connivence amoureuse pour déraison. Film-cult, absent des salles, rarement au cinéma, souvent dans la rue. Pour les vacances 84.



Voler la K7, trouver magnétoscope, pirater téloche, délinquance sociale.

Docu-drama, Carlos Saura. Héros sniffera, braquera, crêvera. Banlieue madrilène, lyonnaise, métropole ambiance suburb. Autour, grêve des loyers, job à chier, chômage à nourrir de sains loisirs. Voler voiture, brûler après, flasher feu-fumée, et s'arracher.

Convoyeur allumé puis éteint, presque rien, déjà trop. Acteurs pour un cacheton, qui repartent, qui restent; ce qu'ils sont, viande à prison.

Sans sortie pratique, film sceptique et vérité alors bouffer de la merde, cracher du sang.

Flics, flingue, foutu..., paumer, morfler, cerné, buté.

Meuf qui survit, mômes en bandes qui crient, déjà vacants disponibles disposés, terrain vague-détermination: Survivre

Voir Vivre Vite

allons au théatre (chèrie)

Avant-propos qui n'a rien à voir: Raymond Roussel, écrivain émérite et méritant du début du siècle, avait pris une manie géniale au fil des ans. Il prenait l'unique repas de sa journée de 11 heures à 16 heures. Disposant sur une table tout ce qui peut apparaitre dans ce qui constitue les traditionnels petit déjeuner-déjeuner-diner, il voltigeait de plat en plat selon son humeur, pendant ces cinq heures. Du café au crudités, des fruits de mer au dessert!

Ecole, armée, boulot, on nous bourre le mou pendant les 70 ans où l'on apprend à dépérir, en répétant qu'on ne s'amuse qu'après le travail. Les vacances après les cours, le film du soir après le turbin, le week-end en fin de semaine! Et la retraite si il en reste!! Et pour nos loisirs: des tronches d'idiots, des films miteux dans nos petites boites, des films des love story. Votre cinéma et ses coulisses servis comme sur un plateau! La chambre noire, les bons plans, en couleur et en rouge et noir, positif et négatif, l'objectif est (hait) subjectif, j'ai de drôles d'images dans la tête, j'ai marché dans mon chapeau. "Dis, je vous aime", il m'a dit. "Parti". Sous le pont Mirabeau, coule la scène... Bonsoir les galères! Alice au pays d' amères veilles. A l'entracte, un eskimo à l'aspro, et trois kleenexs, s'il vous plait! Un craignos chantait sur les ondes dernièrement: "Venise n'est pas en Italie...". Venise, c'est une idée. Je t'embrasse princesse, je te quitte crapaud! Amour-aveugle-toujours.

Autres propositions: L'art de lire les gestes à l'envers: je fume pour qui, je fume pour quoi, je fume pour toi. Par exemple...Ou... tout ce que vous pouvez chercher!!

géants avec pourboire-Merci. En fait, loisirs/vacances sont les desserts de nos petites vies. Et attention, pas de luxe! C'est le genre fruit OU dessert! OK, il reste les gros machins, les pièces montées: théatre, opéra et autres falbalas!! Mais là, c'est pour les riches ou les grandes occasions.

Parfait!! On a bien retenu sa leçon. L'art vivant, le théatre, trop cher ou en conserve; le cinéma toujours le cinéma des autres... Un jour, on ira au théatre!! Pour y faire son cinéma. On y va!! Tiens une adresse au hasard: ça s'appelle "L'Eternel Amoureux", c'est la compagnie La Rumeur. Faites courir.

Première proposition. Amateurs des années 20, 30, 40, 50, 60, etc, professionnels de l'amour avec un grand H, allez impressionner vos jolis yeux sur la mise "en pièce"

Défilé de mode, effeuillage de Marguerite (je t'aime pas du tout ma folie), etc... Et ceci jusqu'à la mort. Petite ou grande. Toutes ces propositions sont malhonnêtes!

Quand on sort de là, dehors, Paris c'est Las Vegas, c'est Macao. Sept acteurs vous ont joué pendant une heure et demie! Et sans regret! Une pièce démontée mais chacun sa clef en main.

Epilogue pour qui a tout vu: Revendiquez les desserts! C'était une page de pugnacité!

"L'ETERNEL AMOUREUX" spectacle de la compagnie LA RUMEUR.
Espace Kiron, 10 rue de la Vacquerie, Paris 11ème (373.50.25)
M° Voltaire -
Tous les jours à 21 heures.
Dimanche 16 heures. Relâche lundi.

en bref

Auto-réducteurs Associés

Trop souvant les luttes contre le nucléaire n'ont pas su sortir de la dénonciation, de la propagande "contre". Certains ont décidé de frapper l'Etat et l'EDF à la bourse, et d'autoréduire les factures d'électricité. C'est simple, il suffit de défalquer de celles-ci les taxes, pour payer se consommation à ce qu'on estime être un "juste prix". C'est pour cette pratique que Christian Drouet est passé en procès à Reims, et a été condamné à un mois ferme. Pour réclamer l'annulation des poursuite et pour populariser la pratique des autoréductions s'est constitué, sur Reims, le groupe des "Autoréducteurs Associés" ("A.A." c/o Egrégore , BP 1213 , 51058 Reims).

Commandos Autonomes basques.

Quatre membres présumés des "Commandos Autonomes Anticapitalistes" on été arrêtés à Biarritz et Bayonne le 25 avril. Ils ont été inculpés de détention d'armes, après une perquisition qui permis à la police de trouver,un pistolet, des munitions, des détonateurs, des gilets pare-balles et un uniforme de la police espagnole. Une cinquième personne est en fuite.

Hongrie: Big Brother n'aime pas les punks.

Les trois membres du groupe hongrois "Common Punk Group" ont pris 2 ans fermes pour "nihilisme préjudiciable à la sureté de l'état" et "apparence extérieure extrémiste". Depuis deux ans ce groupe se produisait sans autorisation dans les centres culturels de banlieues, avec des chansons du style "I want anarchy" ou "Soviet nukes are nuke too" ...

Les premières sentences des procès du "7 avril" sont tombées récemment: 30 ans pour Negri, 20 ans pour Scalzone, 15 ans pour Ferrari-Bravo ... et presque rien pour les repentis.

agit' prop

EKKOMEDIA

"L'idée de base est la création d'un système de communication ou agence de presse impliquant autant de pays que possible, et la distribution de matériel sur des sujets "intéressants" pour la presse officielle: les squatters, le mouvement pour la paix, les méthodes policières, l'écologie, la contre-culture, les expériences de groupes divers...etc".

Des projets audiovisuels...

EKKOMEDIA existe en Suède, RFA, Norvège, Danemark, Irlande, Pays-Bas et USA..., souhaite recevoir les communications en anglais.

contact: EKKOMEDIA Arthus/DK
c/o Fronthuset
Mejlgade 53
8000 Arthus C
Danmark

TERMINAL 19/84

Le numero 19-20 de juin 84 est un "spécial Orwell" de 72 pages; un dossier important et conséquent qui tente d'aborder , sous différents aspects, le mythe orwellien et la réalité informatique ...

- Orwell, machine, modernité; variations autour du livre "1984".
- Angoisse en temps réel; réflexions sur les tendances sociales actuelles, informatique et controle social, pouvoir et technologies nouvelles.
- Despotismes des moyens; le "progrès" et l'utopie technologique.
- Une nouvelle de M. Jeury.
- Contraintes douces; variations autour de l'imaginaire et de la modernité.

CIII, 1 rue Keller, 75011 Paris.

LA BANQUISE

Les "pingouins" de l'ultra-gauche nous livrent le troisième numero de leur publication;

- Un an chez les pingouins, qu'avons nous fait de notre temps ?
- Les révolutionnaires ont-ils une contre-révolution de retard ? notes sur une classe impossible.
- Le bombardement de Dresde comme rapport social (les restructurations et la guerre)

Des questionnement pas ininterressants sur la période et la théorie, mais qui semblent ne pas trouver de débouchés pratiques pour ces camarades.

La Banquise
BP 214, 75623 Paris Cdex 13.

CLASH

Cette revue publie son deuxième et dernier numero, elle laissera place à des "initiatives ponctuelles de contre-information sur des terrains ou des moments de lutte donnés". Clash qui veut contribuer à "la construction d'un pôle communiste offensif" propose essentiellement des documents de la mouvance combattantiste et des mouvements nationalistes (AD, BR, IRSP et FLNC), sans l'ombre d'une présentation critique.

Trois articles revètent cependant un intéret certain;

- Débattre oui, mais pour reprendre l'initiative; qui se veut une critique du "péché" de la pensée politique "autonome" au travers de la critique d'un texte du CAO (centre autonome occupé).
- Une interview de deux "occupants rénovateurs".
- Une interview d'un membre des Commandos Autonomes Anti-capitalistes basques, groupes dont les propos contrastent avec la soupe anti-impérialiste qui nous est généralement servie dans cette revue.

Clash, printemps 84, 30 francs.
c/o librairie "Atmosphère"
7-9 rue Francis de Pressensé, 75014 Paris.

"Les révolutionnaires aujourd'hui" est le thème de discussion proposé par le revue "la guerre sociale" autour de trois questions; "l'importance et le contenu de l'activité théorique, notre intervention dans les conflits sociaux, l'unification et le renforcement du mouvement révolutionnaire".

Samedi 15 septembre, 15 heures à l'AGECA, 177 rue de Charonne, 75011 Paris, metro Alexandre Dumas.

Le "TROU NOIR" est un bistro ouvert par des militants anarchistes, qui assure en outre des programmes musicaux:
34 rue Nationale, 75013, metro Porte d'Ivry, tel 570 84 29.

SUPPLEMENT A L'HUMANITE DU SAMEDI 26 MAI 1984

La liste en serait trop longue à faire, mais voici la énième contre façon de l'huma. Celle-ci "révèle" le sens (l'essence?) de la stratégie PS, de son utilisation du PC et de la CGT comme auxiliaires indispensables (?) au maintien de l'ordre social.

L'exercice littéraire du renversement de perspectives, traditionnel pastiche au style estudantin, reste malgré tout porteur d'un peu d'humour. "Sans bourgeoisie et sans Etat il ne peut y avoir de travailleurs; voilà ce qu'il nous faut leur faire comprendre au moment où nous sommes enfoncés dans les pires difficultés". Dans les "bonnes" librairies seulement...

EL HORIA

Le groupe de Rouen de la Fédération Anarchiste édite un journal franco-arabe-berbère, "EL HORIA"

Au sommaire du N°3:

- **Contre fascisme**
- **Talbot**
- **Français-immigrés, face à face ou face à la crise**
- **Echanges interculturels à l'école**
- **Le bilinguisme**
- **Maghreb, les émeutes**
- **Liban**
- **Page culturelle berbère**
- **Proudhon en arabe...**

EL HORIA
9, impasse des pommiers
76800 St Etienne du Rouvray

Le CAIO (Collectif Anti-militariste Insoumission Objection) dont les membres

- refusent le service national, qu'il soit civil ou militaire.
- cherchent à développer une démarche collective tant pour l'obtention du statut d'objecteur que pour la défense des objecteurs et insoumis.
- veulent combattre la militarisation croissante de la société.
- se solidarisent avec les autres formes de lutte anti-militariste.
- remettent an cause la "défense nationale" qui ne défend que les intérets d'un système oppresseur.
- et jugent inséparable cette démarche d'une transformation radicale des rapports sociaux.

tient une permanence hebdomadaire d'information; le samedi de 10h30 à 12h30 au 33 rue des Vignoles, 75020 Paris, metro Buzenval ou Avron.
assure une émission hebdomadaire sur Radio Libertaire, le mercredi de 18h à 19h.

CD+/ GUATEMALA: Le drapeau syndical flotte sur l'usine américaine. mai 84

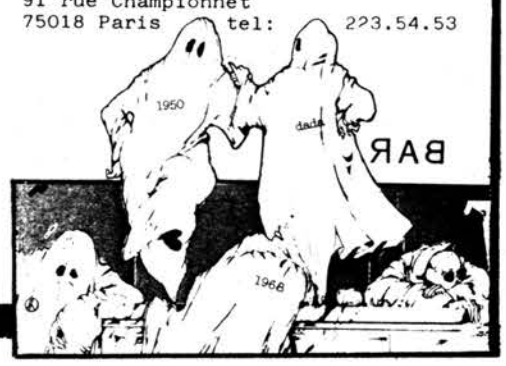
Un dossier présenté par le Collectif Guatemala et le Centre d'Etude et de Documentation Ouvrières et sociales.

Plusieurs mois d'occupation d'une usine d'embouteillage Coca Cola, encerclée par les forces répressives du régime militaire. A 4 Km du palais où siège le commandement de la dictature..

- Un dossier de 22 pages
  - coupures de presse
  - points de repères historiques
  - témoignages
  - comment une transnationale liquide une usine syndiquée
  - le modèle Unilever
  - nouvelles brèves
  - Coca Cola en France
- Une cassette vidéo de 30 mn en VHS est disponible

Collectif Guatemala
67 rue du Théatre
75015 Paris
tel: 579.67.57
Permanence le jeudi de 18 à 22 heures

CEDOS
91 rue Championnet
75018 Paris tel: 223.54.53



nous voulons

TOUT!

Sommaire :

- *Métropolis (p.2)*
- *Squatts*
- *Toit (p.3)*
- *Du désert à la jungle (p.4)*
- *Prologue*
- *Danemark (p.5)*
- *Logiciel*
- *Paléontologie (p.6)*
- *Infirmières (p.7)*
- *LKJ - Inglan (p.8)*
- *Beurs (p.9)*
- *Chômeurs belges (p.10)*
- *Trottoir (p.11)*
- *Merde*
- *Etat (p.12)*
- *Le Pen (p. 13)*
- *Audace (p. 14)*
- *Débat (p. 15)*
- *Parodie (p. 16)*
- *Larmes*
- *Péninsule bouge (p. 17)*
- *Virus*
- *Exquis*
- *Nuit*
- *Mouvement des conseils (p. 18)*
- *Brésil (p. 19)*
- *Canaries*
- *Tôle (p. 20)*
- *Toulouse (p. 21)*
- *Europe*
- *Show biz (p. 22)*
- *Berurier noir (p.23)*
- *Théatre*
- *Agit' prop*

Permanence
Jeudi 19-20h.

41 rue des 5 diamants
75013 Paris (M° Corvisart)

à court terme l'expérience socialiste, dans sa configuration actuelle, se démarque et s'oppose, en refusant d'aller trop loin, à la logique du grand capital qui vise à battre d'abord la classe. Le gouvernement Mauroy s'est trouvé empêtré dans un dilemme insoluble : restaurer à la fois la logique du profit en attaquant la rigidité ouvrière, les "droits acquis" comme cristallisation des avancées de classe des deux dernières décennies et tenter de maintenir la cohésion de celle-ci, l'homogénéité "du collectif ouvrier" comme base sociale de la majorité actuelle.

De son côté, le parti communiste en tant que composante marginale du gouvernement se trouve, aujourd'hui, le dos au mur. La contradiction entre sa stratégie réformiste et son action pratique qui ne peut ignorer le niveau de classe réel l'a conduit dans une impasse et l'a condamné, malgré son grand effort d'activisme, à un complet immobilisme politique. L'érosion constante de ses effectifs réduit en peau de chagrin les dernières forces du mouvement ouvrier officiel et rend exangue les appareils politiques et syndicaux de la gauche dans son ensemble.

Une tension insupportable qui, au vu de l'actualité récente, va devoir trouver une solution...

Les durcissements politiciens de la lutte droite/gauche ne doivent donc pas nous leurrer. Dans son ensemble la politique économique des socialistes et notamment sa politique industrielle bénéficie, comme le relevait récemment Delors, d'un large consensus dans l'ensemble des partis et de la classe politique. La contre-offensive de la droite ne s'exprime pas comme un projet concurrent de celui de la gauche, mais bien comme sa continuité et son parachèvement logique.

C'est pourquoi, force nous est de considérer l'expérience de gauche pour ce qu'elle représente vraiment : un des moments du plan capitaliste visant à recouvrer la productivité sur des bases nouvelles, sans en être le moment de conclusion définitif. D'autres se pressent au portillon du pouvoir et dans l'état actuel des choses peuvent sérieusement escompter voir aboutir leur stratégie de reconquête.

Dans le même temps, la partie la plus avancée du capital français, se moquant éperdument des nuances gauche/droite, semblent disponible et cherche désespérément les moyens pour entamer une restructuration générale du système par la création de nouveaux rapports économiques avec la force de travail et par de nouveaux rapports politiques avec le mouvement ouvrier et l'ensemble de la société civile.

Elle se préoccupe donc moins de voir se reconstituer immédiatement les conditions de la relance du développement que d'explorer la perspective d'une nouvelle stabilisation du système susceptible de fournir les conditions de la reprise du cycle à long terme. Cette partie intelligente et à ce titre plus dangereuse du capital, s'opposant de fait aux secteurs arriérés, n'a pas comme projet politique une surexploitation de la classe, comme au bon vieux temps de l'accumulation primitive; une augmentation de la plus-value absolue (même si, accessoirement, elle peut l'utiliser) mais bel et bien un nouveau mode de régulation garant d'une productivité sociale élargie en mesure d'accroître dans des proportions considérables la plus-value relative.

Mais l'essentiel plane comme un point d'interrogation menaçant sur toutes ces vélléités pacificatrices.

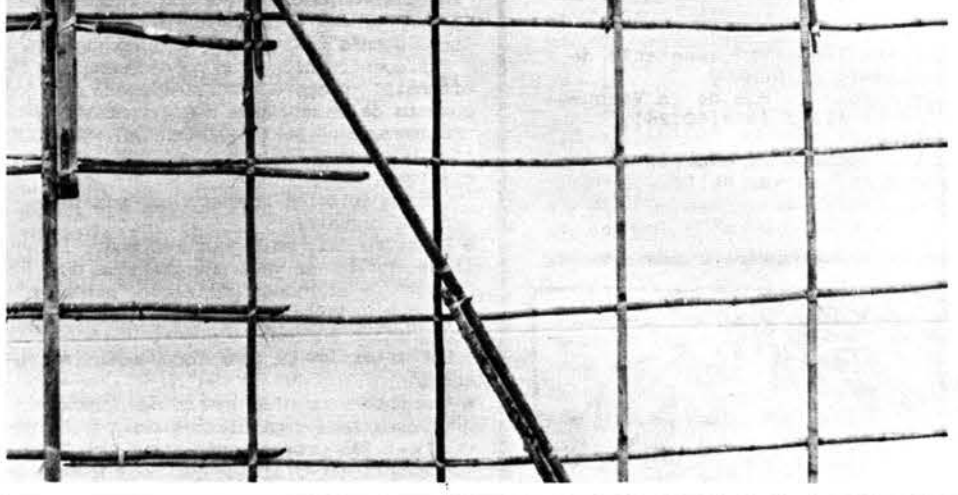
Quel sera l'usage prolétaire de ce moment précis de la conjoncture ?

Car s'il existe aujourd'hui une variable véritablement incontrôlable dans le jeu serré de la crise, c'est bien plus que les taux d'intérêt élevés du dollar ou la guerre dans le golfe persique, le comportement de refus ou de collaboration qu'adoptera la classe envers les solutions proposées pour sortir du marasme. C'est là tout l'espace des enjeux actuels.

Toutefois, cette interrogation ne peut passer sous silence la crise d'une figure de classe historiquement défaite; celle de l'ouvrier-masse attaquée de toute part par le procès de restructuration, confinée dans l'usine par l'Etat (flics comme syndicats). Et cette liquidation en cours des niveaux d'intégration, du pouvoir social de la classe ouvrière traditionnelle a une signification politique précise. Elle exprime les limites d'un certain égoïsme ouvrier, de sa prétention hégémonique, de son potentiel à développer une alternative et un contre-pouvoir. Même si cette force fait encore peur, ce qui justifie tout ce qui dans la phase de restructuration relève du contournement comme forme tactique et circonstanciée de l'affrontement, elle ne dispose plus ni des moyens, ni des leviers pour renverser le cours des choses.

Alors même que la vieille structure sociale n'est pas encore liquidée et se replie avec des pertes dans ses forteresses, les mutations déterminent de nouveaux champs de contradiction qui déplacent l'affrontement de l'usine vers la société dans son ensemble. La crise de la pensée capitaliste qu'on observe actuellement est totalement surdéterminée par la richesse de cette réalité sociale qui lui échappe encore en grande partie.

En face non plus aucun discours, aucune pratique ne sont en mesure d'exprimer et d'organiser toute la complexité de cette nouvelle composition de classe; les besoins, les désirs qui la meuvent. C'est pourquoi, et c'est crucial, il est nécessaire d'explorer la situation, d'interroger la période afin de dessiner les contours que le prolétariat est en train d'épouser pour pouvoir déterminer les chemins possibles d'une recomposition; pour circonscrire les espaces et identifier les protagonistes sociaux qui pourront jouer un rôle moteur dans le développement et l'exacerbation de l'antagonisme.

Dans cette direction, des hypothèses politiques peuvent et doivent être formulées : le revenu garanti comme médiation dynamique, comme moyen de casser la logique syndicale de défense de l'emploi, la dimension corporative et sectorielle des conflits d'arrière garde. Seul un processus d'appropriation collective de la richesse sociale permettra de dépasser l'horizon d'une conflictualité enfermée dans le cadre institutionnel. C'est aussi le territoire en tant qu'aire potentielle de convergence des pratiques antagonistes nées du rapport complexe production/reproduction de la classe.

Aujourd'hui, la voie est étroite pour ceux qui ne se berçent plus des illusions du Grand Soir; ceux pour qui la prise du Palais d'Hiver et toutes ses formes dégradées sont désormais, face aux enjeux contemporains, des antiquités à reléguer au rang de pacotille. Le seul objectif que nous pouvons faire nôtre reste celui du contre-pouvoir prolétaire et c'est à l'aune de cet objectif que doivent être jaugés tous les gloseurs de la révolution. Pas un projet préconstruit, mais des opportunités réelles d'avancer dans une existence concrète de l'antagonisme en exaspérant la conjoncture, en refusant de différer les heurts, en valorisant les refus tout en se défiant de confondre la tendance, cette tentative de battre durablement la classe par la restructuration, pour un futur inéluctable, un futur sur lequel nous n'aurions pas de prise...